

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DU DROIT D'ACTION OU D'INTERVENTION

DES

Syndicats professionnels

DEVANT LES JURIDICTIONS RÉPRESSIVES

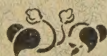
Thèse pour le doctorat juridique

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 16 Décembre 1910, à 4 heures du soir

PAR

RAYMOND TOURNASSUS



LYON

IMPRIMERIE DE LA « REVUE JUDICIAIRE »

23, Rue Claudia, 23

—
1910

**DU DROIT D'ACTION
OU D'INTERVENTION**

Des Syndicats professionnels

DEVANT LES JURIDICTIONS RÉPRESSIVES

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. ✂, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. ✂, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ✂, professeur honoraire.

FLURER, I. ✂, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. ✂, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✂, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. ✂, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ✂, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ✂, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✂, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ✂, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ✂, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ✂, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. ✂, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. ✂, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. ✂, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ✂, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ✂, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. ✂, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GARRAUD, *professeur*.

Assesseurs : MM. PIC, *professeur*.

JEAN APPLETON, *professeur*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

DU DROIT D'ACTION OU D'INTERVENTION

DES

Syndicats professionnels

DEVANT LES JURIDICTIONS RÉPRESSIVES

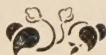
Thèse pour le doctorat juridique

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 16 Décembre 1910, à 4 heures du soir

PAR

RAYMOND TOURNASSUS



LYON

IMPRIMERIE DE LA « REVUE JUDICIAIRE »

23, Rue Claudia, 23



BIBLIOGRAPHIE

- BEAUCHET. — Note au Sirey, 1908.1.97.
- BENOIST (Charles). — La Crise de l'Etat Moderne : Les Corporations. Revue des Deux Mondes du 1^{er} nov. 1909.
- BERGERON. — Du droit des Syndicats d'ester en justice. Thèse. Paris 1898-99.
- BRÉMOND — Du droit d'ester en justice des Syndicats professionnels. Revue Critique, 1899, p. 128 et suiv.
- CAHEN. — Les Unions de Syndicats. Bulletin de la Société d'études législatives, 1909, p. 365.
- CAPITANT. — Note au Dalloz, 1909.2.33.
- CHESNEY. — Note au Pandectes françaises, 1906.1.228.
- COLIN. — Note au Dalloz, 1907.1.371.
- COMMAILLE. — Note aux Pandectes françaises, 1904.2.353.
- CRÉMIEU. — L'action civile exercée sous la forme collective dans la législation française actuelle. Paris. Larose, 1910.
- ESCARRA. — Etude sur la recevabilité des recours exercés par les Syndicats. Thèse. Paris, 1907.
- GARNEAU. — L'action en justice des associations professionnelles en France et en Belgique. Thèse, Paris, 1907.
- GARRAUD. — Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale. Paris, Larose, 1907, p. 258 et suiv.
- Précis de droit criminel 8^e édition, p. 19.

- GLOTIN. — Étude historique, juridique et économique sur les Syndicats professionnels. Paris, Larose, 1892, p. 205 et suiv.
- HAYEM. — Le droit de citation directe pour les associations. Paris, Alcan.
- JAY. — La protection légale des travailleurs. Paris, Larose, 1904, p. 111.
- LEDRU ET WORMS. — Commentaires de la loi sur les Syndicats professionnels.
- LÉVY (Emmanuel). — L'affirmation du droit collectif. Paris, Andler, 1902.
- LORIN. — Collaboration des ouvriers organisés à l'œuvre de l'inspection du travail. Paris, Alcan, 1909.
- LOIS NOUVELLES. — 1907, p. 405 et suiv.
- MARTIN-SAINT-LÉON (Et.) — Histoire des Corporations, 2^e édition, p. 287 et passim.
- MILLOT. — Du droit pour les Syndicats d'ester en justice. Thèse. Paris, 1908-09.
- NOURRISSON. — Revue Pénitentiaire, 1907, p. 1062. La poursuite des fraudes par les Syndicats de viticulteurs.
- PLANIOL. — Note au Dalloz, 1895.2.553.
1898.2.129.
1903.2. 25.
1909.1.129.
- PERREAU. — Capacité des Syndicats professionnels (Revue Critique, 1904).
- PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières, p. 296 et suiv. Paris, Rousseau, 1908.
Capacité civile des Syndicats professionnels. Revue trimestrielle de droit civil, 1902.
Traité général théorique et pratique de Droit commercial. Tome I, dès Sociétés.
- ROMIEU. — Conclusions, rapportées au Dalloz, 1907.3.13.
- ROUAST. — Essai sur la notion juridique de contrat collectif dans le droit des obligations. Thèse, Lyon, 1909, p. 88 et suiv.
- ROUX. — Note. Sirey, 1908.1.105.
- SAUVIAT. — De l'extension de la capacité juridique des Syndicats professionnels. Thèse. Paris, 1904.

- SAUZET. — Nature de la personnalité civile des Syndicats professionnels. *Revue Crifique*, 1888, p. 337.
- TOUBEAU. — L'action en justice des Syndicats et des Associations en matière répressive, publiée par les Lois Nouvelles. Paris, 1909. — V. aussi « Les Lois Nouvelles, 1908, 2^e partie, p. 123 et suiv.
- VAUNOIS. — Bulletin de la Société d'études législatives, 1909, p. 441.
- VORON. — Le rôle des Syndicats professionnels devant la justice. *Revue Catholique des Institutions et du Droit*, 1897, tome I, p. 328 et suiv. et tome II, p. 42.
- WALDECK-ROUSSEAU. — Consultation. Recueil de procédure Rousesau et Laisney, 1887, p. 49 et 138.
- Z... — Note au Sirey, 1896.1,329.
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552402_0036

INTRODUCTION

La loi des 14 et 17 juin 1791, dit Loi Chapelier, qui défendit aux individus d'une même profession de s'associer, fut bien une des plus caractéristiques de l'esprit individualiste de la Révolution française. Mais elle ne fut pas aussi révolutionnaire qu'on le croit communément.

Elle ne fit guère que renouveler les mesures prises depuis des siècles, contre les corporations.

L'histoire de l'ancien régime nous montre à chaque instant, le pouvoir royal en lutte avec les organisations professionnelles, remuantes, procédurières, jalouses de leurs privilèges et volontiers émeutières (1).

(1) Voyez à ce sujet : Histoire des Corporations, par Et. Martin-Saint-Léon, 2^e édition, p. 287 et passim. Voyez aussi : La Crise de l'Etat Moderne : Les Corporations, par Charles Benoist. Revue des Deux Mondes du 1^{er} novembre 1909.

Nous voyons une ordonnance de 1383 dissoudre les corporations ; une autre, de 1539, fait « défense à tous maîtres, compagnons ou apprentis de faire aucune congrégation ou assemblée, grandes ni petites, pour quelque cause que ce soit, d'avoir aucune intelligence les uns avec les autres, du fait de leur métier, à peine de confiscation de corps et biens » ; une autre, de 1544, défend aux serviteurs ou compagnons imprimeurs de « se bander ensemble ».

Et, durant tout l'ancien régime, « la Corporation fut tenue en suspicion » ; ballotée de dissolutions en suppressions, elle renaissait toujours de ses cendres.

Ce fut l'édit de Turgot de 1776 qui marqua le commencement de son agonie ; la loi Chapelier ne fit que l'achever. Elle poussait d'ailleurs les mesures prohibitives à l'extrême en regardant le fait même de s'associer comme un délit.

Mais, cette fois encore, ce n'était qu'une éclipse momentanée. Le législateur est impuissant à supprimer ce qui est dans la nature des choses. Trop de liens, de besoins, de désirs communs unissent les hommes d'une même profession pour qu'ils ne sentent pas la nécessité d'une organisation professionnelle.

À la place de la corporation morte, allait naître une forme d'association mieux adaptée aux conditions nouvelles de la vie : le syndicat.

La promulgation de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels ne marqua pas la naissance d'un nouvel ordre de choses, l'esprit corporatif triomphait de la loi Chapelier et des dogmes révolutionnai-

res qui n'étaient, selon le mot de M. Duthoit, qu' « une audacieuse négation de la réalité ».

Un mot relativement nouveau se trouvait inscrit dans nos lois désormais plus favorables ; et c'est peut-être grâce à ce mot que la reconnaissance légale de la société professionnelle ne fut pas retardée davantage. La corporation était un de ces fantômes qu'on n'évoquait jamais sans susciter la frayeur (1).

Aujourd'hui sous le nom, et sans doute aussi, sous la forme nouvelle du syndicat, elle a repris sa place dans la société ; d'aucuns la trouvent déjà trop encombrante.

Sous le régime de la loi de 1884, le syndicat s'est développé librement, mais il semble bien que le mouvement a pris une ampleur encore inconnue.

Les grandes Fédérations de métiers, la Confédération générale du Travail, sont des organisations dont il est difficile de trouver l'équivalent dans le passé (2).

Le développement brusque et prodigieux de l'*Associationisme*, la substitution de l'action collective à l'action individualiste semblent être devenus la caractéristique de notre époque.

(1) M. Waldeck-Rousseau disait : « Si l'on admettait que par là même que les négociants syndiqués sont lésés par les actes d'un concurrent l'Association a qualité pour agir, *ce n'est plus un syndicat que l'on aurait devant soi, ce serait une corporation* ». Pour lui, c'était une raison suffisante. — V. Recueil de Procédure Rousseau et Laisney, 1887, p. 49.

(2) Voyez cependant ; Charles Benoist, op. cit., p. 90.

« Grèves ou lock-out, Bourses de Travail et Confédération générale, cartells et trusts, se chargent de nous faire savoir chaque jour, presque chaque heure, bruyamment et quelquefois durement que le monde ouvrier et patronal vit d'une vie corporative, que le rôle de l'individu dans les relations de travail à capital s'est effacé devant la débordante action du groupe professionnel » (1).

Et le mouvement ne se cantonne pas là : sans parler du capital, qui a le premier conquis le droit à l'association, les sciences, les arts, les sports ont maintenant leurs académies, leurs instituts, leurs clubs (2).

Il n'est donc pas étonnant que l'on voit des manifestations juridiques de cette vie corporative. Sous le couvert de la personnalité morale, à l'aide de cette notion commode, on voit chaque jour s'élaborer un droit collectif, qui se dégage et se distingue, non sans peine, du vieux droit individuel, et qui est le prolongement nécessaire de l'existence de ces nouvelles unités sociales.

C'est un droit qui a été porté en justice avant d'être connu. Et quoiqu'on ne s'en fit pas une idée bien nette, ni bien exacte, il fut reconnu sous le nom d' « intérêt général, collectif » parce qu'on avait le sentiment de son existence, de sa réalité.

(1) Cité de M. Deslandres, *Compte-rendu de la Semaine Sociale de Bordeaux*, p. 238.

(2) Cf. Deslandres, *op. cit.*

Notre droit élaboré à une époque, qui volontairement ignorait ces éléments intermédiaires entre l'Etat et l'individu, se trouve débordé. La jurisprudence, à la recherche d'un critérium, s'égare et se contredit, parce qu'elle ne peut le trouver dans notre droit écrit.

Mais elle a élaboré une coutume interprétant la loi de 1884, d'une façon singulièrement extensive. Ce travail véritablement créateur a été postérieurement ratifié par le législateur, qui s'est décidé, à différentes reprises, à reconnaître expressément aux syndicats les droits de la partie civile. On peut même dire qu'il est allé dans cette voie plus loin que la jurisprudence; n'ayant pas les mêmes raisons de douter et d'hésiter, n'ayant pas à se préoccuper de rattacher ses décisions à des motifs juridiques, il s'inspira seulement de l'utilité publique. Et l'on peut ajouter que les dispositions qu'il inscrivit dans des lois très spéciales — nous voulons parler surtout de celles du 29 juin 1907 et du 5 août 1908 — n'ont eu d'autre but que de mettre fin aux incertitudes de la jurisprudence, de trancher le débat dans un sens favorable aux syndicats.

D'ailleurs, si le législateur de 1884 semble avoir donné libre essor aux syndicats, sans bien savoir comment ils profiteraient de cette liberté, ignorant de quel côté se développeraient leur vie et leur activité; s'il concevait primitivement d'une façon singulièrement restrictive leur droit d'ester en justice, — la pensée de M. Waldeck-Rousseau à ce sujet est tout à fait convaincante —, il eut du moins le mérite de laisser aux législateurs de l'avenir la possibilité d'*interpréter* cette

pensée, sans invraisemblance, dans un sens autrement large.

Et ce fut précisément une des premières manifestations de la vie syndicale que d'agir devant les tribunaux pour défendre l'intérêt professionnel lésé, soit par des délits (ce sont les cas qui nous intéressent), soit par l'inexécution de conventions.

Ce furent d'abord les pharmaciens qui défendirent leur monopole ou le bon renom de leur profession, puis les médecins, dans des cas analogues, après le vote de la loi de 1892. Presque en même temps on vit les syndicats agricoles, spécialement ceux de viticulteurs, agir contre les fraudeurs. Enfin, beaucoup plus tardivement, les syndicats ouvriers ont essayé, avec assez peu de succès, d'ailleurs, de se porter partie civile dans les poursuites pour inobservation des lois protectrices du travail.

On est allé plus loin; on a permis aux syndicats agricoles de subventionner des agents chargés de découvrir les fraudes; des circulaires ministérielles ont demandé la collaboration des organisations ouvrières à l'œuvre d'inspection du travail.

Tous ces faits n'indiquent-ils pas que la procédure pénale entre dans une phase nouvelle ?

N'est-ce qu'un retour vers la procédure accusatoire avec ses indiscutables dangers ?

Il nous semble difficile de faire une assimilation avec la règle romaine, qui donnait le droit d'accusation à tous les citoyens. Le groupe professionnel ne peut avoir les rancunes et les idées de vengeance mesquines de

l'individu. Au surplus, le ministère public demeure et doit demeurer comme gardien des droits de tous, prêt à soutenir de son autorité ceux qui seraient injustement molestés.

Il faut plutôt y voir la reconnaissance des droits de profession.

Historiquement, ce n'est que longtemps après la réparation privée que naquit l'idée d'une réparation sociale « l'idée de l'Etat, idée abstraite, dans laquelle se personnifie l'intérêt de tous, se dégage; et l'Etat comprend que le délit cause une lésion au peuple tout entier » (1).

N'arrivons-nous pas à une époque, où, après avoir dégagé l'idée abstraite de la profession, on comprend que certains délits causent une lésion à tous ceux qui exercent cette profession ?

N'est-ce pas pour cela que la Profession poursuit ces délits, comme l'Etat, et pour un motif analogue ?

Après avoir centralisé le droit de poursuite dans les mains du Ministère Public, en face de l'impuissance de celui-ci, dans certains cas, on tend à confier en partie cette tâche aux soins des collectivités intéressées.

Y a-t-il lieu de redouter les résultats d'une pareille évolution ?

Il nous semble, au contraire, qu'elle est de nature à modifier (2) très profondément, mais heureusement,

(1) Garraud, Précis de Droit criminel, 8^e édit., p. 19.

(2) V. Toubéau. L'Action en justice des Syndicats professionnels, publiée par « Les Lois Nouvelles », 1909.

les relations juridiques et sociales; par elle, des collectivités, que le sentiment de leur impuissance poussait aux agitations stériles, « se verront ouvrir l'accès d'un prétoire où elles pourront, tout en observant les convenances admises par l'usage, exposer leurs doléances librement et au grand jour de la publicité »; par elle, d'autre part, « l'individu sentira au-dessus de lui, prêts à lui demander compte de ses actes à la barre d'un tribunal, des puissances dûes à l'initiative privée, plus hardies peut-être, plus rigoureuses, que la force prudente et parfois moins inexorable de l'Etat.»

Enfin cela aura l'avantage de faire rentrer les groupements ouvriers dans les voies légales. S'ils peuvent compter sur la protection de la loi et la justice des tribunaux, ils feront valoir leurs droits pacifiquement : ils ne songeront pas aux agitations vaines et destructives.

CHAPITRE PREMIER

La loi du 21 mars 1884

La loi du 21 mars 1884 fut votée dans un but d'entente et d'apaisement. Après la loi de 1864 qui donnait aux ouvriers le droit de coalition, on sentait la nécessité de laisser se développer en liberté les organisations professionnelles. Il suffit de parcourir les débats parlementaires pour s'en rendre compte. On constatait que, partout où fonctionnaient côte à côte des syndicats de patrons et d'ouvriers, l'entente était plus facile et plus cordiale. L'auteur du projet déclare : « Les syndicats ouvriers s'occuperont de l'apprentissage et du chômage, placeront les ouvriers sans travail, créeront des sociétés de secours mutuel, des coopératives ; *ils s'interposeront utilement dans les contestations entre patrons et ouvriers* » (1).

(1) Journal Officiel, novembre 1880, p. 11.678, col. 3.

Cette dernière déclaration mérite d'être retenue, car elle montre que le législateur de 1884 semble bien avoir prévu, d'une certaine manière, le rôle que joueraient les syndicats devant la justice.

Nous voyons une préoccupation analogue dans le rapport de M. Allain-Targé. On envisageait les syndicats comme tendant « à organiser une force collective pour élever le niveau intellectuel et moral de leur profession, en même temps que pour améliorer leur position et pour arriver pacifiquement à l'indépendance et au bien-être » (1).

Pourtant, on ne peut pas dire que la loi de 1884 fut une loi d'organisation. Elle leva les barrières qui cédaient déjà de tous côtés sous la poussée de la vie, plus forte que les doctrines économiques ou philosophiques, plus fortes que la loi (2).

Elle abrogeait la loi Chapelier et l'article 416 du Code Pénal : elle déclarait que les syndicats « pourront se constituer librement » ; il est difficile de dire qu'elle a voulu en faire des organes pouvant représenter en justice la profession.

Seules les déclarations que nous avons citées peuvent nous guider sur ce point.

En effet, sur la question spéciale du droit des syn-

(1) Journal Officiel, 1881, Chambre. Documents parlementaires, p. 364, col. 2.

(2) M. ALLAIN-TARGÉ, rapporteur de la loi devant la Chambre des Députés, estimait à ce moment à 500 le nombre des Chambres syndicales ouvrières et à 60,000 environ, le nombre de leurs adhérents.

dicats d'ester en justice, les textes sont extrêmement brefs. L'article 6 énonce simplement : « Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice. »

Dans quelle mesure jouiront-ils de ce droit ? Quelles sont les conditions de recevabilité de leur action ? Pourront-ils agir seulement pour la conservation de leur patrimoine propre, ou bien pourront-ils aussi représenter et défendre devant les tribunaux les intérêts généraux de la profession ?

Telle est la question que nous étudions et dont nous cherchons la solution. Elle a été résolue de plusieurs façons assez différentes. Certains auteurs ne reconnaissent aux syndicats le droit d'ester en justice que pour la défense des droits qui « n'étant le patrimoine d'aucun des sociétaires, ne peuvent être exercés par aucun d'eux ».

Mais la jurisprudence s'est, en général, prononcée dans un sens beaucoup plus large, en rapprochant de l'article 6, l'article 3 de la même loi, qui déclare : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la *défense* des intérêts économiques industriels, commerciaux et agricoles ». Il était assez naturel et logique d'en conclure que cela comprenait la *défense en justice*, puisque c'est le mode normal de défense des intérêts.

Aujourd'hui, des textes précis, tels que ceux des lois du 30 novembre 1892, du 11 juillet 1906, du 29 juin 1907 et du 5 août 1892, semblent avoir tranché définitivement la question et ôté tout intérêt à la controverse. Pourtant le débat n'est pas clos.

De nombreuses décisions qui reconnaissent, en principe, le droit d'agir dans l'intérêt général, refusent d'admettre l'action du syndicat parce qu'elles ne voient toujours, dans le dommage invoqué, qu'un dommage individuel. Si bien qu'on se demande si cela ne revient pas au même que de refuser l'action dans l'intérêt général.

Ne peut-on admettre que ce qui donne au préjudice son caractère professionnel et général, c'est qu'il est subi par l'individu dans l'exercice de sa profession ?

Il est bien certain qu'à la base du préjudice professionnel, il y a toujours un préjudice de l'individu, de même que, s'il n'y avait pas de syndiqués, il n'y aurait pas de syndicats.

Mais le caractère du préjudice invoqué dans l'espèce, est précisément d'être double, de toucher simultanément l'individu et la collectivité.

Aussi peu importe le nombre des syndiqués, peu importe le nombre de ceux qui ont été lésés : le caractère collectif, semble-t-il, n'est pas le complément nécessaire du caractère professionnel.

Une partie de la jurisprudence est arrivée à adopter ces idées : mais elle demeure incertaine. Il est intéressant de l'étudier à la recherche d'un critérium de recevabilité.

Nous serons obligés de faire appel à quelques décisions rendues en matière civile, quasi-délictuelle. Mais il ne semble pas que les motifs de recevabilité diffèrent, si le dommage dont on demande réparation est le résultat d'un « fait quelconque », ou même de l'inexécu-

tion d'un contrat. Le problème qui se pose est toujours celui de savoir si le syndicat peut subir un dommage en dehors de sa personne et de ses biens, et dans quels cas il peut en subir un.

CHAPITRE II

Etude de la jurisprudence

Avant d'aborder l'étude de la jurisprudence il importe d'établir et de justifier le choix des cadres, dans lesquels nous la classerons. Mais il convient de dire tout de suite qu'ici toute classification scientifique semble impossible. On ne retrouve, en somme, aucune vue générale. Le juge s'est décidé selon ses tendances propres, et a justifié sa décision après coup. Et ce n'est peut-être pas un bien mauvais système que celui qui consiste à chercher d'abord la vérité et la justice et ensuite le droit. On peut le considérer comme dangereux. Mais outre qu'il peut fort bien s'allier avec le respect de la loi écrite, il est seul à pouvoir se plier aux exigences sociales nouvelles; seul il permet le progrès, et le cas que nous étudions est un cas de ceux où les tendances novatrices de la jurisprudence se sont le mieux et le plus heureusement montrées.

A vouloir faire l'exégèse des textes, et chercher ce

qu'on y pas mis, on risque de méconnaître ce qui existe, et la codification des lois serait extrêmement fâcheuse, si elle était, comme on l'a dit, une cristallisation du droit.

D'ailleurs, à la longue, une tendance se dégage et forme le droit nouveau. Nous verrons que la jurisprudence a ainsi établi le droit des syndicats, d'agir en justice dans l'intérêt général. Ce critérium, parce qu'il est très vague, est aussi très souple. Il ira sans doute en s'affirmant en se précisant, jusqu'au jour où une loi désirable d'ordre général le reconnaîtra.

Il y aurait un inconvénient à prendre la base d'une classification dans la nature des délits poursuivis; sans doute, le nombre de délits susceptibles de léser l'individu en tant qu'exerçant une profession, et, par conséquent de causer une lésion professionnelle, est assez assez restreint. Mais il est susceptible de s'accroître chaque jour, du fait de lois nouvelles, punissant l'inexécution de leurs dispositions.

Nous croyons préférable une distinction suivant la nature du syndicat qui agit, parce que les bases n'en reposent pas sur la solution, trop variable, donnée par le juge.

Nous aurons ainsi, d'un côté, les syndicats d'employeurs ou de personnes travaillant à leur propre compte, que nous appellerons les syndicats patronaux; de l'autre côté, les syndicats ouvriers. Entre les deux, se trouvent les syndicats agricoles, qui sont mixtes, et que des lois récentes ont particulièrement favorisés.

Si l'on examine les cas, dans lesquels ces divers

groupements ont agi devant les juridictions répressives, on voit que l'action des syndicats patronaux est « pour ainsi dire, extérieure à la profession; elle porte sur le milieu économique où vit celle-ci plutôt que sur sa vie intérieure; elle est plus commerciale qu'industrielle » (1).

Ils poursuivent toujours des faits de fraudes ou de falsification, des actes de concurrence déloyale; ils se préoccupent de la prospérité de la profession, et cherchent à lui créer un milieu économique favorable.

Les syndicats ouvriers ont, au contraire, une action intérieure à la profession. Ils n'ont pas « un intérêt immédiat et direct à défendre cette profession contre les professions concurrentes ou à obtenir pour elles des conditions économiques qui la favorisent sur le marché » (2). Ils se préoccupent davantage de l'hygiène et de la sécurité du travail. Et leur rôle devant la justice répressive consiste surtout dans la poursuite des infractions aux lois protectrices du travail.

Quant aux syndicats agricoles, leur nature même les rapproche des syndicats patronaux; ils ont une action extérieure à la profession; il leur est impossible d'en avoir une autre, puisqu'ils groupent employeurs et employés. Nous étudierons les décisions qui y ont trait, concurremment avec celles touchant les syndicats patronaux.

(1) V. Lorin. Collaboration des ouvriers organisés à l'œuvre de l'inspection du travail. Paris, Alcan, 1909, p. 29.

(2) V. Lorin, op. cit., p. 33.

SECTION I. — SYNDICATS DE PATRONS ET SYNDICATS
AGRICILES

Si l'on étudie la jurisprudence antérieure à la loi de 1884, on s'aperçoit qu'elle avait admis, à différentes reprises, le droit des corporations de se porter partie civile pour défendre les intérêts corporatifs.

Avant le décret du 22 juillet 1863 qui a édicté le principe de la liberté de l'industrie en matière de boulangerie, elle avait jugé que les boulangers d'une ville, ou *leurs syndics*, ont qualité pour intenter une action civile, à raison de la contravention à un arrêté préfectoral qui prohibe le cumul de la profession de boulanger et de celle de commerçant en grains (1). De même, un autre arrêt de Cassation décide que les syndics d'une corporation de mesureurs et peseurs jurés, formée régulièrement par arrêté du maire, approuvée du préfet, sont les représentants légaux de cette corporation et ont qualité pour défendre ses intérêts propres en justice (2). Il est à remarquer qu'il ne s'agit pas ici d'actions exercées conjointement par tous les membres de la profession, mais bien d'actions exercées par les syndics

(1) Cassation, 10 juillet 1852, S. 1852.1.683. Sur appel du Tribunal de police, les syndics avaient été déclarés non recevables dans leur action civile pour défaut d'intérêt. La Cour de cassation décida qu'il pouvait y avoir préjudice, et que, dès lors, en refusant tous dommages-intérêts, le jugement avait commis une violation de la loi.

(2) Cassation, 11 avril 1863, D. P. 1863.5.11.

au nom de la corporation. On n'est pas allé plus loin de nos jours.

Ces espèces sont intéressantes, parce qu'il s'agit de corporations qui avaient été maintenues ou ressuscitées après la loi Chapelier. Or, à cette époque, on ne faisait aucune difficulté pour reconnaître que, du moment qu'elles avaient une existence légale, elles pouvaient poursuivre en justice la réparation du dommage professionnel.

Dans les autres cas, on admettait l'action seulement si elle était exercée conjointement par les personnes de la même profession; on leur allouait alors une indemnité collective, ce qui était avantageux, lorsqu'il s'agissait d'un préjudice moral à évaluer, comme la déconsidération d'une profession. Tel est le sens d'un arrêt de cassation, au profit des médecins de Lyon, contre une demoiselle Bressac (1).

Ces décisions, quoique peu nombreuses, dénotent un état d'esprit qui est curieux à observer, un demi-siècle après l'abolition des corporations : de tous temps les actions qui ont été admises avec le plus de facilité par les tribunaux sont précisément celles qui avaient pour but la sauvegarde d'un privilège corporatif.

Nous allons voir, qu'après la loi de 1884, ce sont encore celles qui ont davantage ce caractère corporatif qui sont le mieux accueillies.

(1) Cassation crim., 31 mars 1859, D. P. 1859.1.191,

§ I. — *Professions réglementées*

Les premières qui furent portées en justice et reconnues sont celles des syndicats de pharmaciens.

Il s'agit d'une profession réglementée, qu'on ne peut exercer que si on est muni d'un certain diplôme, d'une profession qui est un monopole pour ceux qui ont le droit de s'y livrer.

La plupart des décisions ont trait à des atteintes à ce monopole, de la part de ceux qui, sans être pharmaciens vendent ou mettent en vente des produits pharmaceutiques.

Il y a donc deux sortes de lésions un peu différentes, quoique résultant l'une de l'autre : la première, qu'on peut appeler *atteinte au monopole*, la seconde *concurrency illégitime*. Les décisions invoquent tantôt l'une, tantôt l'autre, sans bien distinguer. Et c'est sans doute à cause de cette idée de monopole à préserver, idée essentiellement corporative, que la jurisprudence n'a jamais hésité à admettre l'intervention des syndicats de pharmaciens.

Ainsi un arrêt de la Cour de Paris du 20 janvier 1886 (1), reconnaît la validité de la poursuite. Il déclare « que la pensée de la loi a été de donner aux industriels et aux négociants exerçant la même profession quelle que soit d'ailleurs la nature de leur industrie ou de leur commerce, la faculté de se syndiquer pour la défense

(1) D. P. 1887.2.129.

de leurs *intérêts communs* ».... Que les lois sur la pharmacie n'ont pas été faites pour les pharmaciens, mais pour protéger le public... « Mais que cependant la conséquence de répression étant indirectement d'empêcher des tiers de faire une *concurrence illégitime* aux pharmaciens établis, ceux-ci se trouvent avoir un intérêt à la répression de ces faits ».

Dans le même sens d'interprétation large, et contre un tiers exerçant illégalement la profession, le tribunal de Saint-Etienne admet l'action d'un syndicat de pharmaciens « attendu que le syndicat constitué dans le but de défendre les intérêts professionnels a, aux termes de l'art. 6 de la loi du 21 mars 1884, le droit d'ester en justice, à la seule condition que le syndicat ait été constitué en vue de l'intérêt général de la profession, et que l'action exercée au nom du syndicat ait pour objet *un intérêt général et collectif* ». Un arrêt de la Cour de Lyon du 15 mars 1888 (1) reconnaissait qu'il y avait un préjudice résultant de la *violation et de l'usurpation d'un privilège*. De même un arrêt de la Cour de Paris, du 16 décembre 1891 (2) : « Attendu... que la défense régulière et méthodique de ses droits intéresse l'ensemble de la corporation, indépendamment des préjudices particuliers que pourraient éprouver certains de ses membres dans des circonstances déterminées ». Cet arrêt fait la distinction intéressante entre le dommage

(1) D. P. 1889.2.259.

(2) D. P. 1893.2.409.

collectif et le dommage individuel, lequel se trouve toujours, plus ou moins net, à la base du premier.

Enfin cet attendu du tribunal de Bayonne du 6 juillet 1899 (1) : « Attendu au point de vue de la recevabilité de l'action de la partie civile, qu'il est de législation (art. 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884), que ces pharmaciens font partie des professions qui peuvent se syndiquer, et dont les syndicats ont qualité pour poursuivre comme parties civiles, devant la juridiction répressive, la répression des infractions aux lois pénales sur l'exercice de la pharmacie, qui, au point de vue social portent préjudice à l'intérêt supérieur de la société et de la salubrité publique; qui, à leur point de vue professionnel, portent atteinte *au monopole* que ces lois confèrent dans cet intérêt social supérieur aux pharmaciens ».

Depuis, la jurisprudence a constamment reconnu le droit des syndicats de pharmaciens d'agir contre les tiers qui exercent illégalement.

Mais elle a reconnu aussi la validité de leur intervention dans les poursuites contre un pharmacien pour des faits de fraude et de falsification, elle a reconnu le préjudice moral qui résulte pour la profession de ce qu'un de ses membres est condamné, de la déconsidération et de la suspicion qui peut s'étendre à tous les confrères. Cela mérite d'autant mieux d'être remarqué,

(1) Voyez : Grenoble, 7 juillet 1892. D. P. 1892.2.582. — Tribunal correctionnel de la Seine, 22 novembre 1902. D. P. 1904.2.221. Pandectes françaises, 1905.1.283.

que pour les professions libres, nous le verrons, elle refuse d'accorder une indemnité et de reconnaître le préjudice, en pareil cas. Nous aurons à discuter cette distinction, qui paraît bien arbitraire. Mais il est possible, qu'en dehors de toute autre raison, cela vienne tout simplement de ce que l'on avait admis l'action des pharmaciens contre des tiers, pour atteinte à leur monopole, et que l'on avait l'habitude de leur donner gain de cause. On a étendu la solution favorable, sans bien se rendre compte de la différence des espèces.

Parmi les décisions faisant partie de cette seconde catégorie, il faut citer celle de la Cour de cassation du 5 janvier 1894 (1) : « Attendu que Brachat était poursuivi pour avoir mis en vente des substances médicalementeuses falsifiées, que Loisy, président du syndicat des pharmaciens de Bordeaux, est intervenu aux débats comme partie civile, en prétendant que les faits relevés à la charge de Brachat avaient causé un préjudice aux pharmaciens de ladite ville. Attendu qu'aux termes de l'art. 3 de la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels ont pour objet la défense des intérêts industriels ou commerciaux des membres faisant partie desdits syndicats; que l'art. 6 leur confère le droit d'ester en justice. Attendu que Brachat soutient vainement qu'exerçant lui-même la profession de pharmacien, le syndicat, dont Loisy est président, ne pouvait introduire contre lui aucune action en dommages-intérêts;

(1) D. P., 1898.2.129, en sous-note.

que la loi du 21 mars 1884 ne contient pas d'exception aux principes du droit commun qui régissent l'exercice de l'action civile, et que, dès que le syndicat des pharmaciens de Bordeaux alléguait que Brachat avait causé un dommage à ses confrères par les faits délictueux à raison desquels il était poursuivi, l'action civile formée par ce syndicat était recevable ».

Un jugement du tribunal de Troyes, du 31 janvier 1894 (1), est encore plus explicite : « Attendu... que le syndicat est chargé de protéger l'exercice légal de la pharmacie contre les empiètements, non seulement des professions étrangères, mais aussi de ses propres membres, qu'aux termes de l'art. 6 des statuts, le syndicat est à la fois le mandataire individuel et collectif des sociétaires; qu'il est donc bien fondé à intervenir dans l'instance, d'autant qu'on comprendrait difficilement qu'Abadie pût, dans sa qualité de sociétaire, puiser le droit de violer impunément les lois et règlements de sa profession, alors que, par le fait de son adhésion aux statuts sociaux, il a expressément chargé le syndicat de veiller à leur observation, ainsi qu'à la défense des intérêts professionnels communs ».

Aujourd'hui, en ce qui concerne les pharmaciens, la jurisprudence est absolument établie (2). On leur reconnaît le droit de défendre l'intérêt général de la profession contre l'exercice illégal et les frais de frau-

(1) Pandectes Françaises, 1894.2.214.

(2) Voyez cependant l'arrêt cité plus loin, dans la jurisprudence postérieure aux lois de 1907 et 1908.

de. Mais il semble bien que la jurisprudence tend à accorder, de plus en plus, de l'importance à la lésion commerciale, au dommage que les pharmaciens subissent dans leur intérêt du fait de la concurrence illégitime, et à laisser un peu plus dans l'ombre la question de monopole, qui est plutôt d'intérêt public que d'intérêt professionnel. Dans ce sens, un arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} mai 1903 (1), déclare : « Qu'en effet, à côté de son caractère technique, qui, dans l'intérêt de la société en a fait soumettre l'exercice à certaines conditions de capacité, la profession de pharmacien présente un caractère commercial, dont la jurisprudence tend à affirmer la prédominance sur le caractère scientifique ». En effet, là seulement on peut trouver la justification d'une action en dommages-intérêts comme l'action civile; l'atteinte au monopole, si elle n'avait pas fatalement pour conséquence une lésion, ne pourrait pas être considérée comme causant un dommage.

D'ailleurs les pharmaciens ont, en certains endroits, organisé de véritables services de recherches permettant au syndicat lorsqu'une infraction est découverte par ses agents, d'exercer l'action civile, précisément pour entraver la mise en mouvement de l'action publique. Ainsi la chambre syndicale des pharmaciens de la Seine a organisé dans le but « d'assurer le maintien des traditions d'honorabilité et de loyauté qui doivent res-

(1) Sirey, 1904.2.257. Voyez encore Cour de Paris, 1^{er} février 1908. Revue des Sociétés, 1909, p. 70.

ter inséparables de l'exercice de la profession », un comité disciplinaire, chargé de recevoir les plaintes, de faire opérer des prélèvements ou plutôt des achats chez le pharmacien dénoncé. S'il y a fraude, on achète le produit en présence d'un huissier et on transmet au parquet en se portant partie civile (1).

Il y a là un souci de maintenir l'intégrité morale de la profession qui ne saurait qu'être approuvé.

Il faut joindre aux pharmaciens, les médecins. Certains même ont soutenus, non sans raison, qu'il pouvait se former des associations mixtes de médecins et de pharmaciens, et que ces associations avaient la personnalité morale du syndicat, et le droit d'agir en justice, comme professions connexes (2).

Ils jouissent d'une situation privilégiée, à cause du monopole qu'ils possèdent. La loi du 30 novembre 1892, dans son article 13, déclare : « A partir de l'application de la présente loi, les médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes, jouiront du droit de se constituer en associations syndicales, dans les conditions de la loi du 21 mars 1884, pour la défense de leurs intérêts professionnels, à l'égard de toutes les personnes autres que l'Etat, les départements et les communes ».

Et après leur avoir donné le droit de se syndiquer, elle ajoutait dans son art. 17 :

(1) Ils n'en ont d'ailleurs pas abusé puisque, en cinq ans, sur 384 prélèvements, il n'y a eu que trois poursuites. V. Toubeau, *op. cit.*, p. 13.

(2) Voyez la note de M. Wahl au Sirey, 1901.2.209.

« En ce qui concerne spécialement l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire ou de la pratique des accouchements, les médecins-chirurgiens-dentistes, les sages-femmes, les associations de médecins régulièrement constituées, les syndicats visés dans l'art. 13, pourront en saisir les tribunaux par voie de citation directe, donnée dans le terme de l'art. 182 du Code d'instruction criminelle, sans préjudice de se porter, s'il y a lieu, partie civile dans toute poursuite de ces délits intentée par le ministère public. »

La jurisprudence ne devait donc avoir aucune hésitation à leur égard. Les recueils de jurisprudence ne mentionnent pas de décisions s'y rapportant, car on considère la question comme définitivement tranchée. Nous citerons un jugement du tribunal de Seine, du 25 mai 1895 (2) et un de Montbéliard, du 30 janvier 1896 (3).

§ II. — *Professions libres*

Mais si l'on aborde les décisions ayant trait aux professions libres, aux professions ne jouissant d'aucun privilège, aux professions vivant enfin sous le régime de liberté instauré par la Révolution, on trouve une jurisprudence beaucoup plus hésitante.

Avant la loi de 1884, elle leur refusait l'action. Elle

(1) SIREY, 1896.2.21.

(2) D. P. 1896.2.168 et 1907.1.368.

justifiait cela en disant que, pour ces professions, il n'y a plus d'honorabilité de corps à sauvegarder, d'honorabilité professionnelle, et qu'il n'y a pas de préjudice matériel, le nombre des concurrents étant illimité (1).

Aujourd'hui elle reconnaît le droit à l'action civile, même pour les professions libres. C'est d'ailleurs à juste titre, déclare M. Roux (2) : « Si le préjudice moral est, en effet, plus visible dans certaines professions que dans d'autres, parce qu'il y existe un esprit de corps, il peut se rencontrer dans toutes, et, en tout cas, le préjudice matériel qui suffit pour autoriser l'exercice de l'action civile, apparaît dans toutes; le nombre illimité des concurrents n'est une objection que pour les grandes villes. Ce n'en est pas un pour les villages, les petites villes ou même les villes de moyenne importance, où les représentants de chaque métier sont en nombre restreint. D'un autre côté, la cause du préjudice est la même, la concurrence déloyale ou illicite; et, si l'on estime que ce préjudice est suffisamment direct, pour autoriser dans certaines professions l'exercice de l'action civile, il doit être, à ce qu'il semble, apprécié de la même manière pour les autres ».

M. Roux fait pourtant la distinction entre les professions réglementées et celles qui ne le sont pas. Il observe que, parmi les conditions auxquelles est subordonné l'exercice de l'action civile, on exige « un

(1) SIREY, 1878.1.389.

(2) V. note sous Cassation, 27 juillet 1907. — SIREY, 1908.1.115.

droit né à l'observation de la loi qu'a enfreinte le délinquant ». Or, ce droit existe dans les uns et n'existe pas dans les autres. Dans les professions libres, on connaît les avantages et les inconvénients de cette liberté. Si, d'autre part, la loi prohibe certaines tromperies et fraudes c'est dans l'intérêt des consommateurs. « Il s'ensuit que le préjudice causé par la concurrence déloyale, bien que procédant dans tous les cas du même fait, n'autorise pas dans tous les cas l'exercice de l'action civile, mais seulement dans ceux, où le privilège a porté atteinte à un privilège des autres exploitants à un droit possédé par eux, à l'exercice loyal et régulier de la profession; car c'est cette atteinte qui rend immédiat et direct le préjudice de commerçants qui n'ont eu aucun rapport avec le délinquant et sont demeurés étrangers à ses agissements ».

Ceci mérite d'être discuté.

Comment peut-on soutenir que l'existence d'un diplôme pour l'exercice d'une profession, donne à cette profession une honorabilité de corps que les autres n'ont pas ? Le nombre des concurrents est tout aussi illimité. On a dans toutes les professions un droit à l'observation de la loi, puisque la loi est faite dans l'intérêt commun. Evidemment, dans les professions libres, il ne peut être question de violation de monopole puisqu'il n'y en a pas; mais il y a bien un droit à voir la profession exercée honnêtement, en dehors de toute manœuvre frauduleuse, qui jette la considération sur tous ceux qui s'y livrent. Et c'est une erreur de dire que les lois sur les fraudes sont fai-

tes dans l'intérêt des consommateurs. La loi du 29 juin 1907, sur le mouillage des vins, a été faite dans l'intérêt des viticulteurs. Historiquement, c'est indiscutable; elle est le résultat des manifestations qui avaient, à ce moment là, agité les populations méridionales. Il serait tout aussi exact de dire que la loi qui exige un diplôme pour l'exercice de la pharmacie, a été faite dans l'intérêt des consommateurs. Ce sont pourtant les pharmaciens qui s'en prévalent. En réalité le droit est le même des deux côtés.

Cela montre combien, malgré le passage des idées révolutionnaires, on reste attaché à l'idée de privilège.

Nous aurons besoin, pour mieux montrer la jurisprudence, telle qu'elle est, d'étudier des décisions qui n'ont pas été rendues en matière répressive. Il est nécessaire de les mentionner car elles complètent le tableau de l'évolution jurisprudentielle, l'idée que l'on se fait des droits et fonctions du syndicat.

Dans ce genre, il faut citer, d'une façon toute spéciale, parce qu'il est, à notre connaissance, unique en son sens, l'arrêt de la Cour d'Aix du 26 janvier 1887 (1).

Cet arrêt infirmait un jugement rendu par le tribunal de commerce de Nice, en 1886, et par lequel un syndicat de tissus, agissant en concurrence déloyale, s'était entendu déclarer recevable. Il s'appuie sur le texte même de l'article 6 de la loi de 1884, et ne reconnaît aux syndicats que le droit d'agir pour la défense des

(1) Pandectes, 1887.2.214,

attributs de leur personnalité juridique, c'est-à-dire leur état et leur patrimoine. Il ajoute que l'action n'est pas recevable « si, comme dans l'espèce, elle a pour objet les droits individuels de leurs adhérents : qu'il est de maxime en France que nul n'y plaide par procureur. »

On assimile le syndicat à une société commerciale, il ne peut défendre que son existence, sa personne et son patrimoine.

Dans l'espèce, il n'était pas possible d'estimer le préjudice causé à tel ou tel membre du syndicat pris individuellement, et pourtant la décision de la Cour d'Aix obligeait les syndiqués à intenter chacun une action individuelle. On opposait à l'action collective beaucoup plus simple la règle de procédure « nul ne plaide par procureur ».

Ce sont les idées exprimées par M. Waldeck-Rousseau qui avait été consulté. Nous en réservons la discussion.

Mais la jurisprudence ne persévéra pas dans cette voie. La plupart des décisions qui, dans la suite, refusent d'admettre le syndicat comme partie civile, reconnaissent, en principe, le droit des syndicats d'agir dans l'intérêt général. Seulement, elles se font de cet intérêt une idée si restrictive, qu'on se demande en quoi il peut bien consister.

Ainsi, un jugement du tribunal de paix de Nice du 19 mars 1887 (1) ne veut voir qu'un préjudice indivi-

(1) Revue des Sociétés, 1890, p. 39.

duel, là où, manifestement, il y a aussi un dommage pour la profession. Il décide que l'action n'est pas donnée pour « sauvegarder et défendre les intérêts privés de chacun des membres qui les composent (les syndicats), lesquels ont seuls qualité pour se plaindre d'un fait qui pourrait porter atteinte à leurs intérêts, demander réparation du dommage causé et dont eux seuls pourraient justifier », et que, d'un autre côté « le syndicat ne vendant pas, n'a pas de clientèle qui puisse être réduite, ni de profits qui puissent diminuer ».

Le juge indique par là, même qu'il aurait admis l'intervention syndicale dans deux cas :

1°. Si le syndicat qui, d'ailleurs, ne peut faire le commerce, avait souffert comme commerçant ;

2°. Si tous les membres avaient été lésés, auquel cas il y aurait eu intérêt collectif.

Nous croyons que cela n'est pas admissible : toutes les fois qu'un individu est lésé, dans l'exercice de sa profession, le syndicat a un intérêt général, ou mieux, un intérêt *professionnel*, à intervenir. Et, pour cela, il n'est pas besoin que tous ses membres, ni la majorité souffrent du préjudice. Le nombre n'augmente pas ni ne diminue le caractère *professionnel* de l'action. La jurisprudence est tombée dans l'erreur précisément parce qu'elle a cherché un intérêt *collectif, général*, et c'est pour cela qu'elle est arrivée à considérer l'intérêt du syndicat comme la somme de celui de ses membres.

Nous retrouvons la même conception dans un juge-

ment du tribunal d'Evreux du 21 octobre 1887 (1) : Les lapins de la forêt de Pacy ayant dévasté certaines propriétés voisines, les agriculteurs bordiers formèrent un syndicat pour appuyer en justice l'action des victimes du dommage. Le tribunal d'Evreux repoussa le syndicat parce qu'il avait été constitué pour la défense de quelques-uns de ses membres seulement...

Dans une affaire semblable, le tribunal d'Arras (2) décidait « ...que tout syndicat doit avoir pour objet la défense d'intérêts économiques généraux, communs à l'universalité des membres qui le composent ; qu'il forme une personne civile ayant ses droits et sa capacité essentiellement distincts de ceux appartenant à chacun de ses membres ; qu'il peut ester en justice par l'intermédiaire de son président, mais seulement pour la défense des intérêts communs ou collectifs en vue desquels il a été créé ; d'où il suit qu'il est recevable que dans les instances où le jugement à intervenir est de nature à intéresser l'association, sans pouvoir profiter ou préjudicier à l'un ou de plusieurs de ses membres, à l'exclusion des autres ».

Il faut encore citer l'affaire des poissonniers de la Somme : le syndicat se plaignait de l'empoisonnement de l'eau des étangs de ses membres par des raffineries de sucre. Il demandait des mesures de protection ; le tribunal de Péronne, assez justement d'ailleurs, et parce

(1) D. P. 1888.3.136.

(2) Tribunal civil d'Arras, 13 juin 1888 (D. P. 1890.3.55).

que l'action avait plutôt un caractère patrimonial, ne trouva pas ici « une centralisation d'efforts sous une seule et même inspiration, pour la protection et la défense d'intérêts professionnels communs, mais une série d'actions individuelles où les revendications particulières dominent les besoins de tous ».

Mais la Cour d'Amiens (1) réforma le jugement constatant que les intérêts de tous les membres étaient en cause « considérant qu'il est allégué que tous les étangs des syndiqués sont contaminés par des eaux usinières; considérant que ces étangs communiquent d'ailleurs entre eux, soit directement, soit indirectement, et que les germes morbides qui seraient apportés dans quelques-uns seulement se propageraient nécessairement dans tous les autres; considérant que, dans ces conditions, il est manifeste que les deux mesures sollicitées ont pour objet un intérêt commun et collectif, qu'elles n'ont d'autre but, en effet, que d'empêcher le dépeuplement des étangs, dont tous les syndiqués auraient également à souffrir ».

La Cour de Cassation, rejetant le pourvoi, contre cet arrêt, reconnaît qu'il y a bien un intérêt professionnel et général.

C'est donc toujours le droit de poursuivre un intérêt collectif, que l'on reconnaît. Et l'action n'est reconnue légitime que parce que tous les étangs communiquent entre eux. S'il y avait eu une vanne de séparation, le syndicat eût été débouté ! La conception de cet

(1) Cour d'Amiens, 13 mars 1895 (D. P. 1895.2.553).

arrêt n'est donc pas plus large que celle des décisions que nous avons citées et qui refusaient l'action. Il est même curieux de constater, que le jugement réformé du tribunal de Péronne, qui déboutait le syndicat, adopte une thèse notablement plus progressive, puisqu'il aurait admis la demande s'il avait trouvé « une centralisation d'efforts sous une seule et même inspiration pour la protection et la défense d'intérêts professionnels communs ».

Il faut enfin mentionner le jugement du tribunal correctionnel de la Seine, du 16 avril 1906 (1) qui nous intéresse davantage, parce qu'il est rendu en matière répressive, et qu'il est beaucoup plus récent. Il avait à statuer sur l'intervention du Syndicat national de défense de la viticulture française dans une affaire de fraude sur les vins, antérieurement à la loi de 1907. Ce jugement condamnait le fraudeur et ordonnait au syndicat de dresser et produire l'état de préjudice causé à la collectivité de ses membres — attendu... « qu'on ne saurait prétendre que les syndicats, personnes morales, puissent avoir d'autres et plus amples droits d'action que toutes autres personnes morales ou naturelles; qu'il résulte de ce principe que tout syndicat peut introduire une action en justice lorsque la demande intéresse la généralité ou la collectivité des membres qui constituent ce syndicat ».

Ce jugement ne voit donc dans l'action syndicale

(1) Pandectes, 1906.1.228, et la note de M. Chesney,

qu'une action proprement collective; il n'admet l'intervention du syndicat des viticulteurs de France qu'en tant que le syndicat demande exclusivement la réparation du préjudice causé à ses membres, et, selon l'heureuse expression de M. Chesney : il dit au syndicat : « Nous n'avons pas des éléments d'appréciation suffisants, pour fixer le montant du préjudice » ce qui signifie, si nous interprétons bien le jugement : « que chacun des syndiqués nous indique avec précision le préjudice matériel qu'il a subi, par suite de la falsification du vin, ou de la vente de vin falsifié, reprochée aux inculpés; que le syndicat fasse le total des sommes ainsi dûes à chacun des syndiqués et c'est ce total que nous lui accorderons, sans nous préoccuper en aucune façon des intérêts de la profession auxquels la fraude porte atteinte ».

Et M. Chesney ajoute, avec raison (1) : « Or, si tel est le sens du jugement, c'est précisément ce que n'admettent ni la loi, ni la jurisprudence. Car, si les syndicats peuvent soutenir les droits de la collectivité de leurs membres, ce n'est qu'accessoirement, et lorsqu'en même temps et principalement, leur action a pour objet la défense des intérêts généraux de la profession qu'ils représentent. »

Nous croyons, en effet, que le but du Syndicat était plus élevé, qu'il ne réclamaient pas simplement la réparation du préjudice matériel subi par ses adhérents.

(1) V. Jugement cité. Pandectes 1906.1.228,

Les faits de fraude éloignaient l'acheteur en discréditant les vins de France. Ils compromettaient le bon renom de la viticulture française. Enfin, les vins fabriqués faisaient sur les marchés une concurrence déloyale et illégitime aux vins naturels. C'est pour la répression de ces faits, pour les empêcher de se reproduire, que le syndicat agissait, et c'est bien en se plaçant sur ce terrain qu'il devait pouvoir faire admettre son action.

L'arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1907 (1), statuant sur la même affaire, adoptait la même conception : « Considérant que le syndicat national de défense de la viticulture française ne réunit pas l'ensemble ou la plus grande partie des viticulteurs d'une région déterminée ».

Enfin, plusieurs arrêts très récents de la Cour de cassation ne veulent voir, de même, que des intérêts individuels. Ils reconnaissent le droit d'agir dans l'intérêt général, mais, en fait, ils ne trouvent jamais au préjudice un caractère général et professionnel.

Il y a plusieurs espèces statuant sur des cas à peu près semblables : des syndicats poursuivant des faits de fraude et de falsification et basant leur demande 1° sur le préjudice matériel qu'éprouvent les concurrents honnêtes, ne pouvant offrir leur marchandise à un aussi vil prix que le fraudeur, et, par suite, perdant leur

(1) *Gazette du Palais*, 1907.1.106. Nous aurons à revenir sur cet arrêt très important au point de vue doctrinal et au point de vue historique,

clientèle; 2° sur le préjudice moral que causent à l'honneur professionnel ces faits délictueux.

La Cour de cassation n'admet pas l'intervention du syndicat. Elle déclare ainsi, dans un arrêt du 13 février 1909 (1), au sujet du préjudice résultant de la concurrence illicite que, « à supposer qu'il ait trait limitativement aux concurrents de Lévy faisant partie du Syndicat de l'épicerie du Havre, il ne s'appliquerait qu'aux intérêts forcément distincts de ceux collectifs de la profession qui sont représentés par le syndicat ».

Nous retrouvons, mot pour mot, les mêmes termes dans un autre arrêt du 5 novembre 1909 (2). On comprend quel est le raisonnement de la Cour suprême. si on considère un des attendus des arrêts cités, conçus de part et d'autre dans les mêmes termes : « Attendu qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une action civile devant la juridiction répressive; que, si un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit d'agir comme partie civile dans une poursuite motivée par les faits délictueux préjudiciables aux intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi. » La Cour dit, en quelque sorte : « Seul un

(1) V. *Bulletin de l'Office du Travail*, 1909, p. 533.

(2) V. *Bulletin de l'Office du Travail*, 1909, p. 1319.

préjudice direct motive l'intervention comme partie civile; or, ici, ce sont les individus syndiqués, ce sont leurs intérêts qui sont lésés directement; le syndicat ne souffre que par contre-coup : il n'éprouve pas de préjudice direct ».

A cela, nous répondons, tout de suite, avec la Cour de Poitiers (1), « que la corporation ne se conçoit pas comme une pure abstraction et qu'il est, au contraire, inévitable que le préjudice causé à la corporation ait une répercussion sur les membres qui la composent. » Nous irons même plus loin, en disant qu'il n'y a pas, à proprement parler, répercussion; que la profession et l'individu souffrent, du même fait, de lésions parallèles (2).

Les mêmes arrêts refusent d'admettre le préjudice moral « résultant notamment de la déconsidération dont a à souffrir l'ensemble de la profession, à la suite des faits incriminés », et cela, parce que ce motif, « d'une portée trop vague et trop générale, ne précise pas le préjudice qui aurait été causé directement aux intérêts collectifs représentés par le syndicat, partie civile. »

Nous retrouvons la même idée dans un arrêt de cassation un peu antérieur : « Attendu qu'il est constaté dans l'arrêt (objet du pourvoi) que la fraude, à bon droit reprochée aux prévenus, a porté une grave

(1) Poitiers, 2 juin 1902. Pandectes, 1906.2.353.

(2) Nous discuterons ceci plus amplement.

atteinte aux intérêts communs et généraux de la profession ; que leurs agissements ont déprécié le commerce général des graisses alimentaires, en inspirant cette idée inexacte que tous les produits de fabrication française étaient falsifiés ; Attendu que ce premier motif, d'une portée trop générale, ne précise pas le préjudice qui aurait été causé au syndicat partie civile » (1).

Quelle est la valeur juridique de cette argumentation ? Est-ce parce que le préjudice éprouvé est vague et général qu'il ne doit pas être réparé ? Ce n'est pas en lui donnant un caractère aussi imprécis que l'on peut, juridiquement, déclarer irrecevable une action syndicale. Il est admis, depuis fort longtemps, que la difficulté qu'il peut y avoir à fixer le dommage, ne doit pas être une raison pour en refuser la réparation.

D'ailleurs, la jurisprudence s'est, dans la plupart des cas, affirmée dans le sens du droit des syndicats d'obtenir la réparation du préjudice moral résultant de l'atteinte à l'honneur professionnel.

Outre les nombreuses décisions ayant trait aux syndicats de pharmaciens et que nous avons déjà citées, nous pouvons en énumérer quelques-unes se rapportant à des professions libres.

Ainsi un arrêt de la Cour de Bourges du 1^{er} août 1894 (2) rendu dans une affaire ou des propriétaires et

(1) Cassation, 6 août 1908. Sirey, 1909.1.223. Voir encore Cassation, 2 mai 1908. Sirey, 1909.1.477.

(2) D. P. 1898.2.129, en sous-note.

des concessionnaires d'eaux minérales s'étaient portés partie civile dans une affaire de fraude, déclare « que toute tromperie sur la nature de la chose vendue, toutes fraudes, tout acte illicite modifiant les conditions normales de la concurrence dans l'industrie des eaux minérales cause un double préjudice aux autres exploitants, préjudice moral provenant de la déconsidération que de semblables pratiques jettent sur l'industrie, préjudice matériel résultant de l'infériorité dans laquelle se trouvent les autres concurrents, vis-à-vis de celui qui use pour s'emparer de la clientèle ou la conserver de moyens illicites..., etc. »

De même, la Cour de Nancy (1) admettait l'action d'un syndicat poursuivant un marchand de vins usant de procédés de réclame blâmables et illicites, compromettant le bon renom de la profession.

Tel est encore le critérium de la Cour de Bordeaux (2) dans l'affaire suivante : Un marchand de vins de Narbonne avait loué, à Saint-Laurent-du-Médoc, une échoppe avec un jardin contenant douze pieds de vigne, et l'avait baptisé Château de Montbarn, en prenant lui-même le faux nom de Grapin de Saint-Germain. Les vins étaient expédiés de Narbonne à Bordeaux, et, de là, aux acheteurs, comme vins de Médoc, crû du château de Montbarn.

Le tribunal correctionnel de Lesparre condamna

(1) Cour de Nancy, 19 avril 1902. D. P., 1903.2.29.

(2) *Annuaire des Syndicats professionnels*, 1908-1909, p. 842.

le prévenu pour escroquerie. Sur appel, la Cour de Bordeaux reconnaissait que ses manœuvres frauduleuses portaient « aux intérêts du syndicat un préjudice certain qui justifiait son intervention ». L'affaire alla en cassation sur ce motif que le délit d'escroquerie n'était pas établi puisqu'on n'établissait pas la liste des personnes lésées; la Cour de cassation (1) rejeta le pourvoi, disant qu'il n'était pas nécessaire de déterminer le nom des personnes lésées.

Au surplus, puisque l'intervention du syndicat était admise, il nous semble qu'une partie, au moins, des personnes était bien déterminée.

Un autre arrêt de la Cour de Bordeaux (2) reconnaît qu'un syndicat de commerçants en vins a qualité pour demander la réparation du préjudice causé par une attaque diffamatoire contre le commerce des vins en général, dont il a le souci de conserver la réputation et la loyauté.

Nous avons vu que certains arrêts refusaient de reconnaître le préjudice collectif et professionnel qui résulte de l'inégalité où se trouvent les concurrents honnêtes, vis-à-vis de leurs concurrents déshonnêtes, quand il s'agissait de professions non-réglémentées.

Il y a pourtant des décisions qui reconnaissent l'existence de ce préjudice.

(1) Cassation, 2 août 1907. Revue des Sociétés, 1908, p. 171.

(2) Cour de Bordeaux, 27 mai 1907. Revue des Sociétés, 1908, p. 197.

Aussi, l'arrêt de la Cour de Nancy, du 19 avril 1902 (1), déclare : « ...que ces intérêts (collectifs) sont évidemment en cause, lorsqu'il s'agit, pour ledit syndicat, de poursuivre la réparation du préjudice causé à la collectivité des négociants syndiqués, par des actes de concurrence déloyale ; qu'en supposant, en effet, ces actes prouvés, ils seraient de nature à établir une inégalité illicite. »

Tel est aussi le sens de l'arrêt déjà cité de la Cour de Bourges, qui parle du « préjudice matériel résultant de l'état d'infériorité dans lequel se trouvent les autres concurrents », les concurrents honnêtes.

Nous citerons encore et tout spécialement, parce qu'il est presque unique en son genre, le jugement du tribunal de simple police de Nancy, du 15 décembre 1906 (2), statuant sur l'intervention du syndicat du commerce d'épicerie en détail. Ce syndicat venait comme partie civile dans des poursuites contre une Société d'alimentation, pour inobservation de la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire. Ce jugement déclare qu'en ouvrant le dimanche « alors que les magasins de vente de marchandises similaires étaient fermés pour se conformer aux prescriptions de la loi, la Société a fait à ces derniers une concurrence illicite » et que cela « a légitimé l'intervention du syndicat du commerce d'épicerie en détail, chargé de protéger les intérêts de ses adhérents ».

(1) D. P. 1903.2.29.

(2) *Bulletin de l'Office du Travail*, 1907, p. 39.

Ces considérations méritent d'être retenues, car, nous verrons que les tribunaux n'ont guère de tendances à admettre l'intervention des syndicats ouvriers dans les poursuites pour inobservation des lois protectrices du travail.

Mais il est un autre cas, tout aussi intéressant : celui d'un syndicat ouvrier exploitant un salon de coiffure et poursuivi pour infraction à l'article 9 de la loi du 21 mars 1884 ; le syndicat patronal se porta partie civile et obtint des dommages-intérêts en réparation du préjudice causé par la concurrence illicite (1).

Un préjudice du même genre est sanctionné par un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 30 juillet 1901 (2), qui reçoit l'intervention du syndicat de la mercerie dans des poursuites pour vente publique de marchandises neuves.

Il y a encore atteinte à l'intérêt général et professionnel, quand une compagnie de chemins de fer fait une concurrence déloyale aux marchands de vin en vendant le vin, au détail, à l'intérieur des gares. C'est ce que décide un arrêt de la Cour de Poitiers du 2 juin 1902 (3) ; il convient d'en citer quelques attendus, car ils représentent l'opinion la plus extensive qui ait été émise en jurisprudence : « Attendu que, si, aux termes de l'art. 6 de la loi du 21 mars 1884, les

(1) Cour de Nîmes, 1^{er} juillet 1909. *Bulletin de l'Office du Travail*, 1909, p. 997.

(2) *Pandectes*, 1902.2.255.

(3) *Pandectes*, 1904.2.353.

syndicats professionnels ont le droit d'ester en justice, leur action ne se trouve pas strictement limitée à leur intérêt en tant que personne morale habile à acquérir et à posséder; que l'art. 3 de la même loi porte qu'ils auront pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles; que, à moins de réduire la défense à des discussions théoriques, ou à des interventions officieuses, on doit en conclure qu'elle doit s'exercer par les voies judiciaires, suivant les pouvoirs qui lui sont expressément conférés; — Attendu que, de ce que les intérêts particuliers de l'ensemble des membres de la corporation seraient conformes à ceux de la corporation elle-même, il ne doit pas s'ensuivre que la compétence de la Chambre syndicale cessera; que la corporation ne se conçoit pas comme une pure abstraction et qu'il est, au contraire, inévitable que ce préjudice causé à la corporation ait une répercussion sur les membres qui la composent; que l'action de la Chambre syndicale ne pourra certainement être repoussée lorsque l'atteinte prétendue serait portée aux conditions mêmes dans lesquelles se traitent les affaires de la corporation, de telle sorte que, en supposant que le préjudice pour l'ensemble fût certain, il serait, au contraire, difficile à déterminer dans quelle mesure chacun des membres a pu en souffrir. — Attendu que le fait imputé à l'administration des chemins de fer de l'Etat rentrerait dans cette catégorie; qu'il toucherait à la généralité, sinon à l'universalité des commerçants en spiritueux de la région, dans des conditions qu'il serait impossible d'ar-

bitrer, que c'est certainement en prévision de cas semblables que la Chambre syndicale est pourvu du droit d'ester en justice ».

Un arrêt de la Cour de cassation du 18 janvier 1905 (1) décide aussi que l'intervention d'un syndicat de marchands de vins, dans le cas de vente de vins dans une gare, a pour but l'intérêt général et non l'intérêt individuel de ses membres.

Cela prouve que certains juges voient (à juste titre, selon nous) un intérêt général, là où d'autres juges ne voient que des intérêts individuels. Cela vient de ce que les premiers reconnaissent au syndicat le droit d'intervenir dans l'intérêt professionnel, tandis que les autres ne connaissent que l'intérêt collectif.

Or, si l'on admet l'action syndicale que suivant le caractère plus ou moins collectif de la lésion subie, on est amené à exiger que l'universalité, ou tout au moins la grande majorité des gens qui exercent la profession, soient lésés, et fassent partie du syndicat. Et nous avons vu que telle est, en somme, l'idée qui se dégage de certains arrêts.

Si, au contraire, on prend pour critérium le caractère plus ou moins professionnel de la lésion, on arrive à considérer que la profession tout entière, représentée par le syndicat, est lésée du moment que même un seul des individus qui la composent, subit un dommage dans l'exercice de cette profession.

(1) *Revue des Sociétés*, 1905, p. 252.

En d'autres termes, le même fait cause à la fois un dommage à l'individu et à la profession et la vieille distinction entre l'intérêt individuel et l'intérêt général n'a plus sa raison d'être.

Telle est, croyons-nous, la conception qui se dégage des espèces que nous venons de citer. Elle se trouve d'ailleurs formulée dans un arrêt de la Cour d'Angers, du 26 décembre 1906 (1).

Le syndicat de l'Ameublement de la ville du Mans prétendait que les commissaires priseurs faisaient, sous le couvert de leurs fonctions officielles, une concurrence occulte et répréhensible aux fabricants et marchands de meubles de la ville, en vendant au public des meubles et objets mobiliers neufs à l'amiable et à prix débattus. La Cour admit sa demande en dommages-intérêts, en se basant sur les motifs suivants : « Attendu que si les actions, qui sont justifiées par un intérêt collectif, ou qui tendent à faire respecter les intérêts généraux du commerce ou de l'industrie des personnes syndiquées, sont essentiellement des actions syndicales, l'on ne saurait toutefois, sans restreindre arbitrairement le sens et la portée véritable de la loi, refuser de reconnaître ce caractère aux actions en justice qui, bien évidemment individuelles, en tant qu'elles figurent dans les patrimoines particuliers des membres du syndicat, présentent, en même temps, pour la collectivité tout entière elle-même, un tel intérêt et une telle utilité que

(1) *Revue des Sociétés*, 1907, p. 262. — Voyez aussi, pour la même affaire, le jugement du tribunal du Mans, *ibid.*, p. 25.

leur exercice rentre bien, par là, dans la mission de défendre les intérêts généraux de la profession, qui appartient et incombe au syndicat ; qu'alors, d'ailleurs, qu'à raison du même fait dommageable, la défense des intérêts généraux de la profession et celle des intérêts individuels des membres du syndicat, où de certains d'entre eux se trouvent ainsi étroitement liées, rien ne s'oppose, en réalité, à ce que les deux actions soient exercées simultanément par le syndicat, et que, pour qu'elles soient efficaces, il y a, au contraire, tout au moins dans la plupart de ces cas, une incontestable utilité à ce qu'elles soient soutenues en même temps par lui ;

« Attendu que tel est précisément le cas, dans l'espèce ; que les premiers faits sur lesquels se fonde la demande, et que les premiers juges ont, avec raison, déclarés pertinents et concluants et admis en preuve, ne sont pas seulement de nature à préjudicier aux intérêts particuliers de chacun des marchands de meubles, membres du syndicat de l'ameublement du Mans, mais encore et incontestablement, à porter atteinte aux intérêts communs et généraux de la profession ; qu'en même temps, en effet, que chacun des membres du syndicat est en droit de se considérer comme en ayant été personnellement victime, puisque les agissements imputés aux commissaires-priseurs auraient eu pour but et pour résultat d'empêcher les acheteurs circonvenus par eux de s'adresser à aucun des négociants, cette concurrence illicite et déloyale aurait, par cela même, et manifestement, préjudicié à ce commerce

tout entier; que, d'ailleurs, et à raison même des conditions dans lesquelles elles aurait été pratiquée, elle rendrait toute action individuelle impossible aux membres du syndicat, dont la défense, étroitement liée, ainsi qu'il vient d'être dit, à celle des intérêts communs de la profession tout entière, rentrait, dès lors, dans la mission et dans les attributions du syndicat, en même temps qu'elle ne pouvait être prise, d'une manière efficace pour la collectivité, que par lui seul ». Cet arrêt a été confirmé par la Cour de cassation (1) qui reconnaît que le syndicat poursuivait bien un intérêt professionnel commun.

Mais les décisions qui représentent, d'une façon aussi explicite, la même thèse extensive du droit des syndicats, sont assez peu nombreuses.

La plupart admettent l'action syndicale, parce qu'elle est intentée dans l'intérêt général, sans plus d'explication. Tel est le cas de la jurisprudence, en matière de fraude sur les vins, jurisprudence très développée grâce à l'activité déployée par les syndicats agricoles (2).

Il est même à remarquer, qu'en cette matière, la jurisprudence a reconnu, d'une façon constante, le droit des syndicats d'agir en justice.

(1) Cassation, 25 janvier 1910. *Bulletin de l'Office du Travail*, 1910, p. 281.

(2) Voyez, à ce sujet, la thèse de M. Bouschet de Bernard : *Les Syndicats viticoles dans leur lutte contre la fraude*. Paris 1907.

En sens contraire, on cite l'arrêt de la Cour de Nancy du 4 janvier 1896 (1); mais c'est à tort, car il déclare l'intervention irrecevable, parce que, d'après ses statuts, le syndicat n'avait pas pour mission d'agir en justice.

De même l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 4 juin 1897 (2) refusa d'admettre l'action civile, parce que les vins mouillés étaient présentés comme de destination inconnue. Si les vins mouillés eussent été de Bordeaux, elle eût été admise.

Seul, l'arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1907 est véritablement défavorable. Nous aurons à en parler plus longuement.

Mais la plupart des tribunaux se sont prononcés pour l'admission de l'action et s'ils n'ont pas toujours défini le critérium de recevabilité auquel ils se référeraient, on peut néanmoins le dégager de certaines circonstances de fait.

Ainsi pour les cas de fraude par les acquits fictifs; certains marchands de vins en gros, cherchant à couvrir leur excédent de vin fabriqué, prenaient au vignoble des acquits fictifs, pour des transports et des enlèvements fictifs.

Si un marchand avait par exemple 100 hectolitres de vin fabriqué dans ses caves, il faisait faire dans la recette ruraliste d'une localité quelconque où l'on cul-

(1) SIREY, 1896.2.244.

(2) D. P. 1898.2.129.

tive la vigne, une fausse déclaration d'enlèvement de vin chez un récoltant de cette localité, souvent à l'insu de ce producteur, parfois avec sa complicité.

Il présentait ensuite cet acquit à la régie et cela justifiait la présence dans ses caves de l'excédent qu'il avait créé par sa fabrication. Ce fait était puni de pénalités sévères par une loi du 6 avril 1897.

Il y eut à ce sujet des procès retentissants devant le tribunal de Villefranche-sur-Saône, la Cour de Lyon et la Cour de cassation.

Le tribunal de Villefranche (1) avait admis l'intervention du syndicat, déclarant l'action recevable toutes les fois qu'elle est justifiée par un intérêt collectif évident et qu'elle a pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques. Il reconnaissait, d'autre part, le préjudice causé à la collectivité par ces agissements.

Le jugement fut réformé par la Cour de Lyon, mais non sur le fond. La Cour de Lyon, ainsi qu'ensuite la Cour de cassation, admit la prescription opposée par les fraudeurs, prescription spéciale de quatre mois, créée par une ordonnance du 11 juin 1816 (2).

Ces arrêts n'étaient donc pas défavorables, en principe, à l'intervention des syndicats. Il semble même que l'idée de l'intérêt général, telle que l'admit le jugement du tribunal de Villefranche, est très extensive.

Dans une affaire semblable, un jugement du tribunal

(1) Tribunal de Villefranche-sur-Saône, 26 janvier 1905.
D. P. 1905.5.34.

(2) V. *Moniteur Judiciaire de Lyon* du 1^{er} décembre 1906,

de Narbonne (1) dit « que la fraude constatée par la régie a causé à la viticulture en général, et, par suite aux syndicats agricoles demandeurs en intervention, un grave préjudice ».

Du même tribunal, dans un jugement du 19 mai 1905 (2) : « Attendu que l'intérêt collectif des membres du syndicat est évident, puisqu'ils sont composés de viticulteurs et qu'ils ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques de régions viticoles; que ces intérêts économiques sont certainement lésés toutes les fois qu'un acte de concurrence déloyale vient causer un préjudice à la viticulture en général.

« Attendu dès lors que les syndicats qui agissent au nom de cet intérêt collectif ont le droit de chercher à mettre obstacle à des actes non seulement répréhensibles, mais préjudiciables auxdits syndicats; que, par voie de conséquence, ces associations professionnelles ont qualité pour demander la réparation du préjudice qui est causé à l'ensemble de leurs membres adhérents ».

Nous citerons encore, dans le sens de la recevabilité, un jugement du tribunal de Nîmes du 14 janvier 1907 (3); un arrêt de la Cour de Nîmes du 18 janvier 1907 (4); un jugement du tribunal de Montpellier du

(1) *V. Moniteur Judiciaire de Lyon* du 16 décembre 1905.

(2) *Revue des Sociétés*, 1906, p. 123.

(3) *Revue des Sociétés*, 1908, p. 204.

(4) *Revue des Sociétés*, 1907, p. 264.

14 février 1907 (1); un jugement du tribunal de Marseille du 25 février 1907 (2).

Enfin, il faut rapporter une série (3) de trois décisions par laquelle une même affaire est successivement venue, devant le tribunal correctionnel de la Seine, la Cour de Paris et la Cour de cassation.

Le jugement (4) avait déclaré recevable le syndicat national de défense de la viticulture, dans les poursuites intentées contre un certain nombre de fraudeurs qu'il avait condamnés à des peines variant entre 25 et 100 francs d'amende. Sur la question spéciale des dommages et intérêts, il avait décidé, par un jugement d'avant dire droit, que le syndicat dresserait et produirait l'état du préjudice qu'il prétendait avoir été causé à ses membres par les fraudeurs.

La Cour d'appel de Paris (5) a infirmé partielle-

(1) *Moniteur Judiciaire du Midi* du 21 juillet 1907.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 21 juin 1907.

(3) Nous avons déjà eu l'occasion de critiquer certaines dispositions de ces décisions. Nous croyons nécessaire de les étudier ici de façon plus approfondie, car leur importance historique est considérable. C'est en suite de l'émotion causée par l'arrêt de la Cour de Paris que l'art. 9 fut adjoint à la loi du 29 juin 1907.

(4) *Pandectes*, 1906.1.228.

(5) Voici les principales dispositions de l'arrêt :

« Considérant qu'aucune exception n'a été apportée en faveur des syndicats aux règles qui restreignent l'exercice de l'action publique et de l'action civile;

« Considérant, dès lors, que de même qu'un préjudice personnellement souffert est nécessaire pour permettre à un particulier de se constituer partie civile, ce droit n'ap-

ment le jugement du tribunal de la Seine, et déclaré, de façon fort nette, le syndicat national irrecevable

partient à un syndicat que dans les poursuites relatives aux infractions pénales qui, au moment où elles se commettaient, ont causé directement une lésion aux intérêts collectifs qu'il représente ;

« Considérant, d'autre part, qu'il résulte de l'art. 6 de la loi du 21 mars 1884 que les unions de syndicats ne possèdent pas la personnalité civile et qu'elles ne sont pas admises à ester en justice ;

« Considérant qu'à plus forte raison un syndicat ne peut pas agir devant les tribunaux comme représentant des intérêts individuels ou collectifs, qui, bien qu'identiques aux siens ne sont pas compris dans cette association ;

« Considérant qu'un syndicat ou une association quelconque ne saurait, en se donnant pour but la répression d'une certaine catégorie de délits, s'attribuer le droit de poursuivre les auteurs de ces infractions ; que, si l'on admettait pareille faculté, il serait facile de dépasser les limites dans lesquelles le Code d'Instruction Criminelle a enfermé l'exercice de l'action publique et de l'action civile, pour éviter aux citoyens le danger de poursuites vexatoires ; que le but d'une association définit son champ d'activité, mais ne lui confère pas des droits ne résultant pas des intérêts mêmes dont la réunion constitue ce groupement ;

« Considérant qu'un syndicat de viticulteurs spécialement créé pour la recherche et la répression des fraudes commises dans le commerce des vins n'a donc pas, par le seul fait de son titre, le droit d'intervenir dans toutes les poursuites relatives à la mise en vente de vin falsifié, pas plus qu'une société fondée pour la répression du braconnage dans tous les procès pour délits de chasse, ou une association instituée pour la protection de la moralité publique dans les affaires de colportages d'écrits ou d'images obscènes ;

« Considérant qu'un semblable droit ne saurait être accordé à ces associations que par une loi qui devrait

agir. Mais, en somme, l'idée qui inspire les deux décisions est sensiblement la même.

prendre en même temps les mesures nécessaires pour en régler l'usage et en empêcher l'abus ;

« Considérant que le Syndicat national de défense de la viticulture française ne réunit pas l'ensemble de la plus grande partie des viticulteurs d'une région déterminée, et qu'il ne se plaint pas d'une dépréciation causée par une fausse indication de provenance ou par une autre fraude aux produits de cette région ;

« Considérant que le délit reproché au prévenu consiste dans la mise en vente à Paris de quelques litres de vin dont la provenance n'est pas indiquée, et qui était falsifié par l'addition d'une certaine quantité d'eau ;

« Considérant que, sans doute, l'opération du mouillage des vins est contraire aux intérêts généraux de la viticulture française ;

« Mais, considérant que, malgré son titre, le Syndicat, qui se présente dans la cause comme partie civile, ne compte pas parmi ses membres tous les viticulteurs français, et qu'il n'en comprend qu'un nombre relativement restreint ;

« Considérant que, dans ces conditions, il n'est nullement démontré que l'infraction dont il s'agit ait causé, soit en amenant une baisse sur le prix de vente des vins, soit en détournant les consommateurs de ce produit, soit pour tout autre motif, un préjudice quelconque aux intérêts représentés par ce syndicat :

« Considérant que si l'on accueillait son intervention comme partie civile, il n'existerait aucun raison de refuser, dans l'affaire actuelle, le même droit aux nombreux syndicats de viticulteurs répartis sur l'ensemble du territoire français et que ce droit devrait être aussi reconnu aux syndicats de marchands de vins, dans toutes les poursuites relatives aux fraudes commises par les viticulteurs ; que l'on arriverait ainsi à infliger à un prévenu pour un seul délit, sous la forme de dommages-intérêts, des peines multiples, arbitraires et qui seraient hors de proportion avec la gravité de la faute commise. »

Dans le jugement, il y a une incertitude : le juge ne sait sur quelle base accorder des dommages-intérêts; il demande un état.

La Cour précise la difficulté : l'indemnité est demandée par un syndicat de nature spéciale, un syndicat national. Ce syndicat ne comprend qu'un nombre relativement restreint de viticulteurs. Quel est donc le préjudice souffert par ceux-ci ?

La Cour décide qu'il n'est pas démontré « que l'infraction dont il s'agit ait causé un préjudice quelconque aux intérêts représentés par le syndicat ».

C'est d'autant plus curieux qu'un peu plus haut elle reconnaît « que, sans doute, l'opération du mouillage des vins est contraire aux intérêts généraux de la viticulture française ».

Il semble donc qu'il y a contradiction dans les motifs : puisque le syndicat représente forcément au moins une partie de ces intérêts généraux.

Et nous savons que la difficulté d'apprécier le préjudice ne doit pas être une raison pour en refuser la réparation. Seulement, la Cour ne considère le syndicat que comme une collectivité, un ensemble qui ne représente la profession qu'autant qu'elle en comprend tous les membres.

Nous avons déjà touché cette question et critiqué ce point de vue.

D'autre part, et ici l'objection est sérieuse, le syndicat national a évidemment un caractère anormal. Il se superpose aux autres, aux syndicats régionaux, sans être une confédération. Rien n'empêcherait d'autres

viticulteurs de former un syndicat qu'ils intitueraient aussi national, et qui réclamerait réparation du préjudice. Le même fait donnerait alors lieu à des peines multiples et arbitraires. Et il nous semble bien évident que la Cour pouvait fixer à un chiffre minime les dommages-intérêts, à cause du caractère insuffisamment représentatif du syndicat national. Mais il n'y avait pas de raison, à notre avis, de les refuser complètement.

On doit en conclure que ce qui a limité ici l'action syndicale, c'est la règle que les Unions de syndicat ne peuvent ester en justice.

Pour tourner la règle, on a fondé un syndicat national. Mais celui-ci ne peut pas grouper autant de membres et surtout avoir le même caractère représentatif qu'une Confédération des viticulteurs.

Il est vraisemblable, que si une telle Confédération avait pu ester en justice, la Cour de Paris eût admis la demande.

Mais une autre règle : celle qui lie le droit à la répression au droit à l'indemnité, a gêné le juge, ici comme dans beaucoup d'autres cas. Nous aurons à revenir sur cette question.

La Cour de cassation considéra, en sens contraire, « que pour former une collectivité d'intérêts vinicoles, au sens de la loi du 21 mars 1884, il n'est pas nécessaire d'obtenir l'adhésion de l'ensemble ou de la plus grande partie des viticulteurs. » Elle tranchait ainsi le débat dans un sens favorable à l'action syndicale (1).

(1) Voici la partie principale du texte de cet arrêt :
« Attendu qu'il résulte de la combinaison des art. 3 et

D'ailleurs lorsqu'elle rendit son arrêt, le 27 juillet 1907, une nouvelle loi, celle du 29 juin 1907, était déjà venue interpréter la loi de 1884 dans un sens très extensif.

Nous aurons à étudier cette loi, à voir quelle est sa portée, et à chercher quels changements elle a pu apporter dans la jurisprudence. Mais auparavant, il nous reste à voir les décisions statuant sur l'admission de l'action civile intentée par des syndicats ouvriers.

SECTION II. — SYNDICATS OUVRIERS

Nous avons déjà indiqué que l'action des syndicats

6 de la loi du 21 mars 1884 et des art. 1 et 2 du Code d'Instruction Criminelle, qu'un syndicat professionnel régulièrement constitué en vertu de la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts viticoles a le droit de se porter partie civile dans les poursuites du ministère public contre les délits de falsification et de mouillage des vins, préjudiciables aux intérêts collectifs du syndicat et d'exercer l'action syndicale en réparation du dommage éprouvé par la collectivité qu'il représente ; que pour former une collectivité d'intérêts viticoles, au sens de la loi du 21 mars 1884, il n'est pas nécessaire d'obtenir l'adhésion de l'ensemble ou de la plus grande partie des viticulteurs ; qu'il suit de là que l'arrêt attaqué a violé les textes de loi visés au moyen ;

« Attendu d'autre part, qu'après avoir constaté que l'infraction commise par Tribourdeau était contraire aux intérêts généraux de la viticulture, l'arrêt attaqué s'est mis en contradiction avec lui-même, en déclarant qu'il n'était nullement démontré que l'infraction de Tribourdeau eût causé un préjudice quelconque aux intérêts représentés par le syndicat demandeur ; d'où il suit que l'arrêt a violé l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810..., etc. »

ouvriers, est intérieure à la profession, et que c'est là son caractère distinctif.

En effet, on les a vus poursuivre en justice la réparation du dommage causé soit par l'inexécution d'un contrat collectif, soit par l'inobservation de lois sociales.

Sur les décisions ayant trait à la première catégorie d'actions, nous ne dirons qu'un mot, car elles ne rentrent pas dans le cadre de notre étude.

La jurisprudence tend à admettre assez facilement la réparation du préjudice moral que l'inexécution de la convention cause au syndicat, au contraire, en ce qui concerne le préjudice matériel elle semble ne vouloir accorder d'indemnité que s'il est prouvé que tous les membres du syndicat sont également intéressés (1).

En dehors de tout contrat collectif, nous voyons par contre, le juge admettre l'action d'un syndicat contre un patron qui a refusé d'embaucher un ouvrier parce qu'il est syndiqué. Ainsi le tribunal de Bordeaux (2) reconnaissait l'intérêt du syndicat à intervenir : « Attendu qu'aux termes de la loi du 21 mars 1884 les syndicats professionnels peuvent ester en justice pour protéger les intérêts des syndicats et des syndiqués ;

(1) Voyez Cassation, 1^{er} février 1893, Dalloz, 1893.1.242. — Tribunal de commerce de la Seine, 4 février 1892, Dalloz, 1903.2.35, en note. — Tribunal de paix d'Aubigny-sur-Nerc, 20 janvier 1906, Dalloz, 1906.5.39. — Tribunal de Cholet, 12 février 1907, Dalloz, 1908.2.27.

(2) Tribunal de Bordeaux, 14 décembre 1903, Sirey, 1905.2.17. — Cassation 13 mars 1905, Dalloz, 1906.1.113.

que cette disposition doit s'entendre en ce sens que, si un tort est porté déjà à plusieurs des membres du syndicat, par une mesure d'ordre général, qui est de nature à atteindre dans l'avenir la totalité ou la plupart de ses membres, le syndicat a qualité pour qu'on ne saurait lui reprocher de n'avoir pas attendu que chacun des syndiqués ait souffert un préjudice; qu'il est du devoir d'un administrateur diligent d'empêcher le mal de s'aggraver, un conflit déjà né de prendre un caractère plus sérieux et d'entraîner avec lui des conséquences économiques et sociales parfois irréparables ».

Les termes de ce jugement sont à retenir car il indique très nettement la mission des syndicats et la nature du préjudice dont ils souffrent.

Il assigne très justement pour but à leur action, d'empêcher le fait poursuivi de se reproduire, car sa répétition constitue un danger professionnel.

En vertu de ce principe, il faudrait admettre que le syndicat est lésé par l'inobservation des lois protectrices du travail. Il a intérêt à ce qu'elles ne tombent pas en désuétude.

Mais, ici encore, la jurisprudence hésite; elle se décide, tantôt dans un sens, tantôt dans un autre. Elle reconnaît bien toujours que le syndicat peut se porter partie civile, si le délit soumis au tribunal atteint réellement les intérêts communs et généraux de la corporation, mais elle déclare, souvent, qu'en fait le syndicat n'a pas subi de préjudice.

Ainsi, un jugement du tribunal de simple police de

Paris (1), du 23 mars 1907, considère qu'un syndicat professionnel auquel ont adhéré les employés d'un patron, n'est pas recevable à se porter partie civile dans le procès intenté par le ministère public à ce patron, pour infraction à la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.

Et cela pour deux motifs : d'abord parce qu'il n'est pas démontré que l'inobservation de cette loi, par le patron, ait causé un préjudice appréciable, matériel ou moral, au syndicat.

Ensuite parce que le syndicat ne comprenant qu'un nombre relativement restreint d'employés de la région, n'est pas suffisamment qualifié pour défendre les intérêts généraux de la corporation.

Nous avons déjà eu l'occasion de critiquer ce second argument : pour nous, il importe peu que le syndicat groupe plus ou moins d'ouvriers du métier.

Quant au premier, nous répondrons par l'argumentation du tribunal de Bordeaux que nous avons cité plus haut. Il y a intérêt considérable à poursuivre ces faits pour les empêcher de se reproduire. « Il est du devoir d'administrateurs diligents d'empêcher le mal de s'aggraver ». La préoccupation principale du syndicat ouvrier doit être d'améliorer la situation professionnelle, de déterminer les conditions d'hygiène et de sécurité du travail. Et si des lois sont faites dans un but protecteur, le syndicat n'est-il pas le gardien tout désigné de leur application ?

(1) Dalloz, 1907.5.32.

Le tribunal de la Seine, par un jugement du 12 novembre 1907 (1), consacrait cette confection, en recevant l'intervention comme partie civile du syndicat des ouvriers du Métropolitain, dans une poursuite correctionnelle pour infraction à la loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Comme plusieurs procès-verbaux constataient que les monte-charges de plusieurs puits n'étaient pas munis d'un dispositif de fermeture automatique prescrit par l'art. 11 du décret du 29 novembre 1904, un accident en étant résulté, le tribunal condamna les entrepreneurs à 1 franc de dommages-intérêts envers le syndicat.

Dans une affaire semblable, à la suite d'accidents survenus à des ouvriers dans un chantier du Métropolitain (un ouvrier tué et deux grièvement blessés), l'entrepreneur concessionnaire était traduit en correctionnelle, sous la prévention d'homicide par imprudence et de contravention à la loi de 1898 sur les accidents du travail et au décret de 1904 qui la complète.

Les ouvriers blessés et la famille de l'ouvrier tué s'étaient portés parties civiles, le syndicat des terrassiers également.

Le tribunal de la Seine, par un jugement du 22 janvier 1910 (2), n'admet pas cette intervention, arguant de la loi de 1898, qui accorde bien une action aux ouvriers victimes, mais ne parle pas du syndicat.

(1) Annuaire des Syndicats professionnels, 1908-1909, p. 839.

(2) Rapporté dans le journal le « Social » du 30 janvier 1919,

Mais aussi le dommage subi par le syndicat n'est pas le même que celui subi par l'ouvrier. C'est un dommage moral, qui résulte du danger professionnel de certaines pratiques.

Le rôle du syndicat a été assez bien compris et défini par la Cour de Bordeaux (1) qui admettait l'action syndicale pour tenue illicite d'un bureau de placement. Voici la partie de l'arrêt qui nous intéresse :

« Sur la recevabilité de l'action du syndicat. — Attendu qu'en instituant les syndicats professionnels, le législateur a eu surtout en vue de permettre aux ouvriers de grouper leurs intelligences et leurs efforts, afin de pouvoir mieux exercer les revendications qu'ils croient être de nature à améliorer leur sort.

« Attendu que la création d'un bureau de placement par un cafetier ou un restaurateur, peut dans une certaine mesure, être préjudiciable aux intérêts de la classe ouvrière, puisque les conditions de travail et de salaire organisées par le syndicat, ne sont point imposées à ceux qui ont recours à ce bureau de placement, et qu'à ce titre il n'est pas douteux qu'on lui en peut faire grief.

« Attendu que, si par une fausse interprétation de leur rôle ou de leur mission, les syndicats ont trop souvent commis des abus, on ne saurait néanmoins leur refuser un droit qui découle de l'esprit même de la loi ;

(1) Cour de Bordeaux, 21 mars 1906. *Revue pratique de droit industriel*, 1906, p. 275.

qu'il y a donc lieu d'accueillir la demande du syndicat et de réformer le jugement sur ce point. »

Il est à remarquer que dans les décisions qui admettent l'action des syndicats ouvriers, le juge fait ressortir d'avantage le rôle de réglementation et d'organisation du syndicat. Il voit en lui quelque chose de distinct de ses membres, quelque chose comme l'organe de la profession. Cela vient peut-être de ce qu'il a été obligé pour justifier ses tendances progressives, de creuser, d'analyser plus profondément la nature de cet être juridique (1).

Mais en somme il faut encore remarquer ici l'absence de critérium. Le juge admet ou refuse l'action du syndicat, suivant la conception plus ou moins sociale qu'il se fait des collectivités ouvrières.

Pourtant, plus encore que les syndicats de patrons ou d'exploitants autonomes, les syndicats ouvriers ont une action purement professionnelle. Le juge doit être moins gêné, parce qu'ici la collectivité affecte moins la forme d'une addition d'individus réclamant en masse la réparation de préjudices individuels. Ici l'action syndicale est plus dégagée de tout caractère patrimonial.

(1) Il faut signaler encore un jugement du tribunal de simple police de Roubaix, en date du 17 décembre 1907, reconnaissant au syndicat le droit de « se porter partie civile dans les poursuites intentées par le ministère public contre des contraventions préjudiciables aux intérêts collectifs du syndicat et d'exercer l'action syndicale en réparation du dommage éprouvé par la collectivité qu'il représente ». Cité par Lohin, *op. cit.*, p. 61.

Ce qu'invoquent les syndicats ouvriers ou patronaux, ce ne sont pas des pertes subies par les patrimoines de leurs adhérents, ce sont des dommages d'ordre plus général, des dommages qui correspondent au péril de la profession, à la difficulté de l'exercer honnêtement, dans de saines conditions, physiques ou morales. Ces dommages peuvent résulter quelquefois de lésions patrimoniales qui, elles, dépendent du droit individuel, mais il ne faut pas confondre la cause et l'effet (1).

En ce qui concerne spécialement l'action des syndicats ouvriers, il est rare que le dommage syndical ait pour base des dommages individuels; c'est pourquoi, en cette matière, les hésitations de la jurisprudence nous semblent moins explicables.

(1) C'est du moins ce que nous développerons plus loin.

CHAPITRE III

Législation postérieure à la Loi de 1884

A diverses reprises, depuis la loi de 1884, le législateur a eu l'occasion de s'occuper du droit d'intervention des syndicats, en matière répressive.

Chaque fois, d'ailleurs, ce fut pour affirmer plus nettement ce droit, et le mettre au-dessus de toute discussion.

Mais chaque fois aussi, ce fut à l'occasion du vote de lois très spéciales, ayant trait à une catégorie déterminée de syndicats.

Une étude de ces lois s'impose donc pour savoir quelle en est la portée, pour rechercher si elles ne sont que l'interprétation du texte un peu obscur de 1884, ou bien si elles créent un régime de faveur pour certains syndicats.

SECTION A. — LOI DU 30 NOVEMBRE 1892.

SUR L'EXERCICE DE LA MÉDECINE

Avant même qu'il existât, légalement, des syndicats professionnels, sous le régime de la loi de ventôse an XI, la jurisprudence admettait que les médecins eussent le droit de poursuivre l'exercice illégal de la médecine et de demander des dommages-intérêts, soit en agissant individuellement, soit en se groupant; mais en ce dernier cas chacun d'eux devait figurer en nom dans la procédure (1).

Lors de la discussion de la loi, M. Loubet, alors président du conseil, déclarait à la tribune du Sénat, qu'une des fonctions de ces syndicats « était d'exercer un action efficace à l'égard de ceux qui pratiquent illégalement la médecine ».

Malgré une opposition assez vive, et le tableau que l'on se plaisait à faire de « la puissance, la délation, la colère de tout un syndicat, c'est-à-dire de toute une fourmilière de médecins (2) » et de l'écrasement de l'individu par le groupe; malgré les objections de M. Toulain, qui trouvait « inutile » le mot « syndicat », dans

(1) Voyez à ce sujet : Aix, 13 mars 1861. Sirey, 1861.2. 346. — Amiens, 16 janvier 1863. Sirey, 1863.2.115.

(2) Journal Officiel, 1892. Sénat, débats parlementaires, p. 375.

le projet soumis au Parlement, le texte suivant fut adopté et forma l'art. 17 de la loi du 30 novembre 1892.

« En ce qui concerne spécialement l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire, ou de la pratique des accouchements, les médecins, les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes, les associations de médecins régulièrement constituées, les syndicats visés dans l'art. 13, pourront en saisir les tribunaux par voie de citation directe donnée dans les termes de l'art. 182 du Code d'instruction criminelle, sans préjudice de la faculté de se porter, s'il y a lieu, partie civile dans toute poursuite de ces délits intentée par le ministère public. »

On doit considérer cet article, comme une confirmation de la jurisprudence antérieure qui admettait les syndicats comme partie civile.

Il a un caractère purement explicatif, interprétatif. Cela ressort, de toute évidence, de sa rédaction même. En effet, il ne crée pas un droit nouveau, en donnant aux médecins, chirurgiens-dentistes, etc., le droit de se porter partie civile individuellement. Ils pouvaient le faire selon le droit commun. De même pour les syndicats. Cette nouvelle catégorie reconnue par la loi jouira des droits qui résultent pour elle de son existence. C'est le sens qu'il faut attacher à cette disposition. On ne peut dissocier deux parties d'un même article et admettre que l'une est purement explicative, tandis que l'autre créerait un droit nouveau.

Pour le législateur de 1892, le syndicat a le droit de se porter partie civile pour défendre les intérêts généraux de la profession. C'est d'ailleurs l'avis de la

plupart des auteurs. M. Planiol y voit la consécration de la jurisprudence antérieure qu'il considère comme mauvaise.

SECTION B. — LOI DU 11 JUILLET 1906, RELATIVE A LA
PROTECTION DE CERTAINS PRODUITS CONTRE LA CON-
CURRENCE DÉLOYALE VENANT DE L'ÉTRANGER.

Cette loi avait pour objet la protection de certains produits mis en conserve, tels que les sardines, les légumes, les pruneaux, contre la concurrence frauduleuse des conserves d'origine étrangère.

Elle avait été provoquée par une crise de l'industrie sardinière, et l'on voulait protéger les produits de notre industrie nationale, particulièrement appréciés sur le marché, contre la fraude des concurrents étrangers qui s'efforçaient de donner à leurs produits l'apparence des produits français.

Pour arriver à ce résultat, la loi ordonna l'indication apparente du pays d'origine sur les boîtes de conserves, et elle punit d'amendes élevées toutes les manœuvres ayant pour but de faire passer les produits étrangers pour des produits français.

Elle ajouta, dans son article 6 : « Les actions résultant de la présente loi peuvent être exercées par :

« 1° Le ministère public, soit sur plainte, soit d'office;

« 2° L'ayant droit à un nom de pays, de région ou de localité;

« 3° *Les syndicats professionnels régulièrement*

constitués représentant une industrie intéressée à la répression de la fraude;

« 4° L'acheteur et le consommateur lésé par le délit prévu au paragraphe 4 de l'article 3 et, en général, tous ceux qui peuvent justifier d'un intérêt né et actuel ».

La question du droit d'intervention des syndicats ne fut pas discutée sérieusement.

À la Chambre des députés, M. Julien Goujon intervint pour déclarer cet article inutile. Effectivement, il ne crée pas un droit nouveau. Mais nous voulons voir ici encore, dans la façon dont le législateur place les syndicats à côté du ministère public, une preuve qu'il ne veut qu'expliquer le droit préexistant. Il faut conclure, de la rédaction de cet article, que le droit des syndicats n'était pas plus une innovation que celui du ministère public.

Le rapporteur de la loi, M. Roch, répondit à M. Goujon qu'on voulait « en outre, donner mission aux syndicats professionnels d'exercer des poursuites ».

Nous avouons ne pas saisir la portée de cette réponse qui semble distinguer le droit de citation directe du droit d'intervention, alors que tous deux appartiennent à la partie civile, du moins en matière correctionnelle (1).

(1) Voici la partie des débats qui nous intéresse :

M. J. Goujon : « Cet article est inutile. Ce n'est que la reproduction de l'art. 3 du Code d'instruction criminelle.

M. le rapporteur : « Pas tout à fait...

Sans doute, le législateur a senti le rôle important que pourraient jouer les syndicats dans ce cas particulier; il n'a fait que consacrer une coutume déjà solidement établie.

SECTION C. — LOI DU 29 JUIN 1907 SUR LE MOUILLAGE
ET LE SUCRAGE DES VINS

Si l'on recherche les causes qui ont déterminé le vote de cette loi, on en trouve deux : l'une est d'ordre plus général, d'ordre économique : la crise viticole —; l'autre est une cause d'ordre juridique, en quelque sorte, c'est la volonté de réagir contre la tendance jurisprudentielle manifestée dans l'arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1907.

La mévente des vins et la misère qui en était résultée dans les régions où l'on cultive exclusivement la vigne, avaient surexcité les populations du Midi. Des foules énormes se transportaient dans les grandes villes : Béziers, Narbonne, Montpellier, et s'y livraient à des manifestations, qui, pour être calmes n'en étaient pas moins redoutables. On réclamait des mesures énergi-

M. J. Auffray : « Quod abundat non vitiat.

M. le rapporteur : « Nous proposons, en outre, de donner mission aux syndicats professionnels d'exercer des poursuites. Cette mission rentre évidemment dans leurs attributions, telles que les a déterminées la loi de 1884 ».

M. J. Goujon : « D'ailleurs, je n'insiste pas. »

V. Journal Officiel, 1906. Déb. parl. Chambre, p 1698.

ques contre la fraude, sous menace de refuser l'impôt, de boycotter les administrations, etc.

Le gouvernement, pour donner satisfaction à ces populations soulevées, déposa un projet de loi « tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage ».

M. Caillaux, ministre des finances, en exposant ces motifs déclarait : « L'intensité toujours croissante de la crise viticole et les événements dont le Midi est aujourd'hui le théâtre imposent au Gouvernement des mesures énergiques pour assurer aux récoltants et à leurs associations les moyens de s'organiser en vue de l'écoulement raisonné de leurs produits et pour les mettre à l'abri de la concurrence déloyale de la fraude » (1).

La même idée est exprimée par M. Cazeneuve dans son rapport au nom de la commission des boissons : « La crise douloureuse que traverse la viticulture de notre pays, depuis quelques années, avec une exacerbation actuelle toute particulière, préoccupe à juste titre le Gouvernement et le Parlement. »

Et, M. Savary, rapporteur au Sénat, disait : « Ce qui n'est pas douteux, ce qu'ont reconnu le Gouvernement et la Chambre des députés, c'est que la fraude est un facteur considérable de la crise. De cette conviction commune est sorti le projet de loi transmis au Sénat ».

Mais on pensa, avec raison, qu'il ne suffisait pas

(1) Journal Officiel. Chambre des députés. Doc. Parl. Annexe n° 966, année 1907.

d'édicter des peines contre les fraudeurs. Il fallait encore que les faits de fraude fussent découverts et poursuivis. Les meilleurs auxiliaires de la justice devaient être les intéressés eux-mêmes représentés par les syndicats. Ceux-ci, à vrai dire, avaient bien déjà le droit qu'on inscrirait dans la loi. Mais c'était discuté; un arrêt de la Cour de Paris, venait de le leur refuser. Il était utile, presque urgent de réagir contre cette tendance. Tel fut en second lieu le but poursuivi par l'art. 9 de la loi. On peut en voir la preuve dans la déclaration de M. Jean Dupuy, président de la commission, au Sénat. Il disait à M. Gourju qui trouvait l'article 9 inutile : « Il n'est pas inutile, car la jurisprudence est tout à fait incertaine. Il y a eu, il y a quelques jours, un arrêt de la Cour de Paris, dans une affaire à laquelle j'étais partie et qui contredit un arrêt de la Cour de cassation » (1).

On l'a d'ailleurs reproché au législateur. M. Touron, à la tribune du Sénat, lors de la discussion de la loi du 5 août 1908, disait : « Je dois tout d'abord adresser, en passant, à cette rédaction, un premier reproche : celui d'avoir été inspiré à ses auteurs par *le désir d'opposer à un arrêt de justice un texte de loi*. Ah ! messieurs, c'est là encore une tendance législative contre laquelle nous ne saurions trop protester.

« J'estime, pour ma part, qu'opposer constamment un projet ou une proposition de loi à une décision de

(1) Journal Officiel du 29 juin 1907. Sénat. Débats parlementaires, p. 820.

justice qui paraît gênante, c'est peut-être faire bon marché du principe de la séparation des pouvoirs » (1).

Nous ne croyons pas que le procédé soit aussi critiquable.

Le législateur peut bien, quand il voit que sa pensée est mal interprétée, en donner lui-même une définition plus claire.

Mais cela ne suffit pas à en définir la portée.

Il est utile de suivre l'élaboration du projet pour mieux le comprendre.

Or on constate, que dans le projet de loi primitif, il n'est pas question de l'intervention des syndicats.

Ce n'est que dans une nouvelle rédaction de la commission, du 7 juin 1907 (2), que nous voyons un art. 14 déclarer : « Tous syndicats *ou unions de syndicats* formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des vins pourront exercer, sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraude et falsifications de tous genres, prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 1^{er} août 1905, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent,

(1) Annales du Sénat. Séance du 9 juillet 1908, p. 1128.

(2) Journal Officiel 1907. Chambre. Documents parlementaires, n° 1021 (Annexe).

à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. »

M. de Castelnau et quelques-uns de ses collègues proposaient en outre d'ajouter après les mots : « trafic des vins » les mots suivants : « toutes autres associations ou unions d'associations à existence légale formées pour la sauvegarde et la défense des intérêts de la consommation et de l'hygiène, et généralement toute personne, acheteur, consommateur ou producteur, justifiant d'un intérêt né ou actuel »... (le reste comme au texte nouveau de la commission). »

L'amendement fut retiré pour que la loi pût être votée plus rapidement. On retira également du texte le mot « unions de syndicats » parce que cela avait donné lieu à des discussions assez vives.

On objectait que la loi de 1884 ayant refusé aux unions de syndicats le droit d'ester en justice, on ne pouvait introduire une pareille réforme dans une loi « spéciale et partielle ».

M. de Castelnau constatait que la commission avait fait un pas en arrière, dans sa rédaction du 14 juin 1907, et il ajoutait : « Elle a été retenue paraît-il par un scrupule; elle s'est rappelée que la loi de 1884 reconnaissait aux unions de syndicats l'existence légale ne leur donnait pas cependant le droit d'ester en justice, et elle a estimé qu'elle ne pouvait pas faire brèche à la loi de 1884. Je lui ferai remarquer que depuis la loi de 1884 qui date de plus de vingt ans déjà, est intervenue la loi de 1901 qui a donné, elle, aux unions d'associations quelconques le droit général d'ester en justice.

« Il est étonnant, en présence des circonstances critiques actuelles, qu'en regard du principe proclamé par la loi de 1901, qui est le statut organique des collectivités légales, nous refusions aux unions et aux fédérations de syndicats qui sont les premières formes d'association appelées à la liberté, le droit d'ester en justice, alors que la loi donne ce droit aux unions et fédérations de sociétés quelconques.

« Je demande donc à la commission d'accepter, en regard des dispositions nouvelles de la loi de 1901, l'addition, après « syndicats du commerce ou de la viticulture » des mots « ou unions syndicales ayant une existence légale ».

On lui répondit qu'on ne pouvait modifier la loi de 1884, en ce moment:

Cette réponse a du moins l'avantage de montrer que le législateur *interprétait* seulement la loi de 1884 pour ce qui concerne les syndicats, que ceux-ci avaient certainement déjà le droit que leur reconnaissait l'article précité et qu'on n'entendait pas faire une réforme. En ce qui concerne les unions de syndicats qui n'ont pas le droit d'ester en justice, on ne voulait pas innover.

D'ailleurs, on s'accordait pour reconnaître que la disposition concernant le syndicat ne devait pas être contestée ni soulever de discussion (1).

On vota le texte suivant, qui est devenu l'art. 9 de

(1) Voyez la discussion à ce sujet. Journal Officiel du 23 juin 1907, Chambre, Débats parlementaires p. 1504 et les interruptions de MM. Emile Cère, Lasies, Réveillaud, Aldy.

la loi du 29 juin 1907 : « Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des vins, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications des vins, prévus par les lois de 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1^{er} août 1905, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du code civil ».

Au Sénat, l'art. 9 ne fut pas contesté. M. Boudenoot engageait ses collègues à le voter. Il le considérait comme une des meilleures dispositions de la loi : « Il fait ainsi appel non à l'Etat mais aux citoyens eux-mêmes, à l'énergie individuelle et à l'initiative des collectivités privées et des associations libres. C'est là une idée excellente et des plus heureuses... » (1).

Mais il semble considérer que cet article *confère* aux syndicats agricoles et viticoles les droits de la partie civile, alors qu'il ne faisait que *confirmer*.

M. Gourju intervint d'une façon beaucoup plus précise.

Il déclarait d'abord « que tous les simples particuliers ont le droit depuis le Code d'instruction criminelle

(1) Voyez, Journal Officiel du 29 juin 1907. Sénat, Débats parlementaires, p. 810.

d'agir en justice comme partie civile, pour la réparation de toutes les fraudes délictueuses dont ils pâtissent », et « qu'il ne faut pas oublier non plus que la loi de 1884 sur les syndicats professionnels donne expressément et en toutes lettres à ces syndicats le droit d'ester en justice pour la défense des intérêts corporatifs » (1).

Il ajoutait que les syndicats n'avaient pas assez usé de cette arme contre les fraudeurs.

Dans la même séance, M. Gourju disait l'art. 9 inutile, parce que les syndicats avaient déjà le droit qu'on leur reconnaissait. La disposition qu'il contient lui paraissait dangereuse pour ceux qui avaient des actions pendantes devant les tribunaux, car, on pourrait leur opposer que la loi n'a pas d'effet rétroactif.

Il aurait pu ajouter que le même danger existerait pour les syndicats autre que les syndicats viticoles, car on ne manquerait pas de leur dire que ceux-ci jouissent d'un régime de faveur.

Il suffisait pour cela d'une explication : « Au contraire, s'il est formellement expliqué qu'il s'agit ici d'une loi interprétative, comme l'effet rétroactif est accordé par les principes généraux du droit aux lois qui ont le caractère d'interprétation des lois antérieures, ces actions seront sans difficulté déclarées recevables par les tribunaux.

« C'est cette explication que je sollicite ».

(1) V. Journal Officiel, *ibid.* p. 811,

Le président de la commission répondit : « ... la jurisprudence étant incertaine, la disposition que nous nous proposons a un caractère, non pas de disposition législative propre, mais d'interprétation, et, dans ces conditions, elle ne peut pas gêner les actions pendantes ».

Et M. Gourju ajoutait, en conclusion : « Les signes ostensibles d'approbation que M. le ministre des finances vient de donner aux explications de notre collègue et qui s'appliqueront par conséquent aussi à mes paroles, nous mettent tous d'accord.

« Le caractère interprétatif de l'article 9 n'est plus douteux aujourd'hui ». (1).

Ces déclarations très précises ont une grande importance. Car elles prouvent, sans qu'il soit possible de le contester, que le législateur a simplement voulu mettre fin aux hésitations de la jurisprudence, en donnant une définition claire du droit commun préexistant.

On n'aurait pas voulu intercaler une telle innovation dans une loi ayant un caractère aussi spécial et limité.

Si on n'a pas voulu donner les droits de la partie civile aux unions de syndicats, c'est précisément parce que ç'aurait été créer un droit nouveau.

Il convient d'ailleurs de signaler ici que le droit d'ester en justice fut refusé aux unions de syndicats en 1884, d'une façon presque accidentelle. En effet, on est surpris de cette sorte de contradiction de la loi, qui donne aux unions le droit d'exister, et leur refuse celui

(1) V. Journal Officiel, *ibid.*, p. 820.

d'exercer leur activité de la façon la moins dangereuse qui soit, en justice. Cela serait inexplicable si l'on n'en considérait les raisons historiques.

La Chambre des députés lors de la discussion de la loi de 1884 avait admis que les unions de syndicats eussent la personnalité civile. Au Sénat, la commission avait inséré dans son texte : « Toute union jouira des mêmes droits que ceux attribués par l'article 4 aux syndicats professionnels ».

Mais M. Béranger fit un tel tableau des dangers que de telles unions feraient courir à la paix publique que le Sénat repoussa cet article. La Chambre le rétablit. Au Sénat la discussion fut chaude. On invoqua la tyrannie possible de fédérations sur les syndicats. Finalement le rapporteur usa de diplomatie ; il proposa d'autoriser les unions en les obligeant à une certaine publicité et en leur refusant la personnalité civile. Le texte fut modifié dans ce sens.

Il ne faut donc pas attacher une importance énorme à cette prohibition de la loi de 1884, qui fut arrachée par la crainte de dangers un peu chimériques.

SECTION D. — LOI DU 5 AOUT 1908, SUR LA RÉPRESSION DES FRAUDES DANS LA VENTE DES MARCHANDISES

La loi du 29 juin 1907, n'envisageait que les fraudes sur les vins. Aussi à la séance du 27 juin, M. Caze-neuve avait déposé un projet de loi s'appliquant à toutes les fraudes et facilitant aux syndicats professionnels l'accès des tribunaux pour leur répression,

M. Cazeneuve disait, dans son exposé des motifs :
 « Dans le projet de loi voté le 22 juin par la Chambre des députés, tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage, l'article 10 devenu l'art 9, accorde aux syndicats agricoles ou viticoles et aux syndicats de commerçants en vins ou trafiquants le pouvoir d'engager des instances en matière de fraude des vins, soit au civil, soit en correctionnelle. Il y a lieu de généraliser cette faculté, ce droit légal pour toutes les fraudes visées par la loi du 1^{er} août 1905 ».

Aussi y a-t-il dans le projet (1) un article 3 ainsi rédigé :

« Art. 3. — Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruit, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications prévus par les lois en vigueur, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le Tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil ».

(1) V. Journal Officiel. Chambre des députés. Documents parlementaires, session de 1907 n° 1102, Annexe à la séance du 27 juin 1907.

C'est la reproduction presque complète de l'art 9 de la loi sur le mouillage et le sucrage des vins. Mais on lui donne une portée plus générale.

Le but de cette disposition est selon l'aveu de ses auteurs « de mettre désormais à l'abri de toute contestation le droit des syndicats professionnels d'intervenir en matière de fraudes ».

Cette déclaration est à retenir, car si on la rapproche des autres considérations qu'émet l'auteur du projet, elle corrobore la thèse selon laquelle les syndicats sont aptes à intervenir du moment qu'il s'agit de fraudes, sans qu'il soit possible de leur opposer que les intérêts généraux n'ont pas été lésés.

M. Cazeneuve, en effet, déclare plus haut : « M. Tolain, dans son rapport au Sénat à propos de la loi de 1884, disait fort justement que les syndicats ne peuvent remplir leur rôle que s'ils sont *« capables de faire respecter leurs droits par la force que donne la collectivité »*.

« Il y a donc des droits qu'il est utile de faire respecter en les aidant par la force que donne la collectivité; et l'action en justice exercée par le syndicat est précisément un des moyens de faire respecter davantage certains droits qui, intéressant une collectivité, ne peuvent être utilement défendus par cette collectivité. communes qui justifient l'intervention d'un syndicat.

« Nous prétendons *que c'est défendre des intérêts généraux que réprimer les fraudes et les actes de concurrence déloyale.*

« Nous prétendons que c'est défendre des intérêts

généraux que tenter de mettre de la probité dans le commerce et de protéger le public contre la fraude ».

Si c'est défendre les intérêts généraux que de réprimer les fraudes, puisqu'il admis que le syndicat peut défendre l'intérêt général, sa demande doit être forcément accueillie.

Aussi, M. Cazeneuve en conclut que « cela facilitera les instances dans bien des cas ou un particulier hésiterait à engager un procès lui-même » et que cela donnera à l'agriculture « une arme nouvelle et puissante ».

Il nous reste à étudier la discussion devant les Chambres pour voir si les idées de l'auteur du projet ont bien été celles du Parlement.

Nous serons ici particulièrement favorisés, car cet article a été longuement discuté, surtout devant le Sénat, au point de vue qui nous intéresse.

A la Chambre, M. Dauzon disait, dans son rapport au nom de la commission de l'agriculture (1) : « *Cet article, comme je l'ai dit, ne fait que reprendre en la précisant une disposition de la loi du 21 mars 1884 accordant au Syndicat professionnel le droit d'ester en justice. Ce rappel législatif n'est pas inutile. Une intervention récente de M. Gourju à la tribune du Sénat a prouvé que les syndicats professionnels de viticulteurs usent trop rarement de la faculté qui leur est accordée par la loi de 1884.*

(1) Journal Officiel, Chambre. Documents parlementaires. Séssion de 1907, n° 1163.

« Il est vrai que les incertitudes de la jurisprudence sur l'étendue du droit d'ester expliquent, si elles ne la justifient pas, cette inaction.

« Le texte nouveau accorde aux syndicats professionnels deux droit précis : celui de se porter partie civile à l'audience correctionnelle pour seconder et appuyer l'œuvre du ministère public; celui d'intenter la même action devant les tribunaux civils, en réparation du préjudice causé. Ainsi les fraudeurs seront obligés de restituer aux syndicats de défense agricole ou commerciale sous forme de dommages et intérêts les bénéfices dont ils avaient indûment frustré le commerce honnête.

« La Chambre décidera s'il ne conviendrait pas d'étendre aux associations régulièrement déclarées de la loi de 1901, ayant pour objet la défense des intérêts généraux de l'agriculture, de la viticulture ou du commerce, les droits que la proposition de M. Cazeneuve reconnaît aux seuls syndicats professionnels ».

Là encore, la loi ne fait qu'interpréter le texte de 1884, « le reprendre en le précisant », selon les termes du rapporteur. Et ceci est tout à fait significatif si l'on recherche quelle capacité le législateur moderne attribue aux syndicats,

Cet art. 3 du projet qui devait devenir l'art. 2 de la loi, ne fut guère discuté à la Chambre.

Deux députés seulement le critiquèrent. M. Georges Berry disait : « J'estime que les pouvoirs que vous proposez de consentir aux syndicats agricoles sont

exorbitants » (1) et M. Sénac (1) : « sans vouloir m'appesantir sur l'article 3, qui est un article des plus dangereux, parce qu'il permettra à certains syndicats de se coaliser contre d'autres commerçants qui resteront isolés dans la lutte pour la vie, pour l'existence commerciale, etc. »

Ce sont les seuls critiques qui aient été portées devant la Chambre. Le texte de l'art. 3 de la commission fut voté sans modification et devant l'art. 2.

Au Sénat, au contraire, la question fut vivement discutée.

Le rapporteur, M. Ricard, avait émis un avis favorable. Il disait, à propos de l'article 2, que « cet article précise de façon à le mettre au-dessus de toute contestation, le droit des syndicats d'intervenir en matière de fraudes ».

Mais il ajoutait : « En raison de l'arme nouvelle et puissante qui leur était ainsi donnée, quelques-uns de nos collègues avaient pensé qu'il fallait prendre certaines précautions et exiger, par exemple, entre autres choses, un minimum d'existence de une ou deux années, afin d'éviter des abus et des excès possibles ».

Il y a en quelque sorte, contradiction, entre ces deux membres de phrase : l'arme n'était pas « nouvelle » si l'art. 2 ne faisait que « préciser » le droit du syndicat. Mais nous ne croyons pas qu'il faille attä-

(1) V. Journal Officiel, 10 juillet 1907. Débats parlementaires, Chambre, p. 1800 et 1803.

cher une grande importance à ces expressions. Ce sont, d'ailleurs, les mêmes que celles du rapport de M. Caze-neuve. Et la pensée des rapporteurs a bien certainement été, comme le montre la discussion, que le droit qu'on reconnaissait aux syndicats n'était pas un droit nouveau.

Quant aux précautions, aux mesures de défiance à prendre contre les syndicats, elles furent l'objet d'un amendement longuement et sérieusement soutenu.

*
* *

Il est assez difficile de tirer de la discussion de cet article devant le Sénat des conclusions certaines, car elle est assez confuse, et les contradictions sont nombreuses.

Toutefois, il est un point qui n'est discuté par personne. On reconnaît au syndicat le droit de se porter partie civile, et, d'une façon plus générale, d'ester en justice toutes les fois que les intérêts généraux de la profession sont en jeu, toutes les fois qu'il s'agit d'un intérêt corporatif. C'est l'avis de M. Tournon (1) qui représentait, en somme, dans le débat les adversaires de la capacité syndicale. Il disait : « Voilà un point sur lequel il ne peut pas y avoir de discussion ».

Mais cet orateur faisait la distinction classique entre l'intérêt général et l'intérêt individuel. Et il ajoutait :

(1) V. Annales du Sénat. Séances du 9 juillet 1908, p. 1131, col. 2.

« Mais il est une chose, en tout cas, que les tribunaux ont toujours refusée et qu'ils ne sauraient accorder : c'est le droit pour un syndicat de se substituer à l'un quelconque de ses membres dans une action juridique qui n'a trait qu'à des intérêts individuels. Or, c'est un droit aussi exorbitant que vous accorderiez à tous syndicat ».

Il y a ici une affirmation qui nous semble erronée. Nous ne croyons pas que l'action d'un syndicat intervenant en matière de fraude puisse avoir pour but un intérêt individuel. La fraude quelle qu'elle soit porte toujours préjudice à la collectivité (1), et c'est peut-être bien pour cette raison que le tribunal devra toujours admettre l'action syndicale en pareille matière. Mais évidemment le juge conserve un pouvoir d'appréciation : l'action peut avoir été intentée par un syndicat qui ne représente pas des intérêts lésés par le fait délictueux, par exemple, un syndicat de laitiers en matière de fraudes sur les vins — ou bien, par un syndicat fictif, un syndicat de maîtres-chanteurs, comme ceux dont M. Touron redoute la formation.

Tel est le sens, croyons-nous, d'une réponse de M. le ministre de l'agriculture.

M. Touron demandait : « Il faut absolument, dans l'intérêt de la justice, que le magistrat sache bien qu'il conservera, en dépit de votre texte, de votre aveu même tout son droit d'appréciation en ce qui concerne la re-

(1) V. le rapport de M. Cazeneuve, cité plus haut.

cevabilité des actions syndicales. Entendez-vous donner aux syndicats le droit absolu d'intervenir en toute action ; autrement dit, entendez-vous retirer aux tribunaux le droit d'apprécier si l'action est ou non recevable ? »

A cette question, M. le ministre de l'agriculture répondit : « Monsieur le sénateur, reconnaître le droit commun aux syndicats, c'est les placer sur le même rang que les individus, n'est-ce pas ? Eh bien, le juge est maître d'admettre ou non le syndicat », (1)

Mais si le juge se trouve en face d'un vrai syndicat qui par sa nature, a intérêt à la répression de la fraude, il *doit* recevoir son action, non pas précisément parce qu'on lui a ôté son pouvoir d'appréciation, mais parce qu'il est forcé de reconnaître que le fait de fraude préjudice aux intérêts généraux représentés par ce syndicat.

En somme, il y a ici une question de fait : y a-t-il, ou n'y a-t-il pas préjudice ?

Le sens du texte doit être que, dans certains cas, en face de certains syndicats, le juge ne peut se refuser à le reconnaître.

Ainsi s'explique cette phrase de M. le ministre de l'agriculture (2), qui, autrement serait, à quelques minutes d'intervalle, une contradiction flagrante.

« Le 29 juin 1907, le Parlement ayant décidé de modifier la loi de 1884 sur les syndicats, ou plutôt de consacrer une jurisprudence à leur égard, a accordé aux

(1) V. Annales du Sénat. Séance du 5 juillet 1908, p. 1134, col. 2.

(2) V. Annales du Sénat, *ibid.*, p. 1132, col. 1.

syndicats agricoles de viticulteurs le droit de se porter partie civile, *sans avoir à faire la preuve des intérêts collectifs* auxquels on faisait allusion tout à l'heure ». Le juge ne pourrait donc, par exemple, décider désormais que l'action n'est pas admissible parce qu'il n'y a que des intérêts individuels en jeu.

En somme ce qui était une question de fait, devient une question de droit : un syndicat de viticulteurs, dûment composé, souffre du préjudice du fait des fraudes et falsifications. L'arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1907 qui, ayant reconnu que la fraude préjudiciait aux intérêts généraux de la viticulture, refusait l'action au Syndicat national de défense, fut cassé pour contradiction de motifs. Il nous semble que désormais une pareille décision devrait être cassée pour violation de la loi.

M. Touron invoquait aussi contre l'action syndicale la maxime : « Nul en France ne plaide par procureur ». Nous aurons, plus loin, à en discuter la portée, car elle a fait l'objet de sérieux débats de doctrine.

Il nous suffira de dire qu'ici le syndicat ne plaide pas comme procureur.

Mais on est d'autant plus étonné de voir invoquer cette maxime, que le même orateur venait de déclarer que l'action du syndicat allait « se substituer en quelque sorte à l'action publique » (1) et qu'il lui en faisait un grief.

(1) V. Annales du Sénat, *ibid.*, p. 1128 et suivantes, pour la discussion de l'amendement Touron et Audiffred.

Quant au droit de citation directe qu'il semble, comme plusieurs orateurs, trouver exorbitant, c'est le droit commun de la partie civile, en matière correctionnelle.

Or, si cette collaboration des syndicats à la poursuite des délits effrayait M. Touron, c'est qu'il s'imaginait, avec un pessimisme exagéré, les abus que les syndicats pourraient faire de ce droit.

Il avait déjà fait ce tableau poussé au noir devant la société des Agriculteurs de France. Il leur avait dit (ces paroles ont été rapportées par M. Monis, au Sénat): « Prenez garde, si vous donnez à ces syndicats le droit d'ester en justice, vous aurez des syndicats non pas seulement de délateurs, mais des syndicats de chantage, et à l'aide de ce chantage on arrachera à des citoyens honnêtes des dépouilles opimes qui permettront à ces syndicats d'organiser la grève générale et peut-être l'émeute ». Il faut avouer que voilà une combinaison bien machiavélique.

Mais ce n'est pas tout : « Supposez en vigueur la loi telle qu'elle soumise au Sénat. Personne n'était légalement exclu des syndicats professionnels, pas même les repris de justice, il arriverait qu'un groupe de malfaiteurs pourra impunément inquiéter les commerçants, les industriels et même les agriculteurs les plus honorables. Si ce groupe gagne son procès, il pourra s'en appliquer le profit ou s'en servir pour subventionner la grève ou l'émeute. S'il se voit menacé de perdre son procès, les membres en seront quittes pour se dissoudre et disparaître en partageant leur

encaisse, s'ils en ont, et leur adversaire, inquiété, dérangé, molesté, en sera pour ses frais » (1).

Il s'agissait donc, pour M. Tournon, de demander des garanties aux syndicats qui pouvaient « s'évaporer et disparaître à tout instant, au cours même de l'instance ». C'est dans ce but que MM. Tournon et Audifred avaient déposé au Sénat, en juillet 1907, un amendement ainsi conçu :

« Pour être admis à intenter des actions judiciaires dans les limites fixées par l'article précédent et l'article 9 de la loi du 29 juin 1907, tout syndicat devra répondre aux conditions et satisfaire aux obligations suivantes :

« 1^o Comprendre un nombre minimum de 300 adhérents dont la liste sera déposée avant l'introduction de la première instance et postérieurement, chaque année, du 15 janvier au 15 mars, en triple exemplaire à la mairie de la localité où est établi le syndicat et à Paris à la Préfecture de la Seine.

« Communication de cette liste sera faite par le maire ou le préfet de la Seine au procureur de la République et au greffe du Tribunal de première instance de l'arrondissement où elle devra être communiquée à tout réquerant.

« 2^o De justifier de l'insertion dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement, ou s'il n'en existe

(1) V. Bulletin de la Société des Agriculteurs de France, du 1^{er} janvier 1908, p. 19, et Annales du Sénat, *ibid.*, p. 1133.

pas dans un journal du chef-lieu du département, d'un extrait des statuts faisant connaître les noms et adresses des administrateurs ou directeurs du syndicat.

« 3° Posséder un fonds de réserve s'élevant à 10 francs au moins par adhérent et déposé, soit en numéraires, à la Caisse des dépôts et consignations, soit à la Banque de France, en titres nominatifs de rente 3 %, des emprunts départementaux et communaux, des actions de la Banque de France, des actions et obligations du Crédit Foncier et des Compagnies de chemins de fer français.

« Les sommes ou valeurs constituant ce fonds de réserve ne peuvent être retirées en partie ou en totalité par les administrateurs ou directeurs du syndicat que sur ordonnance du président du tribunal civil de l'arrondissement, les autorisant à effectuer ces retraits. L'ordonnance du président du tribunal civil ne deviendra exécutoire que dans un délai de quinze jours à dater de sa publication dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement, ou, s'il n'en existe pas, dans un journal du chef-lieu du département.

« Avant d'engager une des instances prévues par l'article précédent ou par l'art. 9 de la loi du 29 juin 1907, les administrateurs ou directeurs du syndicat devront, par voie de déclaration spéciale, faite et signée au greffe du tribunal ou l'affaire doit être portée, justifier que le fonds de réserve du syndicat est quitte de toute charge ou opposition.

« Les administrateurs ou directeurs du syndicat, seront, sans préjudice des actions pouvant résulter de

délits et quasi-délits commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, solidairement responsables des frais des actions judiciaires engagées par le syndicat, ainsi que des infractions aux dispositions du présent article qui entraînent l'application d'une amende de 200 à 500 francs.

« La dissolution du syndicat intervenue au cours d'une action judiciaire, intéressant ce syndicat, est nulle de plein droit ».

Si on avait établi un pareil régime, ç'aurait été pour le syndicat l'impossibilité d'estimer en justice.

D'ailleurs devant l'importance de cet amendement, à cause de la longueur des discussions qu'il eût entraînées, le projet de loi tout entier fut ajourné et renvoyé à la session suivante, celle de 1908.

Lorsque le projet revint en discussion en juillet 1908, M. Tournon déposa un second amendement, infiniment moins compliqué. Il proposait une nouvelle rédaction de l'article 2, ainsi conçue : « Tout syndicat constitué conformément à la loi du 24 mars 1884 et ayant : 1° justifié d'un an d'existence par le dépôt au greffe du tribunal d'une déclaration revêtue de la signature légalisée de ses administrateurs; 2° fourni caution de payer les frais et dommages-intérêts auxquels il pourrait être condamné, pourra, lorsqu'il s'agira de la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des boissons, denrées alimentaires, produits agricoles et engrais, exercer sur tout le territoire français... (le reste comme au projet).

Ces mesures ont pour but d'empêcher des syndicats qui ne seraient que des syndicats de plaideurs, d'agir en justice, et, d'autre part, de donner une garantie à celui qui serait actionné à tort.

Il semble bien que cette crainte de voir le syndicat s'évanouir, « se volatiliser », quand il serait condamné, ait impressionné le Sénat.

M. de Lamarzelle, s'appuyant sur la théorie de la personnalité morale disait : « ... je ne vois pas comment, le syndicat une fois dissous, la responsabilité existerait contre des personnes physiques qui n'ont pas intenté l'action, puisque c'est le syndicat, personne morale, qui l'a intentée ».

Et M. Béranger voyait un autre danger : « le syndicat ne se dissout pas le moins du monde ; il va jusqu'au bout du procès ; la sentence est prononcée contre lui, mais il n'a rien, parce qu'il ne peut pas posséder. Comment exécutera-t-on le jugement ?... Il arrivera non seulement que la partie qui a été indûment citée ne pourra pas faire exécuter le jugement mais encore qu'elle supportera les frais et qu'elle éprouvera un double préjudice ».

Ces opinions furent combattues par M. Monis et par M. le ministre de l'agriculture, et le Sénat repoussa l'amendement.

M. Monis déclara que le reproche le plus exact que l'on eût fait au texte proposé, c'était de le dire inutile : en effet, il ne fait que consacrer le droit tel qu'il s'est formé par l'élaboration même de la jurisprudence. Il n'est pourtant pas inutile parce qu'il « précise »,

parce qu'il met le droit « à l'abri de ces discussions qui retardent la marche du procès ».

La caution de payer les frais et dommages-intérêts ? Mais elle n'est exigée que des étrangers, et encore elle a à peu près disparu, par suite de conventions de réciprocité entre les diverses nations d'Europe.

« Vous allez demander à ces gens-là des conditions d'âge ? disait M. Monis. Dès qu'ils sont associés ils deviennent mineurs, ils subissent une *deminutio capitis* ! Que dis-je ? Vous les dénationalisez, vous en faites des étrangers ! Vous exigez d'eux, tout d'un coup, une caution que vous ne pouvez plus demander qu'à un seul pays dans le monde, car avec tous les autres des conventions de réciprocité ont été signées.

« Mais il y a quelque chose, messieurs, sur quoi, véritablement je rougirais d'avoir à insister : vous ne pouvez pas infliger à des nationaux, parce qu'ils sont syndiqués, l'humiliation de les assimiler à des étrangers ».

M. le ministre de l'agriculture faisait ressortir à son tour le caractère interprétatif et confirmatif de la loi.

Il disait, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, que les syndicats n'auraient plus à faire la preuve des intérêts collectifs lésés.

Enfin, il insistait sur le caractère normal du droit donné aux syndicats : « Est-ce parce que des citoyens, mus par les idées les plus généreuses de mutualité et de coopération, se groupent et cherchent à faire valoir leur droit à défendre des intérêts collectifs contre quelque chose d'effrayant et de destructif qui est la fraude,

que vous allez leur retirer le droit qu'appartient à tous ? ».

Et ce dernier argument semble bien être sans réplique.

Car, on ne voit pas bien pourquoi le droit de citation directe serait plus dangereux exercé par le syndicat que par tout individu.

Tout citoyen peut citer devant le tribunal correctionnel; il peut-être condamné pour abus de citation directe à des dommages-intérêts, mais s'il est insolvable, celui qu'il aura inutilement inquiété en sera pour ses frais. Il ne disparaîtra pas, mais on n'aura pas de recours pratique contre lui.

Et puis, est-ce probable que les syndicats abuseront de ce droit ? Nous avons vu que M. Gourju à la tribune du Sénat, lors du vote de la loi de 1907, regrettait qu'ils ne s'en servissent pas davantage. Il semble que chez nous l'inaction du citoyen, quand il s'agit de défendre ses droits, soit davantage à redouter.

Il n'y avait pas de raison pour ne pas faire crédit aux syndicats, et attendre les résultats de l'expérience et de la vie qui souvent ne réalise pas tous les méfaits qu'on a pu imaginer.

Aussi le Sénat vota le projet de loi tel qu'il avait été transmis par la Chambre des députés.

SECTION E. — LES ASSOCIATIONS SELON LA LOI DE 1901.
LA QUESTION DES AGENTS COMMISSIONNÉS.

§ I. — *Les Associations selon la loi de 1901*

Lors de la discussion de la loi de 1907, à la Chambre, M. de Castelnau avait déposé un amendement tendant à faire accorder aux sociétés de consommation et d'hygiène à forme légale, le même droit d'intervention contre la fraude qu'aux syndicats. Il déposa dans ce sens un amendement que nous avons signalé, et qui fut repoussé.

Quelques jours plus tard, quand on discuta la loi qui devait être celle du 5 août 1908, M. de Castelnau proposa de nouveau un amendement dans ce sens.

M. Danjou, dans son rapport avait dit : « La Chambre décidera s'il ne conviendrait pas d'étendre aux associations régulièrement déclarées de la loi du 1901, ayant pour objet la défense des intérêts généraux de l'agriculture, de la viticulture ou du commerce, les droits que la proposition de M. Cazeneuve reconnaît aux seuls syndicats professionnels. »

Il s'agissait donc primitivement de toutes les sociétés à existence légale.

Or, remarquait M. de Castelnau (1) : « La commission des boissons avait écarté ces termes si larges par la

(1) V. *Journal Officiel* du 10 juillet 1907, Chambre. Débats parlementaires, p. 1798.

considération suivante. Elle s'était dit qu'il fallait donner aux syndicats seuls le droit de poursuivre parce que, disait-elle, *la forme syndicale est la forme par excellence, la forme légale de la défense des intérêts professionnels*, et il est bon, et il est nécessaire, d'encourager de plus en plus la forme syndicale; on y arrivera en réservant aux syndicats seuls le droit de poursuivre. »

Mais il demandait grâce pour les sociétés de consommation et d'hygiène, à forme légale, qui ne peuvent pas faire concurrence à la forme syndicale, puisqu'elles ne poursuivent pas la défense d'intérêts professionnels.

Les individus ont des intérêts comme consommateurs.

« Il arrive souvent qu'un syndicat ouvrier forme, à côté de lui, entre tous ses membres, une société de consommation pour défendre les intérêts des faibles et des petits contre la fraude due au commerce de la grande production. »

Pourquoi ne pas donner le droit de poursuivre aux associations déclarées, à forme légale ?

A la vérité, il s'agirait d'abord de savoir si elles ne l'ont pas, de par la loi de 1901, si les individus n'ont pas, du moment qu'ils sont groupés en tant que consommateurs, le droit de défendre sous la forme collective leurs intérêts de consommateurs. C'est tout le problème juridique de la validité de l'action collective qui se pose. Nous aurons à le discuter, au point de vue doctrinal, en ce qui concerne la collectivité syndicale. Il dépasse les cadres de notre étude pour ce

qui concerne les associations. Nous nous bornerons à dire que s'il n'y a pas de différence spécifique entre les diverses formes d'associations, il y a peut-être des raisons de faire bénéficier le syndicat d'un régime de faveur, qu'au surplus l'extension de ce régime de faveur est peut-être désirable.

L'amendement de Castelnau fut d'ailleurs repoussé par la Chambre.

§ II. — *La question des agents commissionnés pour la découverte des fraudes*

Dans les milieux viticoles, où la lutte contre la fraude est particulièrement tenace, on avait pensé depuis longtemps qu'il ne suffisait pas de donner aux syndicats le droit de poursuite. La fraude est un délit particulièrement clandestin : il faut pouvoir la découvrir et en apporter la preuve.

M. Cazeneuve, dans son rapport sur la loi de 1907, au nom de la commission des boissons, avait signalé que l'on pourrait peut-être donner aux syndicats le droit d'avoir à leur solde des agents assermentés, qui feraient des prélèvements authentiques. Il disait :

« Le syndicat national de la défense de la viticulture française, qui est une émanation de la société des viticulteurs de France, dans sa réponse au questionnaire de la commission d'enquête viticole, a apporté une proposition excellente, sur laquelle nous appelons toute l'attention de l'honorable ministre de l'agriculture.

« Dans l'état actuel de la loi, le ministre ne peut accepter pour le service des recherches que des agents communaux ou départementaux qui apporteraient leur concours à ceux institués et rétribués par l'Etat. Sauf dans les grandes villes, où des inspecteurs attachés primitivement aux laboratoires municipaux en sont aujourd'hui détachés et fonctionnent suivant les nouveaux règlements, il est peu probable que beaucoup de municipalité nouvelles et surtout de conseillers généraux entreront dans cette voie.

« Le syndicat national de défense de la viticulture demande que des agents des syndicats agricoles, dans des conditions de garantie à déterminer, soient assermentés afin de pouvoir effectuer des prélèvements authentiques partout où leur action sera nécessaire.

« Cette idée mérite toute l'attention.

« Les gardes-chasse particuliers ne jouent-ils pas un rôle de surveillance et de répression contre le braconnage, qui intéresse l'Etat et les communes aussi bien que tel particulier.

« Des inspecteurs des fraudes à la solde des syndicats agricoles pourraient remplir un rôle analogue. La question mérite une étude » (1).

Il faisait remarquer que, pour les employés de l'Etat, leur action « s'exerce avant tout dans l'intérêt du Trésor » ; qu'ils ne peuvent être appelés qu' « acces-

(1) V. *Journal Officiel* 1907. Documents Parlementaires, Chambre, n° 1021, p. 434.

soirement » à constater les fraudes commerciales sur les boissons; que d'ailleurs ce serait les faire sortir de leur rôle, au détriment du Trésor que de vouloir étendre leur action.

Ce n'était pas la première fois qu'un pareil désir était formulé.

Un décret du 31 juillet 1906, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} 1905 sur la répression de la fraude, fait figurer parmi les autorités désignées, comme ayant qualité pour rechercher et constater les infractions à cette loi des « agents spéciaux qui pourront être institués par les départements ou les communes » et qui, pour pouvoir agir, « devront être agréés et commissionnés par les préfets » (art. 2).

D'autre part l'article 4 du même décret définit ainsi leurs pouvoirs : « Ils pourront pénétrer dans tous les magasins, boutiques, ateliers, voitures servant au commerce, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires et marchés et dans les gares, ports de départ et d'arrivée pour opérer des prélèvements d'échantillons sur les marchandises suspectes ».

Au cours de la discussion du budget de 1907, au Sénat, à la séance du 17 janvier 1907, M. Sigallas demanda si les syndicats ne pourraient pas jouir de la même faculté qui était accordée aux communes et aux départements. M. le ministre de l'agriculture répondit que si l'agent d'un syndicat était présenté par un département ou une commune il pourrait être admis et

être autorisé à instrumenter dans le département tout entier. Les syndicats n'avaient donc qu'à faire présenter leurs agents par les communes pour qu'ils fussent agréés.

Quand on discuta le projet de loi, qui devait former la loi de 1908, MM. de Castelnau et de Gailhard-Bancel avaient proposé un article additionnel ainsi conçu :

« Les syndicats visés dans l'article précédent, comptant au moins cinq cents membres cotisants, pourront désigner des représentants pris uniquement parmi les anciens sous-officiers de l'armée, agents des contributions indirectes ou des douanes, brigadiers et sous-officiers de gendarmerie, commissaires de police ou officiers de paix, préposés-chefs de bureaux d'octroi, et qui devront être commissionnés par le directeur des contributions indirectes du siège du syndicat, lesquels auront le droit, concurremment avec les agents spécifiés dans l'article 2 du règlement d'administration publique du 30 juillet 1906, d'exercer les prélèvements prévus par le paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905..., etc. » (1).

M. de Castelnau, soutenait cette proposition en déclarant : « C'est en vain que vous leur reconnaissez le droit d'agir si vous ne leur mettez pas en mains l'instrument nécessaire pour exercer cette surveillance

(1) V. *Journal Officiel* du 10 juillet 1907. Chambre. Débats Parlementaires, p. 1799 et 1812.

et arriver d'une façon efficace à poursuivre, et à mettre en mouvement, ce droit considérable et nécessaire que vous leur donnez. »

D'autre part, il montrait que le fait n'était pas sans précédent dans la législation. Que les ouvriers mineurs ont le droit de nommer des délégués pour s'assurer de l'application des lois sur la sécurité dans les mines. Mais M. le ministre de l'agriculture répondit que dans le Nord, le Doubs et le Jura, on était en train de faire commissioner des agents supplémentaires payés avec des fonds fournis par les syndicats, que cet article additionnel n'avait donc pas de raison d'être. M. de Castelnau le retira, se déclarant satisfait.

Depuis, la pratique a fait naître des difficultés. Dans le Rhône, les communes de Limas et de Denicé ayant présenté un agent, avec l'appui pécuniaire du syndicat agricole de Villefranche et d'Anse, le préfet refusa de l'agréer. Le fait fut porté à la tribune du Sénat par M. Fleury-Ravarin, à la séance du 26 novembre 1907, à l'occasion de la discussion du budget de l'agriculture. Le ministre répondit que le préfet décide, avec pleins pouvoirs si les agents sont ou non nécessaires, qu' « il ne peut pas exister une police particulière à côté de la police de l'Etat ».

En somme le mot de police particulière est assez exact. Mais ce genre de police existe déjà : il y a des gardes-chasse particuliers, qui sont à la solde de celui au profit de qui ils opèrent. Il y a les délégués mineurs.

Puisqu'on donne à l'initiative privée ou plutôt collective le droit de poursuivre les délits, n'est-il pas

logique de lui donnér aussi le droit de les découvrir ? L'exercice de ce droit de police n'a rien de vexatoire puisqu'il est secret. Il ne peut être redouté que de ceux qui sont en faute.

C'est peut-être un nouveau pas dans l'évolution de la procédure criminelle.

Puisque, de l'avis de tous, le ministère public est impuissant à remplir complètement son rôle, il serait sans doute utile de lui donner des aides, qui auraient le double avantage de ne pas grever le budget, et d'apprendre aux gens à ne pas tout attendre de l'Etat.

CHAPITRE IV

La jurisprudence postérieure aux lois de 1907 et 1908

Il est intéressant après avoir étudié l'élaboration des lois nouvelles, de rechercher quelle a pu être leur influence sur la jurisprudence, de voir de quelle façon elles ont été comprises et appliquées par les tribunaux.

Il semble bien que la jurisprudence ait considéré ces lois comme interprétatives de la loi de 1884, mais purement interprétatives. Et cette seconde remarque à son importance, puisqu'on peut soutenir que le législateur en voulant mettre hors de discussion le droit des syndicats, a voulu par le fait même, les dispenser de faire la preuve du préjudice, qui se trouve à la base de l'action civile (1).

La Cour de Montpellier, par un arrêt du 28 novem-

(1) V. Toubeau, *op. cit.*, p. 35 et suiv.

bre 1907 (1), décidait que l'action portée devant la juridiction répressive par un syndicat de viticulteurs, avant la loi du 29 juin 1907, et dirigée contre l'auteur d'un délit préjudiciable aux intérêts représentés par syndicat, est recevable est fondée en vertu du droit commun : la loi nouvelle, purement interprétative sur ce point, a eu pour but, dans son art 9, de mettre fin à des controverses, non de créer un droit nouveau.

La Cour de Riom, le 26 novembre 1908 (2), admettait l'action du syndicat agricole de Béziers et Saint-Pons, qui avait été repoussée par le tribunal de Montluçon. Ce tribunal s'appuyait sur ce motif : que la partie civile n'avait pas justifié du préjudice à elle causé par le fait incriminé. La Cour admit, au contraire, « qu'il suffit que le délit ait préjudicié aux intérêts généraux de la viticulture française, pour assurer sur tout le territoire français la recevabilité de l'intervention de tous les syndicats viticoles; que la combinaison des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884 et de l'art. 9 de la loi du 29 juin 1907 établit qu'un syndicat professionnel régulièrement constitué, en vertu de la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts viticoles a le droit de se porter partie civile dans les poursuites du ministère public contre les délits de falsification et de mouillage de vins, préjudiciables aux

(1) *Moniteur Judiciaire du Midi* du 22 mars 1908.

(2) SIREY, 1908.2.304.

intérêts collectifs du syndicat et d'exercer l'action syndicale en réparation des dommages éprouvés par la collectivité qu'il représente ».

« ... Qu'il convient seulement de rechercher s'il y a préjudice pour les intérêts généraux de la viticulture; que si le préjudice est infime il n'en existe pas moins ».

Cet arrêt, en somme, est conforme à l'arrêt de cassation du 27 juillet 1907, que nous avons cité plus haut; du moment que les intérêts généraux de la profession sont lésés, l'action du syndicat est justifiée. L'arrêt semble même admettre que l'action de tous les syndicats de France est justifiée, ce qui est peut-être discutable.

Un jugement du tribunal de Bar-sur-Aube, du 9 juillet 1909 (1), dans une affaire de fraude poursuivie par le syndicat des vins de Champagne, déclare que le syndicat, puise dans la loi du 5 août 1908 le droit incontestable d'intervenir en pareille matière.

C'est, à notre connaissance, la première décision s'appuyant sur la loi du 5 août 1908 : il est intéressant de noter qu'elle accorde au syndicat un droit *incontestable*.

De même un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 11 mars 1909, admet l'intervention comme partie civile du syndicat du Haut-Médoc.

De même encore, un arrêt de la Cour d'assises du Gard (2), du 4 novembre 1908, admet l'action du syndicat national de défense de la viticulture française,

(1) V. *Gazette des Tribunaux* des 16 et 18 août 1909.

(2) V. D. P. 1909.2.215.

mais avec ce considérant : « Qu'un syndicat peut, au même titre qu'un simple particulier, se porter partie civile dans une poursuite criminelle ou correctionnelle lorsqu'il justifie d'un intérêt direct et d'un préjudice possible ».

De même, encore, un arrêt de la Cour de Nîmes (1), dans une affaire de falsification des graisses, reconnaît qu'un syndicat est recevable à se porter partie civile, quand les infractions dont il se plaint, ont occasionné un préjudice matériel et moral aux intérêts collectifs qu'il représente.

Il est donc certain que la jurisprudence, même quand elle admet l'action syndicale, exige la preuve de l'existence d'un préjudice. Les lois de 1907 et de 1908 ne semblent pas avoir eu une grande influence sur ses décisions.

Et même, actuellement, elle a une tendance assez défavorable aux syndicats.

Nous avons déjà eu l'occasion de citer divers arrêts repoussant l'action du syndicat, dans des poursuites pour falsification de denrées alimentaires.

Nous avons vu aussi qu'un arrêt de Cassation, du 6 août 1908, tout en semblant reconnaître que la fraude porte atteinte aux intérêts généraux de la profession, trouvait à ce motif une portée trop générale, et déboutait le syndicat.

(1) Nîmes (corr.), 14 janvier 1909. — Juris. civ. Marseille, 1909, p. 162.

Cette décision, postérieure d'un jour à la promulgation de la loi, ne pouvait s'en inspirer.

Mais nous retrouvons les mêmes idées dans un arrêt de cassation du 13 février 1909, qui considère que les faits de fraude ne nuisent qu'aux intérêts individuels.

Et il y a une telle conformité de rédaction entre ces deux arrêts, que le second est manifestement la consécration du premier : on voit que les lois nouvelles n'ont rien modifié.

La Cour de cassation exige que les arrêts mentionnent la nature du préjudice subi, et le spécifient avec précision.

Tel est le sens d'un arrêt déjà cité du 2 mai 1908, et d'un arrêt du 1^{er} juillet 1909 (1) : les arrêts des Cours d'appel sont cassés, faute d'avoir spécifié la nature du préjudice, et comme manquant de base légale.

Nous voyons également repousser l'action de syndicats de médecins et pharmaciens, pour le même motif, alors que la jurisprudence semblait définitivement fixée en leur faveur.

L'arrêt attaqué prétendait que la preuve étant faite de l'exercice illégal, il en résultait forcément un préjudice. La Cour de cassation décida au contraire que l'exercice illégal portait atteinte aux intérêts individuels des médecins, que les intérêts généraux n'étaient donc pas lésés (2).

(1) V. *Bulletin de l'Office du Travail* février 1910, p. 167.

(2) Au surplus, voici les principales dispositions de cet arrêt qui méritent d'être rapportées :

La jurisprudence la plus récente semble donc avoir une tendance très défavorable à l'action civile exercée par le syndicat. Elle reconnaît bien en principe le droit d'agir dans l'intérêt général. Mais elle exige qu'on ap-

« Attendu que pour justifier l'allocation des dommages-intérêts aux deux syndicats partie civile, l'arrêt attaqué déclare que, la preuve étant faite d'un exercice illégal de la médecine et de la pharmacie à Valence, il en résulte nécessairement qu'un préjudice a été causé de ce chef aux médecins diplômés et aux pharmaciens de la région et, dès lors que les syndicats qui comprennent la plupart de ces médecins et de ces pharmaciens sont à la fois recevables et fondés dans leurs appels ;

« Attendu qu'en statuant ainsi, et sans qu'il y ait d'ailleurs contradiction dans ses motifs, l'arrêt attaqué a confondu les intérêts collectifs représentés par chacun des syndicats avec l'intérêt individuel de leurs membres, puisqu'on trouve la preuve du préjudice causé à ces syndicats dans le dommage personnellement éprouvé par les médecins et pharmaciens qui en font partie ;

« Or, attendu que les intérêts individuels des membres d'un syndicat sont essentiellement distincts des intérêts collectifs de la profession que représente le syndicat ; qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une intervention civile devant les juridictions répressives ; que si un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit de se porter partie civile dans les poursuites motivées par des faits délictueux, préjudiciables aux intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi.

« Attendu que l'arrêt attaqué n'indique pas la nature du préjudice... que la condamnation manque de base légale... etc. ». (*Bulletin de l'Office du travail* de février 1910). — Voyez aussi l'arrêt déjà cité, du même jour, adoptant les mêmes idées. (*Bulletin de l'Office du Travail*, 1909, p. 1319).

porte la preuve du préjudice, qu'on le spécifie bien exactement.

Elle n'admet pas que ce préjudice résulte forcément de l'existence du délit.

Et, d'autre part, si l'on essaye de définir le dommage subi, si l'on parle du discrédit jeté sur la profession, de la déconsidération dont elle souffre par suite des faits de fraude ou d'exercice illégal, la Cour de cassation répond que ces motifs sont « d'une portée trop vague et trop générale ». Si l'on parle du préjudice matériel qui résulte de la concurrence déloyale, la Cour de cassation répond qu'il y a lésion des intérêts individuels, que les intérêts généraux ne sont pas atteints directement.

Les lois de 1907 et 1908 n'ont donc rien changé : le droit des syndicats est tout aussi discuté qu'avant, peut-être davantage.

Cela prouve qu'ici comme dans la plupart des cas, le juge se décide selon ses tendances propres : l'arsenal juridique est suffisamment bien outillé pour qu'il trouve toujours à justifier sa décision.

Mais aussi on peut se demander s'il ne méconnaît pas la pensée du législateur.

Nous avons vu que les textes nouveaux avaient pour but *de mettre au-dessus de toute discussion* le droit des syndicats de se porter partie civile. Ceci se trouve relaté à chaque instant dans les travaux préparatoires.

D'autre part, du moment qu'une loi reconnaît aux syndicats de médecins les droits de la partie civile pour les faits d'exercice illégal de la médecine, le juge

peut-il se refuser à reconnaître que ces faits préjudicient aux intérêts généraux ? Peut-il débouter le syndicat ? S'il le fait, ne viole-t-il pas la loi ?

C'est pourtant ce qu'a décidé l'arrêt précité du 5 novembre 1909 : l'exercice illégal ne nuit qu'aux intérêts individuels; ceci est posé comme un principe, et, d'ailleurs, c'est la Cour suprême qui parle — elle ne statue pas en fait.

Seulement, on se demande ce que peut bien vouloir signifier l'article 17 de la loi du 30 novembre 1892, en face d'une telle interprétation.

Reconnaître le droit d'agir du syndicat, cela doit vouloir dire que l'exercice illégal nuit aux intérêts généraux de la médecine. Sinon, la loi dirait cette absurdité : les syndicats de médecins ont le droit d'agir, en principe. Seulement, comme l'exercice illégal ne nuit qu'aux intérêts individuels, leur action n'est pas recevable.

De même, du moment que des textes de loi reconnaissent aux syndicats le droit d'agir en matière de fraudes, peut-on leur demander la justification d'un préjudice ? Peut-on leur dire : quel dommage invoquez-vous ? La déconsidération professionnelle ? C'est trop général. La concurrence déloyale ? C'est un dommage individuel.

Comme, dans tous les cas de fraude, ce sont effectivement les seuls dommages que l'on puisse invoquer, s'ils ne suffisent pas, que signifie l'article 9 de la loi de 1907 et l'article 2 de la loi de 1908 ? Ils n'ont pas d'application.

Puisqu'il est indiscutable que le législateur a voulu au contraire que les syndicats puissent intervenir en ces matières, n'est-il pas plus simple et surtout plus logique de décider, que, du moment que l'exercice illégal ou la fraude sont prouvés leur intervention est recevable, non pas précisément parce qu'ils sont dispensés de prouver le préjudice, mais parce que le préjudice est prouvé *ipso facto*, parce qu'il est évident, parce qu'il résulte nécessairement du délit.

— — — — —

CHAPITRE V

Etude de la doctrine

La jurisprudence statuant sur la recevabilité de l'action syndicale ne pouvait manquer de susciter d'assez vifs débats de doctrine.

Nous avons constaté qu'elle avait, en somme, reconnu sans discussion le droit d'agir dans l'intérêt général. Les hésitations ont surtout porté sur la délimitation de cet intérêt général, sur sa définition.

Nous avons vu aussi qu'il est à peu près impossible de tirer de l'argumentation des décisions un système d'ensemble sur la nature juridique de ce droit, sur son fondement.

Les auteurs, au contraire, ont cherché à justifier ou à critiquer ce droit. Ils ont voulu appuyer leur opinion sur des principes connus de notre droit.

Leurs appréciations sont d'ailleurs très variées et si, aujourd'hui, l'opinion extensive semble triompher, il n'en a pas toujours été ainsi.

A vrai dire, l'action du syndicat pour défendre quelque chose qui n'est pas un patrimoine propre, qui est plutôt le patrimoine de ses membres, et qui même n'est pas du tout un patrimoine, devait d'abord étonner les juristes.

C'est l'obstacle qui en a arrêté plusieurs.

Il convient de signaler, en toute première ligne, l'opinion de M. Waldeck-Rousseau, qui fut le promoteur de la loi de 1884.

On lui accorde, de ce fait, une autorité toute particulière. Et comme elle est très défavorable aux syndicats : elle a vraisemblablement retardé l'évolution qui s'est peu à peu dessinée en leurs faveurs.

Dans une consultation célèbre (1), il déclarait : « Le syndicat n'est pas la somme, la résultante des intérêts privés de chacun de ses membres. Il demeure parfaitement distinct et les droits qu'il représente, les intérêts qu'il personnifie sont précisément ceux, qui, n'étant le patrimoine d'aucun des sociétaires ne peuvent être exercés par aucun d'eux. Si l'on admettait que par là même que les négociants syndiqués sont lésés par les actes d'un concurrent, l'association a qualité pour agir, ce n'est plus un syndicat que l'on aurait devant soi, ce serait une corporation. »

M. Waldeck-Rousseau veut dire que le syndicat ne peut agir que pour la défense de son patrimoine. Il

(1) Cf Recueil de Procédure Rousseau et Laisney, 1887, p. 490 et suiv., 138-143.

lui accorde pour cela la personnalité morale qu'ont toutes les associations licites. C'est-à-dire qu'il assimile la collectivité à un individu et qu'il lui donne les droits de l'individu.

Il définissait, d'ailleurs, sa pensée, comme ministre de l'intérieur, dans une circulaire aux préfets relativement à l'application de la loi de 1884 (1) : « Grâce à lui (le privilège de la personnalité), le syndicat devient une personne juridique d'une durée indéfinie, distincte de la personne de ses membres, capable d'acquérir et de posséder des biens propres, de prêter, d'emprunter, d'estimer en justice, etc. Ainsi ces associations professionnelles, d'abord prescrites, puis tolérées, sont élevées par la loi du 21 mars au rang des établissements d'utilité publique... »

Il est assez étrange de constater que, pour des associations qui, en somme, ne peuvent pas posséder, on restreint leur droit d'action à la défense d'un patrimoine. Cela tient sans doute à l'idée assez étroite que l'on se faisait de la personnalité civile. Comme on ne connaissait jusque là que des associations de capitaux, on avait pris l'habitude de considérer qu'on ne pouvait pas mettre en commun autre chose que de l'argent, ou, du moins, que cela seul mérite d'être défendu.

D'ailleurs, le législateur de 1884 avait surtout voulu donner la liberté aux syndicats. Il semble bien qu'il ait

(1) Cf Ledru et Worms. Commentaires de la loi sur les Syndicats professionnels, p. 379,

voulu, pour le surplus, laisser faire le temps et l'usage.

C'est l'opinion qu'exprime M. Waldeck-Rousseau, dans la même circulaire : « La personnalité civile accordée aux syndicats n'est pas complète, pour leur donner toute la force d'action et d'expansion dont ils ont besoin. *C'est aux tribunaux qu'il appartiendrait de statuer sur les difficultés que pourra soulever l'usage de cette faculté* ».

On ne prévoyait pas bien quel usage allaient faire les syndicats de cette existence juridique. M. Waldeck-Rousseau lui-même laissait aux tribunaux le soin de statuer, sans leur donner de règle. Seulement, quand il fut consulté, à propos d'un procès intenté dans l'intérêt professionnel, il fut surpris de cette nouveauté. Elle ne cadrerait pas avec ses idées préformées de jurisculte. Et puis, cela donnait au syndicat un vague aspect de « *corporation* ». Cette dernière raison lui parut décisive, la corporation étant un monstre qu'il faut empêcher de renaître.

Mais il est possible de conclure de ce rapprochement, que ce n'est pas précisément la pensée préconçue du législateur de 1884, qui fut exprimée dans cette circulaire. La loi avait donné la liberté d'exister. En face de l'usage que les syndicats faisaient de cette liberté, M. Waldeck-Rousseau, étonné, donna une opinion défavorable. L'autorité de ces paroles ne doit donc point être exagérée, quoiqu'elle demeure considérable.

D'ailleurs, M. Waldeck-Rousseau semble être revenu lui-même sur cette opinion. Dans un projet de loi

déposé le 15 mars 1900, de concert avec M. Millerand, il posait le principe de la capacité civile et du droit d'ester en justice, et reconnaissait que ces innovations étaient déjà consacrées par la jurisprudence.

La même théorie a été soutenue et discutée à maintes reprises par M. Planiol, qui s'est efforcé, d'en dégager les bases juridiques. Il l'a exposée dans diverses notes au *Dalloz périodique* (1), qui se complètent et se précisent les uns les autres.

M. Planiol reconnaît « qu'aucune difficulté n'existe pour les actions qui naissent au profit du syndicat considéré comme formant une personne distincte de celle de ses membres », parce que, dans ce cas, « l'action étant née au profit d'un patrimoine collectif, personne n'aurait qualité pour l'exercer, en dehors des représentants légaux de la collectivité ». C'est un point qui n'est d'ailleurs discuté par personne. C'est le droit commun des personnes morales.

Au contraire, il pense que l'exercice de l'action syndicale dans l'intérêt professionnel « marque la substitution dans les instances en justice de l'action collective à l'action individuelle ».

Or, selon M. Planiol, « il n'y a pas plus de raisons pour que le procès individuel soit soutenu par l'association qu'il n'y en aurait pour que le procès de l'association fût à la charge et au péril d'un seul de ses membres ».

(1) D. P. 1895.2.559 ; — 1898.2.129 ; — 1903.2.25 ; — 1909.1.129 ; V. notes.

Une telle faculté serait quelque chose de tout à fait nouveau dans nos lois. Le législateur n'a pas eu l'intention d'introduire une semblable innovation.

L'article 6 de la loi de 1884 n'a trait qu'à la défense du patrimoine syndical.

Il confère aux syndicats le droit d'ester en justice, comme le font toutes les lois qui confèrent la personnalité morale à quelque catégorie d'association. « C'est une clause de style dans la rédaction des lois où il est parlé de personnes civiles, et c'est un des caractères auxquels on reconnaît la personnalité fictive d'une association ».

Il y a eu méprise sur le sens de la loi. Celle-ci dans son art. 3 « a entendu les charger de certaines missions pour lesquelles les particuliers sont mal préparés, par exemple, pour solliciter des pouvoirs publics des mesures nouvelles, des lois douanières, des facilités de transport, des réglementations spéciales, etc... Mais on n'avait nul besoin de créer l'institution syndicale pour lui faire prendre en main des actions individuelles, déjà ouvertes aux particuliers, et que ceux-ci suffisent à défendre eux-mêmes par les voies ordinaires. Le syndicat est un instrument d'action collective sur le terrain économique; il ne peut pas et ne doit pas devenir une armée de procédure, qui, le plus souvent, romprait l'égalité entre les plaideurs ».

M. Planiol établit le critérium de recevabilité en distinguant l'intérêt général et l'intérêt individuel.

Seulement, il ne conçoit pas que les intérêts généraux, de nature économique, puissent être défendus

devant la justice, il veut bien que le syndicat les défende partout ailleurs, mais pas là.

Quant aux droits individuels, l'individu suffit à les défendre, et la règle « nul ne plaide par procureur » s'oppose à l'intervention du syndicat.

D'ailleurs, la jurisprudence aurait fait un singulier abus de la notion d'intérêt collectif. Elle aurait admis, sous le nom d'*intérêt collectif*, ce qui est en réalité l'intérêt individuel, le dommage éprouvé par chaque syndiqué.

La jurisprudence fait de l'intérêt collectif, la somme des intérêts individuels. C'est inexact, dit M. Planiol, le caractère syndical de l'action ou de la lésion ne peut être une question de nombre.

On avait une ressource, c'était de faire exercer l'action en dommages-intérêts, *simultanément et conjointement* par les intéressés *mais individuellement*; faire plaider le syndicat, c'est faire plaider « par procureur ».

L'action en justice ne peut être exercé que par celui à qui elle appartient ou par un mandataire conventionnel ou légal. Or, le syndicat n'est pas mandataire.

L'action en justice ne lui a été donnée que pour défendre son patrimoine. « Le droit de plaider est la suite de la garantie du droit de posséder, rien de plus ».

En somme, M. Planiol voit toujours dans l'action du syndicat une action individuelle parce qu'en définitive c'est toujours l'individu qui souffre, qui est lésé; et il estime que cette action doit être repoussée, en vertu des règles : « Sans intérêt, pas d'action », et

« Nul en France ne plaide par procureur ». La loi de 1884 n'a rien changé aux lois antérieures.

Dans des notes plus récentes (1), M. Planiol, tout en persistant dans son opinion, s'incline devant la jurisprudence désormais établie.

Il considère que le législateur de 1892 et 1907, prête rétroactivement ses propres idées à celui de 1884; il ajoute que si le syndicat n'est pas encore juge, il est déjà gardien des règles du métier, et qu'il se rapproche ainsi de la corporation. « L'avenir seul apprendra si les syndicats, pris en masse, sont vraiment dignes du pouvoir redoutable qu'on leur accorde ».

Telle est la thèse la plus restrictive, la plus défavorable aux syndicats. Elle est étayée sur des arguments puissants, qui, toutefois, n'ont pas arrêté la plupart des auteurs.

Nous ne trouvons guère, dans le même sens, que M. Beauchet (2), qui, dans une note au Sirey, déclare qu'on a considéré à tort comme syndicales des actions qui sont nécessairement individuelles, parce que ce sont des individus qui ont souffert du préjudice dont on réclame réparation. Il ne voit d'autre solution possible que l'action conjointe, simultanée, de tous les intéressés.

La grande majorité des auteurs est, au contraire favorable à l'action syndicale, mais ils diffèrent sensiblement dans la manière de la justifier.

(1) D. P. 1903.2.25 et 1909.129. V. notes.

(2) SIREY, 1908.1.97. V. note.

Beaucoup restent attachés à ce que nous appellerons le droit individualiste, c'est-à-dire qu'ils n'admettent pas qu'il y ait un droit nouveau qui s'est imposé de lui-même : le droit des collectivités.

Ils considèrent que la collectivité peut toujours s'analyser en individus et que ses droits ne sont qu'un multiple de ceux de ces derniers. S'ils admettent l'action syndicale, c'est parce qu'ils la sentent nécessaire, mais ils recourent à une fiction pour la justifier : celle du mandat.

M. Wahl (1) et M. Roux (2) admettent ainsi que le syndicat peut réclamer la réparation du préjudice causé à ses membres, en vertu d'un mandat dégal, qu'ils tiendraient de la loi de 1884.

M. Wahl critique assez vivement la théorie de M. Planiol. Il dit que la solution qui donne le droit d'agir est « seule conforme à l'esprit de l'institution ». Il remarque que si la défense des intérêts professionnels rentre dans le rôle des syndicats, cette formule, sans restriction, doit comprendre la défense sous forme d'action en justice; que, d'autre part, une action unique est infiniment plus économique; qu'enfin, un ouvrier peut avoir beaucoup de difficultés à déboursier les frais d'une instance.

Et il dégage cette formule très heureuse : « les syndicats professionnels n'ont été autorisés que pour per-

(1) SIREY, 1896.1.329. V. note.

(2) SIREY, 1908.1.105. V. note.

mettre à ceux des intérêts particuliers qui sont des intérêts professionnels de se faire entendre ».

Seulement, pour ne pas déroger à la règle : « Nul ne plaide par Procureur », cet auteur admet que le syndicat est mandataire légal de ses membres; il critique la jurisprudence qui a prétendu que la personne morale souffre un préjudice, du moment que ses membres sont lésés. Le syndicat n'agit pas pour son compte personnel : « La situation du syndicat est celle d'un mandataire chargé par la victime d'un délit de réclamer les dommages-intérêts dûs à cette dernière. »

Et, en effet, la théorie du mandat légal, est assez séduisante : du moment, qu'antérieurement on admettait le mandat exprès donné par plusieurs individus lésés à l'un d'eux (1), n'est-il pas probable que la loi de 1884 a voulu précisément faire des syndicats les mandataires, les représentants légaux des intérêts collectifs syndiqués ?

C'est la théorie que soutient aussi M. Roux.

Pour lui, les syndicats n'invoquent que les droits individuels de leurs membres. Seulement ces droits sont renforcés par le fait de leur groupement, et ils peuvent plus facilement être produits en justice.

Il en résulte que les syndicats ne peuvent avoir le droit d'ester en justice, quand ce droit n'appartient pas individuellement aux intéressés. « Le droit indivi-

(1) M. Planiol admet que le syndicat puisse agir muni d'un mandat exprès, mais il se refuse à reconnaître qu'il soit pourvu d'un mandat légal ou implicite.

duel reste le *substratum* nécessaire de l'action intentée par le syndicat ».

En d'autres termes cela signifie que la collectivité ne se conçoit pas indépendamment des individus qui la composent, et qu'en dernière analyse ce sont eux qui souffrent un préjudice.

Il y a là une part de vérité que nous aurons à démêler quand nous rechercherons quelles est la nature de la personnalité morale du syndicat. Mais M. Roux en tire des conséquences singulières : il rappelle, et ce n'est pas tout à fait exact, qu'une des conditions de droit commun pour l'exercice de l'action civile, c'est « un droit né à l'observation de la loi violée (1) ». Or, selon lui, ce droit existe dans les professions réglementées ; elles jouissent d'un privilège dont la violation donne droit à des dommages-intérêts. Il n'existe pas dans les professions libres : ceux qui les exercent jouissent des inconvénients comme des avantages de cette liberté.

M. Garraud étudie la question d'une façon toute objective.

Selon lui (2), on ne peut poser un principe pour trancher le problème de savoir si une collectivité a qualité pour exercer « sous une forme condensée les actions éparpillées qui naissent en la personne des membres ou de quelques-uns des membres » de cette collectivité ; c'est une question de fait.

(1) Voyez plus haut, la discussion de cette idée.

(2) Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale, t. 1. Larose 1907, p. 258 et suiv.

M. Garraud prend pour exemple l'action intentée par un syndicat de médecins contre un individu coupable d'exercice illégal.

Dans une grande localité l'existence du dommage est incertain.

Dans une petite localité, au contraire, déclare-t-il, les conditions de la concurrence sont changées : le fait peut nuire aux médecins diplômés, leur enlever de la clientèle.

Seulement la loi de 1884 est venue à la fois simplifier et compliquer la question; l'art. 6 donne aux syndicats la droit d'ester en justice, mais il ne détermine pas quelles actions le syndicat peut porter en justice : pour les actions patrimoniales, il n'y a pas de difficulté ; — au contraire pour les actions qui intéressent la profession en général, il peut y avoir discussion.

Mais M. Garraud reconnaît la tendance de la jurisprudence à accepter ces actions, et il conclut à une distinction entre les associations formées pour la défense des intérêts communs (syndicats) et celles qui agissent dans un but désintéressé, dans l'intérêt général. D'après lui les syndicats seuls auraient, de par la loi de 1884, le droit de défendre l'intérêt collectif. Et l'éminent criminaliste ajoute : « En limitant leur action à la défense de leurs intérêts collectifs, la jurisprudence donne aux syndicats une arme nécessaire, dans un temps où le ministère public est impuissant à protéger les intérêts professionnels gravement atteints par la multiplication des fraudes de toute espèce ». Et encore : « Il faut donc saluer et encourager le déve-

loppement de cette accusation professionnelle et souhaiter que les syndicats aient la sagesse d'employer, à cette œuvre d'assainissement la force que leur donne la loi ».

M. Garraud reconnaît donc le droit des syndicats d'agir dans l'intérêt général professionnel. Il considère qu'ils ont ce droit, en vertu de la loi, tout simplement. Il ne s'appuie pas sur la théorie du mandat, sans doute parce qu'il estime qu'elle est inutile, et que la notion de *mandat légal* ne peut que compliquer la question. Il n'y a pas un mandat, il y a un droit.

Et il refuse l'action pour la défense des intérêts individuels.

C'est d'ailleurs l'opinion de la majorité des auteurs. Ils l'adoptent avec quelques variantes, qui souvent en changent considérablement le sens.

C'est, ainsi que nous l'avons montré, dans ce sens que la jurisprudence semble se décider. M. Chesney (1) en donne un tableau fort clair que nous reproduisons :

« En premier lieu, les syndicats professionnels peuvent ester en justice dans tous les cas où il est porté atteinte à leur personnalité juridique, à leur patrimoine corporatif, aux intérêts généraux de la profession qu'ils représentent, alors que les droits individuels ou collectifs de ses membres ou de quelques-uns d'entre eux ne sont lésés en aucune façon.

« En second lieu, l'action des syndicats est égale-

(1) Pandectes 1906.1.226. V. note.

ment recevable lorsqu'elle est justifiée, à la fois par la défense des intérêts généraux de la profession qu'ils représentent, des intérêts corporatifs, et par les intérêts particuliers de l'ensemble de leurs membres ou d'un certain nombre d'entre eux.

« En troisième lieu, les syndicats professionnels n'ont pas qualité pour soutenir devant les tribunaux les droits privés d'un ou de plusieurs de leurs membres ».

Nous retrouvons la même distinction dans une note de M. G. Commaille (1). Cet auteur pense que les conséquences des autres systèmes sont inacceptables; que, d'ailleurs, une intervention législative sur ce point est désirable.

Et tel est également le sens des remarquables conclusions de M. Romieu (2), commissaire du Gouvernement, devant le Conseil d'Etat.

M. Romieu précise ce qu'il entend par action syndicale et par action individuelle. Selon lui, pour que l'action ait le caractère *syndical*, il faut un *intérêt professionnel collectif*; il faut que les conclusions ne contiennent rien ayant un caractère purement individuel; il n'est pas nécessaire que le fait touche tous les membres de la corporation; il suffit qu'il puisse être considéré comme touchant la corporation dans son ensemble.

Pour que l'action ait un caractère *individuel*, il

(1) Pandectes, 1904.2.353, V. note.

(2) D. P. 1907.3.13, V. note.

faut qu'elle tende à obtenir un avantage indéterminé, une autorisation, une condamnation, au profit d'un membre du syndicat nominativement désigné.

Pour M. Romieu, l'action individuelles est donc celle qui tend à profiter directement et immédiatement à l'individu, et il en résulte que son opinion est très extensive. Car il est bien des auteurs, et bien des décisions de jurisprudence qui refusent comme individuelle, une action qui, d'après cet auteur, serait syndicale.

M. Romieu va chercher son critérium, dans le but que poursuit l'action, dans le résultat qu'elle recherche (1).

D'ailleurs, même en ce qui concerne les actions individuelles, il reconnaît que le syndicat doit pouvoir les exercer, mais alors comme mandataire. Le syndicat pourra être choisi par ses membres comme agent d'affaires, surtout s'il s'agit d'une difficulté qui touche aux intérêts professionnels, « ... n'est-il pas logique et légitime que des individus au lieu de confier la défense de leurs intérêts à des agents d'affaires, puissent en charger la personne civile qui a précisément pour mis-

(1) Nous retrouvons sensiblement la même théorie dans une brochure de M. Louis Crémieu (Paris, Larose, 1910, p. 27 et suiv.), intitulée « L'action civile exercée sous la forme collective dans la législation française actuelle ». L'auteur voit le critérium de recevabilité dans le caractère professionnel de l'action intentée. Il donne cette formule vraiment heureuse : « La capacité existe dans la mesure du but poursuivi, dans la mesure de l'affectation » (p. 45).

sion de s'occuper de ces mêmes intérêts à un point de vue collectif; et le syndicat professionnel n'est-il pas le meilleur des agents d'affaires pour les membres qui le composent ? »

D'ailleurs, dit M. Romieu, on pourra être large pour la justification de ce mandat et parfois le considérer comme implicite.

M. Escarra (1), reprenant cette thèse et l'approfondissant, a recherché un critérium précis auquel le juge pût se référer pour l'admission des actions.

Il croit le trouver dans une distinction entre le droit et l'intérêt, l'intérêt étant quelque chose d'extra-juridique pour ainsi dire, que la justice, à l'origine, ne connaît pas, mais qu'elle finit pourtant par protéger.

Or, du côté du Syndicat, on peut concevoir un droit syndical et un intérêt syndical, et du côté de l'individu, un droit individuel et un intérêt individuel.

« En résumant, dans une sorte de tableau synoptique le fonctionnement de ce critérium, on aboutit à la classification suivante : l'action syndicale est recevable quand elle est basée sur un *droit syndical*, un *intérêt syndical* ou un *intérêt individuel*; elle est irrecevable, quand elle est basée sur un *droit individuel* ».

C'est une formule assez proche, selon l'aveu même de l'auteur, de celle précitée de M. Chesney.

(1) Etude sur la Recevabilité des recours exercés par les syndicats et les groupements analogues, par J. Escarra. Thèse. Paris, 1907.

Si nous étudions le sens de cette distinction, il semble que M. Escarra appelle *droit*, ce qui touche à la défense du patrimoine soit syndical, soit individuel; qu'il appelle au contraire *intérêt* ce qui a un caractère moins patrimonial, et semble moins susceptible de subir l'emprise d'un *droit*.

D'autre part, M. Escarra remarque que les associations sont des groupements d'intérêts, bien plus que des groupements de droits, ce qui est incontestable si l'on prend ces mots dans le sens qu'il leur donne : « Que peut défendre la société protectrice des animaux, par exemple ? Que peut défendre le Club alpin ou tout autre association sportive ? Des intérêts et rien de plus ».

Et ce qui montre bien que la base de la distinction faite par l'auteur est bien le caractère plus ou moins patrimonial, c'est qu'il ajoute : « En réalité c'est surtout l'association qui est un faisceau d'intérêts communs, tandis que la société serait plutôt un ensemble de droit (1) ». Pourquoi ? Sinon parce que la société est un groupement de capitaux.

D'ailleurs, M. Escarra est partisan du développement de la recevabilité de l'action syndicale et il considère que le principal obstacle se trouve dans la règle qui lie la répression à l'indemnité, qui oblige à prouver un préjudice pour pouvoir collaborer à la poursuite

(1) Voyez pour plus amples développements : Escarra, op. cit., p. 86 et suiv., et 125 et suiv.

d'un délit. Pour lui, le préjudice moral devrait seul se trouver à la base de l'action, et les syndicats ne devraient réclamer qu'un minimum de dommages-intérêts correspondant à ce préjudice (1).

On pourrait même aller plus loin. Sans parler de la suppression du ministère public, « on pourrait admettre les associations à poursuivre elles-mêmes, directement, les crimes et les délits par l'action pénale proprement dite, aboutissant à une condamnation pénale et non à l'allocation de dommages-intérêts ».

Cette théorie a par certains côtés un caractère nettement social, c'est-à-dire qu'elle envisage le groupe, la collectivité indépendamment de l'individu, et tend à lui reconnaître des fonctions et des droits distincts.

Certains auteurs sont allés plus loin dans cette voie. Ils sont arrivés à considérer la personnalité du syndicat, comme une personnalité autre que celle des sociétés. Ils ont vu dans le syndicat un nouvel aspect de la corporation dans ce qu'elle avait d'indestructible, de nécessaire.

C'est ainsi que M. Voron (2) n'hésite pas à déclarer : « Le syndicat, *c'est la profession personnalisée*. Il a le droit de prendre en main la défense des intérêts professionnels et d'ester en justice pour cette défense ».

(1) Telle est bien aussi l'idée que semble adopter implicitement M. Garraud qui fait observer que, seule, une condamnation en réparation d'un préjudice moral peut intervenir au profit des associations.

(2) Voyez Revue Catholique des Institutions et du Droit, 1897, t. I, p. 332 et suiv., t. II, p. 42 et suiv.

Cette conception du syndicat qui serait *la profession*, comme la commune est *le territoire* est digne d'être remarquée.

L'auteur l'explique plus loin : « Il me semble qu'une évolution se produit : les premières sentences (ces lignes ont été écrites en 1897) tout imbuës d'individualisme se refusaient à admettre qu'un dommage pût être envisagé autrement que comme lésion d'un patrimoine privé. Peu à peu, sous l'influence de la résurrection de l'idée d'association, dont la loi de 1884 est un des symptômes, se développe ce concept, qu'en somme, il y a des droits dont un particulier est mal venu à se prévaloir, des lésions dont il lui est difficile de demander réparation, tandis que par la collectivité dont il fait partie, le droit devient plus évident, la réparation naturelle ».

Aussi, M. Voron s'efforce de combattre les objections que l'on a fait à l'action du syndicat.

D'abord la règle : « Nul en France ne plaide par procureur ». — C'est une règle « surannée », qui, d'ailleurs, « n'empêche pas une personne de confier son procès à un mandataire chargé de diriger et de suivre l'instance, ni plusieurs personnes de se faire représenter par le même mandataire ».

Au surplus, cette règle n'est pas d'ordre public, elle peut être écartée par les conventions, à plus forte raison par la loi. N'est-ce pas ce qu'à voulu faire la loi de 1884 en leur confiant « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles ? » Et si on écarte la règle « Nul en France »,

on peut admettre que le mandataire peut tout aussi bien agir en son nom que le mandant.

Mais reste une seconde objection : la profession éprouve-t-elle un préjudice ? Pour M. Voron, il y a des lésions qui atteignent une profession bien plus nettement que les individus qui la composent : ainsi la déconsidération qui résulte de faits de fraude.

On invoque aussi l'incertitude du dommage et l'impossibilité d'en arbitrer mathématiquement la réparation. Mais dans nombre d'actions le dommage est difficile à évaluer. D'ailleurs la Cour de cassation a depuis longtemps décidé solennellement, que la difficulté d'apprécier le préjudice ne devait jamais être une raison pour en refuser la réparation.

Il est faux, d'autre part, que le syndicat n'ait qu'un rôle économique : la défense des intérêts généraux comporte la défense en justice. Et les intérêts communs peuvent subir des lésions communes : on le reconnaîtra à ce signe qu'un simple particulier ne sera pas qualifié pour agir, ses droits étant trop incertains ou trop minimes.

La réparation que demande le syndicat est donc celle du préjudice souffert par *la profession*. Il est juste qu'on la lui accorde ; il est probable qu'il en usera toujours pour le plus grand bien de tous.

C'est ce que nous appelons la conception sociale : celle qui admet le droit du groupe en tant que groupe, qui ne le décompose pas nécessairement et toujours en individus, qui seuls auraient des droits et seuls pourraient agir.

Nous retrouvons une conclusion analogue dans une note de M. Capitant (1). On a soutenu, dit-il, « que les actes dommageables ne causent de préjudice qu'aux individus et non au syndicat qui, lui, n'est pas atteint dans son patrimoine, dans ses intérêts propres de personne morale. Mais la jurisprudence a très bien compris que, si le syndicat ne subit pas un dommage matériel, il a néanmoins le droit d'agir, parce que ces actes menaient *la profession elle-même* (2), c'est-à-dire, les intérêts communs de ses adhérents ».

C'est qu'en effet la profession est autre chose que la somme des syndiqués; elle les dépasse dans le temps et dans le droit. Il y a des droits, comme il y a des dommages qui lui sont spéciaux. Il n'est pas étonnant qu'on soit gêné pour lui appliquer les règles du droit individuel : ces règles ne sont pas faites pour elle.

M. Ambroise Colin (3) remarque qu'il s'agit, en somme, d'un droit collectif : ce sont les conflits des *intérêts* et des *classes économiques* : « Ce sont (le droit individuel et celui-là) deux législations, deux ordres d'idées qui se développent sur des *plans différents*. L'une de ces législations, celle qui a trait au *droit collectif*, est née d'hier. Nos tribunaux n'ont pas encore eu le temps de se pénétrer des conceptions toutes particulières qui la dominent et l'éclairent. C'est toujours

(1) D. P. 1909.2.33.

(2) Ces mots sont soulignés par nous.

(3) D. P. 1907.1.371. V. note.

pour eux une source d'erreurs et de malentendus, que d'aller chercher dans le droit commun, c'est-à-dire, dans le *droit civil individuel*, la solution des difficultés auxquelles donne lieu ce droit collectif ».

Et M. Larnaude (1) explique la même idée : « Vraiment, on s'est fait jusqu'à ces dernières années, en France, de l'association, du groupe, une idée singulière. Parcourez la plupart des dissertations juridiques écrites sur l'association, sur les personnes morales : on ne les envisage que sous le point de vue du droit privé. On ne parle que de leur droit d'être propriétaires ou créanciers, en redoutant, d'ailleurs, surtout pour une certaine catégorie de biens, l'extension de leur patrimoine. Cette idée, que je crois absolument fausse, me paraît venir de ce que la doctrine prend toujours comme point de départ l'individualisme simpliste qui est d'ailleurs à la base de notre droit. On assimile l'association à l'individu, sans vouloir lui en donner d'ailleurs tous les droits, mais surtout sans songer que l'association peut avoir et exercer des droits qui n'appartiennent pas à l'individu : c'est là qu'est l'erreur : l'association, s'entend l'association sans but lucratif est autre chose que la simple juxtaposition des droits qui peuvent appartenir aux individus qui la composent, de même que l'Etat a des droits et des obligations, autres que ceux qui appartiennent aux individus qui le forment. Ce n'est pas de l'individu qu'il faut

(1) Cité dans Lorin, op. cit., p. 81.

rapprocher l'association, mais bien plutôt de l'Etat avec lequel elle offre de frappantes similitudes. Ce n'est pas seulement sur le terrain du droit privé qu'il faut transporter l'association, mais bien sur le terrain du droit public et c'est là qu'il ne faut pas craindre d'envisager le rôle considérable qu'elle peut être appelée à jouer ».

Il est donc possible, comme le disent M. Larnaude et M. Colin, que l'on ait fait fausse route en allant chercher la solution du problème dans le droit privé individuel. Il s'agit sans doute d'une législation, d'un ordre d'idées qui se meut sur un autre plan, celui du droit collectif.

M. Sauzet (1), dans un article singulièrement progressif pour l'époque où il fut écrit, croit qu'il faut résolument se transporter dans le domaine du droit public, et, pour s'expliquer, il oppose les syndicats, comme personnes morales publiques, aux associations de capitaux qui sont des personnes morales privées.

Pour les personnes morales privées, la personnalité ne fait que voiler les droits des associés : ces droits ne sont que pour un temps considérés comme reposant sur la tête de la personne morale ; à la dissolution, les droits individuels réapparaissent.

Mais il y a d'autres personnes morales « où la fiction est autrement puissante : nous voulons dire qu'elle est poussée si loin qu'il y a presque une per-

(1) Revue Critique, 1888, p. 337.

sonne réelle dans l'être fictif; son existence absorbe les droits des individus associés; elle fait plus que les voiler, elle les anéantit. Sa dissolution peut survenir encore, elle supprimera bien la personnalité civile, mais elle ne réveillera pas les droits individuels morts sans espoir de résurrection. Le fond social ne deviendra pas la co-propriété des associés; pas plus après qu'avant la dissolution, ils n'y ont droit. La personnalité civile n'était plus ici un déguisement, le masque des droits individuels, qui se montrent quand le masque tombe; le but poursuivi demandait qu'elle fût plus, et elle était plus que cela; le patrimoine accumulé reposait réellement sur la tête de l'être fictif. Quand il n'y a plus d'être fictif, le patrimoine est sans maître...»

M. Sauzet fait nettement ressortir toute la différence qu'il y a entre la personnalité morale du syndicat, et celle d'une société commerciale quelconque. Il y voit une personnalité plus haute, plus accentuée : une personnalité que la pauvreté de notre langue juridique fait appeler du même nom, mais qui s'en distingue essentiellement.

Et si nous nous trouvons en face de situations juridiques nouvelles, manifestement en désaccord avec les règles et les cadres de notre vieux droit civil, pourquoi y aller chercher des explications forcément boiteuses ?

C'est ainsi que M. Duthoit (1) critique l'idée de

(1) V. Semaine Sociale de France. Cours de doctrine et de pratique sociale, VI^e session. Bordeaux 1909. Comptendu, p. 220 et suiv.

mandat implicite, émise par M. Romieu : « Mais si l'on admet que le mandat peut être implicite, ne reconnaît-on pas, par le fait même, que le syndicat est qualifié, en vertu de sa seule institution, et sans délégation de ses membres, pour défendre leurs intérêts collectifs, même quand les intérêts privés de quelques-uns ou de tous sont lésés ? Quelle est l'utilité de ce soi-disant mandat, qui n'est plus qu'une fiction ? De même que le syndicat n'a pas à invoquer un mandat de ce genre pour passer un contrat collectif et en poursuivre l'exécution, de même il ne devrait pas avoir à justifier d'un mandat, même tacite, pour défendre ses membres contre le dommage collectif que leur cause la violation des lois sur le travail. Il est qualifié pour le faire par sa seule existence. »

Quant à la question du préjudice dont il faut justifier, pourquoi ne pas admettre qu'il y a un préjudice collectif, ou mieux, syndical, comme il y a un préjudice individuel ?

Et, d'autre part, si l'on considère leur but, on voit que certaines associations sont atteintes personnellement par des infractions dans ce but direct et exprès.

M. Lorin (1) remarque que l'individu subit un préjudice, si c'est à son encontre que l'infraction a été commise ; mais qu'il y a toujours un dommage moral causé à l'ensemble des individus qui « ont un commun intérêt à la répression de cette infraction, répression

(1) V. Lorin, op. cit., p. 36 et suiv.

préventive des infractions semblables. En dehors des préjudices individuels dont les victimes peuvent demander la réparation, il y a d'autres préjudices d'un caractère différent qui portent sur *tous les salariés*. Par suite de la solidarité qui les unit,, toute infraction aux lois qui les protègent entraîne des répercussions et fait exemple. Il en résulte donc, tout au moins, un risque dont l'importance grandit avec la lenteur et l'incertitude de la répression : c'est le risque que, d'une part, les infractions se renouvelant et se multipliant, leurs conséquences se manifestent et que, les prescriptions légales devenant lettre morte, les abus que la loi avait pour objet d'empêcher reparassent ; c'est d'autre part, que la protection légale tombe en complet discrédit ».

Dans le même sens, M. Raoul Jay (1) soutient que les syndicats ont un intérêt moral à intervenir, et que, dès maintenant, cela doit suffire. Mais il ajoute qu'il n'y a pas seulement un intérêt moral en jeu : « Un syndicat intervient contre un patron qui, au mépris de la loi de 1900, impose à ses ouvriers une durée de travail supérieure à dix heures. Croyez-vous véritablement qu'il n'y ait à son action qu'un intérêt moral ? J'y aperçois, moi, un intérêt matériel, le plus direct, le plus considérable des intérêts matériels. Le mauvais exemple est contagieux, et aucun mauvais exemple n'est plus contagieux que celui des infractions à la législation protectrice des travailleurs. Il est certain que

(1) V. Lorin, op. cit., p. 106.

la loi violée par un industriel sera plus facilement violée par son voisin, et que, violée par deux ou trois, elle risquerait de n'être, très vite, plus du tout appliquée ».

M. Jay voit donc un double intérêt, à la fois moral et matériel, à la base de l'action syndicale. N'est-ce véritablement qu'un intérêt ? Evidemment non, et M. Jay ne peut pas avoir eu cette idée. A la vérité, il y a un droit, un droit qui, dans l'espèce choisie, est le droit à l'exercice normal et régulier de la profession. Seulement, pour déduire ce droit en justice, il faut justifier d'un intérêt.

Ce que M. Jay fait ressortir, c'est le dommage qui résulte de la solidarité professionnelle : or, c'est précisément cette solidarité qui semble être le fondement du droit collectif.

M. Rouast (1), dans un domaine voisin du nôtre, celui du contrat collectif, fait remarquer que si une collectivité peut faire figure dans la vie juridique, ce ne peut pas être en vertu d'un intérêt commun et collectif. C'est là une notion trop vague. « A un droit il faut opposer un droit et non un simple intérêt : au droit de l'individu, il faut opposer le droit de la collectivité. Or, ce droit, dans notre état social, ne peut encore reposer que sur une nécessité... » Cette nécessité, c'est

(1) Essai sur la notion juridique de contrat collectif dans le droit des obligations, par André Rouast. Thèse, Lyon, 1909, p. 88 et suiv.

la nécessité solidaire. C'est la solidarité, l'état de fait qui règne à l'intérieur de toute société, et peut-être plus spécialement à l'intérieur de cette société nécessaire qu'est la société professionnelle : « l'état de fait nécessaire comporte un état de droit concomitant : la condition de l'activité humaine impose des règles à cette activité, l'existence primaire d'une solidarité collective crée le droit collectif. »

*
* *

On peut conclure de cet examen de la doctrine que les auteurs admettent tous l'action en justice du syndicat dans l'intérêt professionnel. M. Planiol, qui avait été le plus ardent et le plus éminent adversaire de cette idée, s'incline devant le fait accompli de la jurisprudence.

Toutefois, une barrière subsiste, barrière qui n'est pas toujours facile à discerner, entre les auteurs qui s'appuient, pour admettre l'action, sur le droit positif actuel, sur le droit individuel, et ceux qui voient là un phénomène nouveau de la vie collective, une des premières manifestations du droit collectif. Il est possible, d'ailleurs, que souvent cette divergence de vues soit plus apparente que réelle, en ce sens que la plupart considèrent que le droit individuel est seul codifié, que seul, à l'heure actuelle, il peut être invoqué en justice, et qu'il faut donc tâcher d'accommoder un état de choses nouveau à un ordre de choses ancien.

CHAPITRE VI

Essai sur la recevabilité de l'action syndicale

I. — LA PERSONNALITÉ MORALE DU SYNDICAT

La notion de personnalité morale se trouve à la base de toute la discussion qu'a soulevée la recevabilité de l'action syndicale, et il semble bien qu'elle soit le point essentiel du débat.

Si l'on n'a pas discuté que le syndicat fût doué de la personnalité morale, en revanche, on ne s'est guère entendu sur la nature de cette personnalité et ses attributs.

Quand se créèrent les sociétés de capitaux, les premières qui purent forcer la consigne de la loi Chapelier, on sentit le besoin d'expliquer les actes de leur vie juridique. Pour cela on imagina de les considérer comme des personnes, on leur donna la personnalité. Comme elles étaient douées d'un patrimoine, comme ce patrimoine était même la seule raison d'être, la fiction était

commode. Sous une étiquette quelconque, on groupait des capitaux, qui, par la suite, étaient censés appartenir à la société. La société était *comme une personne*.

Quand les syndicats furent fondés, on y vit des sociétés comme les autres. On ne prit pas garde qu'ils en différaient étrangement.

De bonne foi on leur donna la personnalité civile pour défendre, sans doute, leur patrimoine. Mais en même temps on leur interdisait, ou à peu près, de posséder.

D'autre part, comme on ne savait pas bien de quel côté se tournerait leur activité; comme leur caractère était nettement et uniquement professionnel, on leur donna le droit de défendre les intérêts économiques de leur profession, industrielle, commerciale ou agricole.

Or il se trouva, qu'une des premières manifestations de cette défense professionnelle, fut la défense normale dans une société civilisée, la défense en justice.

Et les jurisconsultes, qui comprenaient fort bien que des capitaux groupés pussent ester en justice, étaient désorientés en face de l'action collective d'intérêts extra-patrimoniaux.

Nous croyons que c'est cette confusion qui a créé tout le débat.

Le syndicat a la personnalité morale, mais c'est une personnalité morale toute différente de celle des sociétés de capitaux.

Si la société est une réunion de capitaux, le syndicat est une réunion d'individus de la même profes-

sion, c'est-à-dire d'intérêts professionnels ; ceci est reconnu de tous. Seulement il ne faut pas oublier que c'est là son caractère principal, sa raison d'être. Le petit patrimoine qu'il peut avoir n'a aucune importance ; il peut fort bien n'en pas avoir ; il faut considérer que l'intérêt professionnel tient chez lui la place que tient le capital dans les sociétés commerciales.

Déjà, à l'aide de cette fiction, on expliquerait fort bien l'action en justice : Pourquoi ne mettrait-on pas en commun autre chose que son argent ? Et pourquoi ne pourrait-on défendre en justice ces choses mises en commun. La société anonyme défend son capital ; pourquoi le syndicat ne pourrait-il défendre le sien : l'intérêt professionnel ? Le capital n'est pas la limite du droit, et nos Codes le reconnaissent bien. Ils le reconnaissent si bien que les droits extra-patrimoniaux sont plus protégés que les autres, qu'ils sont, en général, d'ordre public, et que souvent l'atteinte à ces droits est une infraction. L'Etat intervient en son propre nom pour les faire respecter et pour punir ; l'individu a l'action civile pour demander la réparation qui lui est due.

Ce qui est véritablement nouveau, c'est de permettre à ces intérêts de se grouper. Mais quand on leur en a reconnu le droit, il n'y a pas de raison de vouloir leur laisser l'action stérile des pétitions, des réunions, des bavardages et des grèves, et de vouloir leur interdire l'action en justice.

Mais on ne peut pas pousser plus loin l'assimilation, car le syndicat n'est pas la somme des intérêts

syndiqués, comme la société est la somme des capitaux qu'elle réunit.

Le syndicat est quelque chose de plus : ce n'est pas seulement un être fictif qui masque pour un temps les intérêts individuels, c'est une œuvre qui dépasse ses collaborateurs et les domine.

Ici, « la fiction est poussée si loin qu'il y a presque une personne réelle dans l'être fictif » (1).

Nous ne sommes plus dans le domaine du droit privé individuel, nous sommes peut-être dans celui du droit public, ou plutôt du droit collectif.

Et si l'on veut pousser l'analyse : le syndicat ressemble sur plus d'un point aux personnes du droit public, la commune et l'Etat : ces dernières sont la personnification des individus groupés sur un territoire ; ils défendent les intérêts (individuels) inhérents à cette situation. Ils sont quelque chose de plus que la somme des citoyens qui les composent. Ils représentent un passé, une histoire, un honneur communs ; ils représentent aussi les intérêts de l'avenir. Ils représentent des individus qui passent, sans cesse, remplacés par d'autres, dans un cadre immuable : « Le syndicat, dit M. Duthoit (2), représente un effort souvent ingrat et à lointaine échéance, vers plus de justice et de bien-être social. Ceux qui font cet effort, au prix peut-être

(1) Voyez Sauzet, cité plus haut.

(2) Duthoit, *op. cit.*, p. 277.

de grands sacrifices individuels, n'ont nullement l'assurance d'en obtenir eux-mêmes un bénéfice propre ».

Est-il donc bien étonnant que le syndicat agisse en justice dans l'intérêt général de la profession ?

En dehors de toute législation, son droit a le même fondement que celui de l'Etat.

L'Etat est une société plus vaste, qui englobe les autres, et, de ce fait, il veille à la sécurité de tous et punit les délits.

L'Etat est une société antérieure à la société professionnelle, parce que le groupement territorial est le seul nécessaire dans une société primitive.

Maintenant qu'on voit un grand nombre d'individus de la même profession réunis sur le même point du territoire, la société professionnelle devient tout aussi nécessaire. C'est un groupement qui ne représente plus la lutte à mains armées contre l'étranger envahisseur, mais la forme moderne de défense que nécessite la lutte de classes.

Il semble même que l'Etat et le syndicat soient guidés par le même intérêt; ce qu'il y a de dangereux pour eux c'est la reproduction, la répétition du délit, et le but de leur répression est d'empêcher cette reproduction, qui, d'un côté, attenterait à l'ordre public, et de l'autre, empêcherait d'exercer la profession. Pour eux, le danger est bien plus dans la menace sociale de pareilles infractions que dans l'infraction elle-même.

On ne trouve pas étonnant que l'Etat poursuive parallèlement à l'individu. Qu'est-ce que l'action du syndicat a de plus révolutionnaire ?

Dans les cas qui nous occupent, les infractions nuisent à la fois à l'Etat, au syndicat et à l'individu. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que ces trois personnes juridiques agissent simultanément ?

C'est ici que l'on aperçoit que l'idée de personnalité morale a été funeste au syndicat.

A vrai dire, même, c'est plutôt le mot que la chose.

Seulement, à force de parler de *personnes* morales, on est arrivé à considérer que les collectivités étaient des personnes avec les droits et les attributs des personnes physiques seulement (1). Or, rien n'est moins exact. Dans son action la collectivité syndicale ne peut être comparée à une personne. On ne peut dire : il y a déjà une personne qui agit, à quoi bon en faire agir une autre ? Il ne s'agit pas d'une autre personne, ni même d'une personne quelconque. Ce mot n'est qu'une expression commode qu'il ne faut pas prendre au pied de la lettre. C'est une *collectivité* qui représente une certaine *unité* de besoins et d'aspirations, mais qui ne s'accrole pas à l'individu, qui s'y superpose, dans le même sens que l'Etat, — les collectivités ont des droits, en tant que collectivité ; elles représentent quelque chose qui n'est pas dans l'individu ; que ce soient la Patrie ou la Profession, elles sont susceptibles d'avoir

(1) Cf. Escarra. op. cit., : « En effet, en faisant de ces collectivités des êtres de raison, on s'habitue à ne leur donner le droit d'agir que dans les limites où des particuliers agiraient eux-mêmes, c'est-à-dire pour la défense de leur personne et de leur patrimoine, »

des mobiles plus désintéressés que les particuliers; elles peuvent agir pour autre chose que la défense de leur patrimoine; elles ont aussi une autorité et une force plus grandes.

Ici on n'est plus dans la domaine du droit civil, privé, individuel.

Et ce qui le montre, *a contrario*, c'est qu'on rentre dans ce domaine s'il s'agit du patrimoine de ces *personnes morales*; ici, le mot est exact, elles peuvent plaider comme des personnes, elles invoquent le droit commun du patrimoine.

II. — LA CAPACITÉ DU SYNDICAT. LIMITES DU DROIT D'ACTION EN JUSTICE

Si l'on se place sur le terrain que nous avons essayé de délimiter, on voit qu'une des premières et des principales objections que l'on pose à l'action syndicale, la règle : « Nul ne plaide par Procureur », n'existe plus, car le syndicat ne plaide pas pour ses membres; il plaide pour lui-même.

Mais ici encore, il s'agit de ne pas se laisser entraîner par l'idée de personnalité et l'habitude qu'on a d'y recourir; si la collectivité syndicale a des droits qui ne sont pas la somme de ceux des syndiqués, si elle a des droits qui semblent même ne leur appartenir aucunement, tel que l'honneur professionnel, elle comprend néanmoins les droits des individus en tant qu'exerçant une profession. L'action syndicale est donc une manifestation du droit collectif : c'est l'exercice du droit

d'une collectivité, qui semble suffisamment justifié par la loi de 1884, elle-même.

Nous ne pouvons admettre, comme M. Planiol, que « la défense des intérêts économiques industriels, commerciaux ou agricoles » puisse consister simplement à « *solliciter* » des mesures nouvelles, des facilités de transport, etc.; il nous semble que ces « missions pour lesquelles les particuliers sont mal préparés », sont tout aussi bien à la portée des individus que l'action en justice. La loi n'a pas fait de distinction, et, encore une fois, la *défense en justice* est le mode normal de défense d'un droit. Il n'y a pas de distinction à faire entre le rôle économique et rôle juridique des syndicats. L'action en justice est bien une manifestation économique.

Nous dirons donc, avec plusieurs auteurs (1), que cette règle « *surannée* » que « Nul en France ne plaide par procureur », règle qu'on ne retrouve nulle part dans nos Codes, ne signifie plus grand'chose (2), puisqu'en réalité on est littéralement obligé de plaider par procureur.

Au surplus, elle peut être écartée par les conventions, à plus forte raison par la loi. Comment soutenir que la loi de 1884 ne l'écarte pas implicitement, alors

(1) M. Voron, M. Jay, M. Escarra, etc. Voyez les ouvrages cités.

(2) M. Raoul Jay, dans une discussion à l'association pour la protection légale des travailleurs, déclarait *qu'elle n'a pas de sens*, V. Lorin, op. cit., p. 142.

qu'elle n'a plus de raison d'être, qu'elle est en désaccord avec l'esprit même de l'institution et de tout le mouvement associationiste contemporain.

Enfin, nous croyons qu'il n'est pas besoin de s'en préoccuper, puisque le syndicat ne plaide par par procureur : c'est une collectivité organisée qui fait valoir ses droits selon la tendance que l'on a, de nos jours, à se réunir et à agir collectivement. Ses droits sont à la fois ceux des syndiqués et ceux de la collectivité, lesquels sont quelque chose de supérieur et de différent (1).

C'est, pour nous, la seule manière d'expliquer comment il se fait que la collectivité réclame la réparation d'un dommage qui, en définitive, est souffert par l'individu : elle le fait sien.

Le syndicat comprend les intérêts professionnels d'un certain nombre d'ouvriers, de paysans, de commerçants. Il est composé de cela, il est *l'intérêt professionnel* tout court ou mieux, *la profession*.

Et ceci nous aide à trouver la formule de recevabilité de l'action syndicale.

(1) C'est pour la même raison que nous repoussons la théorie du mandat légal ou implicite, qui n'était faite que pour tourner la règle « Nul ne plaide par Procureur ». L'idée de mandat ne peut expliquer les rapports de la collectivité à l'individu, du syndicat au syndiqué. Elle fait appel à la notion de personnalité qui ne peut s'appliquer au syndicat ; il s'agit d'une collectivité d'intérêts professionnels. Il n'y a qu'à relire les textes du Code civil ayant trait au mandat, pour se convaincre qu'il est impossible d'adapter ces textes à la situation du syndicat.

L'action du syndicat devra être admise :

1° Pour la défense du patrimoine syndical; ceci n'est discuté par personne.

2° Pour la défense de l'intérêt professionnel.

Mais ce second point doit être défini avec plus d'exactitude : il découle logiquement de nos explications que l'intérêt professionnel est lésé chaque fois qu'un (1) ou plusieurs individus sont lésés dans l'exercice de leur profession.

La collectivité est lésée parce que cet intérêt ou ces intérêts, qui peuvent aussi être considérés individuellement font partie intégrante d'elle-même, et de plus, elle a un intérêt, qui lui est spécial, celui d'empêcher les faits lésionnaires de se reproduire.

La solidarité professionnelle, fait que la lésion d'un seul atteint tous les syndiqués.

« La moindre infraction, dit M. Lorin (2), en même temps qu'elle cause une injustice à ceux à l'encontre de qui elle est commise, constitue un *dol moral* à l'égard de tous les salariés, par la répercussion qu'elle provoque, par les imitations qu'elle suscite, elle est une menace de caducité pour l'ensemble de la législation protectrice des travailleurs. Mais, entre les ressortissants d'une même catégorie professionnelle, le dommage moral qui résulte d'une telle infraction a une

(1) Nous renfermons donc dans l'intérêt professionnel ce que la jurisprudence et les auteurs appellent souvent : intérêt individuel.

(2) V. Lorin, p. 84.

gravité spéciale et est susceptible d'avoir des *retentissements d'ordre matériel* ».

Les conditions du travail ne sont pas spéciales à l'individu : elles s'appliquent à tous ceux qui exercent la même profession ; tout acte qui peut améliorer ou rendre plus mauvaises ces conditions a une répercussion sur toute la catégorie professionnelle. C'est en ceci que consistent la vie collective et le droit qui en découle.

Ce dernier a été créé ou plutôt reconnu, en ce qui concerne le syndicat, par la loi de 1884 elle-même ; du moment qu'elle permettait aux syndicats de se constituer librement, elle devait leur ouvrir cette voie normale de la vie juridique qui est l'action en justice.

Il n'est pas plus étonnant de voir le syndicat agir ainsi que de le voir faire une pétition ou traiter avec un patron.

Ce qui est nouveau, c'est son existence même, ce ne sont pas les manifestations diverses de sa vie.

Et, d'ailleurs, ce point de vue a été ratifié et clairement défini par les lois spéciales qui de 1892 à 1908 ont donné aux syndicats le droit de se porter partie civile.

III. — CONDITIONS DE RECEVABILITÉ

a) *Le préjudice*

Pour agir devant les juridictions répressives, il faudra toutefois que les syndicats prouvent, selon le droit

commun, qu'ils ont subi un préjudice. C'est une vieille règle de notre procédure criminelle, une règle qui date sans doute du temps où le droit d'accusation fut retiré aux citoyens, qu'il est nécessaire, pour participer à la répression d'une infraction, de prouver qu'elle vous a causé un dommage et d'en demander réparation.

Cette règle qui, dans notre droit, lie nécessairement la répression à l'indemnité, a été critiquée (2).

Le besoin d'une nouvelle réglementation, qui mette notre procédure criminelle mieux en harmonie avec les besoins des collectivités, se fait peut-être sentir.

Ici l'on aboutit, n'ayant pas de vieux textes, à assimiler, au point de vue du droit de la répression, les individus et les collectivités. Or il semble que ces dernières pourraient rendre, surtout dans le domaine des infractions aux lois de réglementation de la profession, d'éminents services. En notre temps, le ministère public est débordé; manifestement il ne peut être renseigné par ses propres moyens d'investigation; si les syndicats n'étaient pas gênés par cette question d'indemnité, souvent difficile et douteuse, souvent repoussée par les tribunaux, ils pourraient avoir une action fort efficace.

Nous avons vu que les tribunaux déboutaient les syndicats, non parce qu'ils ne reconnaissaient pas leurs droits, mais parce qu'ils estimaient qu'ils n'avaient subi aucun préjudice. Quelque discutable que soit cette conception, c'est un fait que la nécessité

(1) Voyez notamment Escarra, op. cit., p. 33.

de demander une indemnité a enrayé l'action bienfaisante du syndicat. Souvent il s'agit d'un dommage moral, qu'on estime « trop vague et trop général », et le syndicat est débouté.

Nous aurons à examiner rapidement quel pourrait être à ce sujet le rôle des associations professionnelles.

Mais, pour revenir au droit positif actuel, puisque la nécessité de prouver un préjudice subsiste, deux questions se posent.

1° Quel préjudice peut servir de base à l'action civile ?

2° Est-il toujours nécessaire d'apporter la preuve du préjudice ?

1° Sur le premier point, nous répondrons, selon le droit commun, que tout préjudice matériel ou moral, si petit ou si difficile à évaluer soit-il permet d'admettre l'intervention syndicale.

Mais il est bien évident que c'est là une question de fait, et qu'un tribunal hostile à l'intervention peut toujours déclarer qu'il n'y a pas préjudice.

Toutefois, il est à remarquer que l'existence du préjudice n'est pas, à notre avis, une question de fait, dans le sens qu'indique M. Garraud. Aussi il importe peu que l'infraction soit commise dans une petite ou dans une grande localité. Si c'est dans une grande localité, chaque individu sera personnellement moins lésé, parce que la lésion sera plus divisée, mais la profession, représentée par le syndicat le sera tout autant. L'avantage de l'action collective est précisément de rendre le dommage plus perceptible et moins discutable.

D'autre part nous croyons que c'est partir d'un principe erroné que de vouloir prendre comme critérium de recevabilité, ainsi que le fait M. Escarra, une distinction entre le droit et l'intérêt.

Tout intérêt qu'on peut invoquer en justice est un droit. On a droit à ne pas être lésé, à ne pas subir de préjudice du fait d'une infraction, tout aussi bien qu'à faire ce que l'on veut sur un terrain dont on est propriétaire.

Seul un droit peut donner la capacité d'ester en justice; un intérêt quel qu'il soit, professionnel, général ou industriel est insuffisant (1).

On le voit facilement si l'on se place en dehors du domaine pénal. Si le fait qui nuit à l'individu ou à la profession est accompli en vertu d'un droit, on peut avoir un intérêt à ce qu'il ne se reproduise pas, mais, le fait étant licite, on n'a pas un droit; la lésion de l'intérêt ne justifie pas une réparation. Tels sont les cas de concurrence licite, par exemple : un médecin dûment diplômé fait concurrence à ses confrères et leur prend leur clientèle, etc.

En principe les droits individuels se limitent réciproquement. Toute la loi, pénale ou non, donne à tous les citoyens un droit à l'observation de ses prescriptions; seulement ce droit ne suffit pas pour qu'on puisse

(1) V. dans ce sens, Crémieu, op. cit., p. 20 : « Les droits sont les intérêts juridiquement protégés » et Thering : *Esprit du droit romain*, trad. Meulenaere, t. IV, p. 323.

poursuivre en justice les faits d'inobservation. Il faut avoir à cela un intérêt : et l'on prouve son intérêt en montrant le préjudice qu'on a subi. Pour agir en justice, il faut donc un droit et un intérêt, un intérêt à faire respecter un droit.

Et, dès lors, nous ne comprenons plus la distinction de M. Escarra.

2° Cette seconde question est plus délicate, elle s'est posée, à la suite des lois de 1892, de 1906, 1907 1908 (1). A première vue elle peut sembler étrange; il paraît nécessaire, dans une action en dommages-intérêts, de prouver l'existence du dommage.

Il faut remarquer d'abord qu'elle ne se pose que pour l'intervention des syndicats de médecins et pharmaciens en matière d'exercice illégal, et pour les syndicats agricoles ou commerciaux intéressés à la répression des fraudes punies par les lois de 1906, 1907 et 1908; et il s'agit de savoir quel est le sens de ces lois, et ce qu'elles ont voulu dire précisément en donnant aux syndicats agricoles le droit d'agir en justice.

Puisque le droit commun de la loi de 1884 donne le droit d'agir, le législateur de 1906, 1907 et 1908, dont la préoccupation avouée était de mettre ce droit au-dessus de toute discussion, n'a-t-il pas voulu dispenser en matière de fraude et d'exercice illégal le syndicat intéressé de prouver le préjudice.

Comme le fait remarquer M. Toubreau, s'il n'en est

(1) Voyez la discussion très approfondie de cette question dans Toubreau, *op. cit.*, p. 35 et suiv.

pas ainsi, l'action syndicale pourra être écartée pour deux motifs :

1° Le fait incriminé, dans les conditions où il s'est produit, n'a pas causé un préjudice direct aux intérêts généraux de la profession.

2° Ou bien tout en préjudiciant aux intérêts généraux, il n'a pas préjudicié, en fait, au syndicat demandeur.

Il est bien certain que ce serait créer pour les syndicats professionnels une situation tout à fait anormale, que de les dispenser de prouver que l'infraction a nui aux intérêts généraux qu'ils représentent, et on a fait remarquer que ce serait créer à leur profit une véritable amende supplémentaire et obligatoire dont le montant seul serait à déterminer; que, d'autre part, comme rien n'empêcherait de nombreux syndicats de se porter partie civile dans la même affaire, le tribunal se verrait contraint d'infliger au condamné, sous forme de dommages et intérêts, des amendes multiples et arbitraires, dont le total serait hors de proportion avec la gravité de l'infraction commise.

C'est un des arguments invoqués par l'arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1907 pour repousser l'action du syndicat national de défense de la viticulture française.

Mais s'il est discutable qu'un syndicat soit dispensé dans son intervention de prouver que l'infraction a nui aux intérêts professionnels; il semble qu'il y a contradiction à déclarer qu'une infraction lésant les intérêts d'une profession, ne nuise pas par le fait même aux syndicats intéressés.

C'est d'ailleurs le sens de l'arrêt de la Cour de cassation, du 27 juillet 1907.

Ce second point paraît donc devoir être définitivement écarté.

Sur le premier point, l'affirmative a été soutenue (1), et nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer qu'elle avait nos préférences, et pour quelles raisons.

Nous avons montré, par l'étude des travaux préparatoires, que le but des lois nouvelles sur la fraude était de faire cesser les incertitudes de la jurisprudence, et de mettre le droit des syndicats au-dessus de toute discussion.

Nous croyons que les lois de 1892, de 1906, 1907 et 1908, signifient forcément que les fraudes sur les vins nuisent aux syndicats viticoles, comme l'exercice illégal de la médecine aux syndicats de médecins, etc. que par cela seul que la fraude est prouvée, l'action du syndicat est recevable.

Le pouvoir d'appréciation que conserve le juge est celui de savoir, si tel syndicat est bien de la profession lésée par l'infraction. De plus il évalue le montant du préjudice.

Mais il est bien certain que ceci n'est vrai qu'en matière d'exercice illégal de la médecine ou de la pharmacie et de fraudes alimentaires.

D'ailleurs, l'objet du débat devant la justice demeure; il faut prouver l'existence du délit; ce n'est

(1) Voyez Toubeau, *op. cit.*, p. 39, et Nourrisson, *Revue Pénitentiaire*, 1907, p. 1062.

que lorsqu'il est établi que la réalité du préjudice ne peut plus être contestée.

b) *Le droit actuel ou le droit né...*

Il y a une seconde condition à la recevabilité de l'action des syndicats, c'est qu'ils aient un droit actuel à la réparation du préjudice, c'est-à-dire, selon le droit commun, que le préjudice soit actuel, ne soit pas seulement possible ou probable; et, d'autre part, que le syndicat existe déjà, soit déjà régulièrement formé, au moment où s'est produit le fait délictueux.

Tel est, croyons nous, en notre matière, toute la portée de cette règle de procédure pénale. Mais à ce sujet, M. Roux, dans une note que nous avons commentée (1), émet une théorie qui restreindrait singulièrement le droit d'agir des syndicats.

Nous avons vu que, selon cet auteur, le préjudice individuel était « le substratum nécessaire » de l'action syndicale. Or, dit-il, il n'existe un droit individuel que dans les professions réglementées, dans celles, comme la médecine ou la pharmacie, où un diplôme donne le privilège de les exercer. Ici, seulement, il y aurait un *droit*.

Nous avouons ne point partager cette conception du droit : le privilège, quel qu'il soit, celui du médecin ou celui du pharmacien, ne fait pas que l'on ait « un droit à l'observation de la loi », selon le mot de M.

(1) Voyez dans l'« Etude de la jurisprudence »,

Roux, alors que ce droit ferait défaut ailleurs. Le privilège consiste à ne pouvoir exercer certaines professions que si l'on est muni de certains diplômes. Il s'agit même, beaucoup moins d'un privilège que d'une garantie pour la santé publique. Il semble indiscutable que si l'on exige un diplôme pour l'exercice de ces professions, c'est dans l'intérêt général. Seulement, comme *tout le monde a droit à l'observation de la loi*, les pharmaciens et les médecins peuvent réclamer en justice la réparation du préjudice que l'exercice illégal peut leur causer.

Si l'on exige un *droit né*, cela signifie qu'il faut que l'on se soit trouvé, au moment du délit, dans la situation qui fait que l'on a pu éprouver un préjudice; il faut, par exemple que l'on ait été médecin avant l'exercice illégal, ou bien propriétaire d'une maison avant qu'on y mette le feu, ou bien encore que l'on ait été un syndicat régulièrement constitué.

D'ailleurs cette théorie se trouve en contradiction avec les lois nouvelles qui donnent aux syndicats représentant des professions non réglementées, telle que celle d'agriculteur, le droit de se porter partie civile.

IV. — MODES D'ACTION

Les syndicats peuvent donc, dès maintenant, aux conditions énumérées plus haut, agir devant les juridictions répressives.

Ils ont pour cela les trois moyens commun : la

plainte avec constitution de partie civile, l'intervention dans une poursuite et la citation directe.

Souvent la nécessité d'apporter la preuve de l'infraction l'obligera à user des deux premiers moyens.

Mais nous nous plaçons à voir dans l'usage du droit de citation directe le moyen le plus nouveau et sans doute aussi le plus efficace. Les infractions qui atteignent la profession ne peuvent guère être que des délits ou des contraventions, et par conséquent leur nature ne sera pas un obstacle à la recevabilité. Et c'est ainsi que le syndicat remplira le mieux son rôle de protecteurs de la profession.

L'intervention n'a pas grande portée, ne signifie pas grand'chose, puisque la justice est déjà saisie, et que l'indemnité ne doit pas être, à notre sens, le but de l'action syndicale. Et d'autre part, l'usage du droit de plainte est trop soumis aux irrégularités et aux lenteurs de procédure.

Seulement, pour que les syndicats puissent amener directement devant les tribunaux les auteurs d'infractions, il faut qu'ils puissent apporter des preuves indiscutables. Il faudrait leur donner largement le droit de commissionner des agents ou des inspecteurs. Ce ne serait pas, à proprement parler, une police privée. Elle resterait soumise à l'agrément des préfets; elle aurait, en plus, l'avantage de ne rien coûter à l'Etat. Pourquoi toujours faire payer par tous, ce qui ne doit profiter qu'à quelques-uns ? Ce serait une bonne mesure de décentralisation.

CONCLUSION

S'il nous semble certain que, dans l'état actuel du droit, les syndicats ont le droit de se porter partie civile contre les délits qui préjudicient aux intérêts professionnels, si le fondement même de ce droit n'est plus guère disputé, la recevabilité de l'action syndicale reste soumise à beaucoup d'incertitudes.

La jurisprudence récente, postérieure aux lois sur la fraude, ne se considère pas comme liée par les lois nouvelles; elle repousse fréquemment l'action syndicale, soit que le préjudice moral invoqué est quelque chose de trop vague et trop général, soit parce qu'elle ne voit qu'un préjudice individuel, là où nous voyons un préjudice professionnel.

D'autre part, l'action des syndicats ouvriers pour l'application des lois protectrices du travail est presque insignifiante. Nous avons vu combien peu de décisions ont été rendues en cette matière. Cela vient de ce que les syndicats, ignorant leurs droits, ou n'osant s'en servir parce qu'ils sont trop discutés, ne les produisent pas en justice.

Pourtant, de nombreuses lois, dites sociales, ont

été élaborées depuis quelques années (1) et toutes, invariablement, chargent les inspecteurs du travail de veiller à l'application de leurs dispositions.

Malheureusement, les cadres de l'inspection du travail sont insuffisants (2). Il leur est matériellement impossible de visiter tous les établissements soumis à leur surveillance. De plus, à cause de la modicité de leurs ressources, ils suivent un itinéraire à peu près invariable, ce qui permet de prévoir leur passage.

(1) Nous citerons notamment les lois du 2 novembre 1892 et du 30 mars 1900 sur le travail des enfants et des femmes dans l'industrie, la loi du 29 décembre 1900 sur les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant, la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, la loi du 30 mars 1900 sur le travail industriel des hommes adultes, la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, la loi du 30 avril 1909 sur le travail des enfants et des femmes, la loi du 20 juillet 1909 sur l'interdiction de la céruse, la loi du 7 décembre 1909 sur le paiement des salaires.

(2) M. Lorin cite les chiffres suivants : « Le cadre de l'inspection est tellement restreint qu'il suffit d'une maladie ou d'un congé pour diminuer sensiblement, parfois des deux cinquièmes, le nombre des visites faites dans une circonscription. Avant même la promulgation de la loi sur le repos hebdomadaire, les 121 inspecteurs du travail avaient 511.783 établissements à surveiller et à visiter, soit une moyenne pour chacun de 4.200 par an ou 14 par jour. Sur ce chiffre de 511.783 établissements à surveiller, 214.310 n'avaient pas encore été visités en 1905. Cette année-là, les inspecteurs ont visité 141.874 établissements, soit chacun 1175 environ ». Voyez l'ouvrage cité, p. 6, et l'ouvrage tout entier pour la question de la collaboration des ouvriers organisés à l'œuvre de l'inspection du travail.

C'est un domaine nouveau qui s'ouvre à l'activité des syndicats.

Les ouvriers sont placés mieux que personne pour connaître les infractions aux lois de protections du travail. Ils peuvent se plaindre individuellement, ils le font quelque fois, mais trop souvent leurs plaintes sont inspirées par le désir de satisfaire une rancune personnelle. Elles sont anonymes, relatives à des faits trop anciens ou incontrôlables; en résumé elles sont très souvent inutiles, parce qu'elles sont motivées par l'ignorance de la loi, ou même des clauses du contrat de travail.

Le syndicat qui est en rapport direct avec l'ouvrier, est également bien renseigné; il est plus indépendant; il examine les plaintes et juge s'il y a lieu de poursuivre.

« Actuellement, disait un inspecteur départemental (1), chaque secrétaire de syndicat réalise la conception typique d'un inspecteur local, qui est constamment sur les lieux et mieux placé que qui que ce soit pour savoir ce qui se passe ».

Malheureusement, les ouvriers semblent se désintéresser de ce genre d'action. Beaucoup d'infractions à ces lois se commettent avec leur complicité.

En 1900, M. Millerand, dans une circulaire, poussait les inspecteurs à se servir de ces collaborateurs.

M. Millerand fut écouté puisqu'on a pu dire que l'inspection du travail «...n'existe que depuis la circu-

(1) V. Lorin, p. 11. — Rapport 1901, p. 245.

laire Millerand » et les inspecteurs « arrivent à reconnaître d'une façon générale et presque régulière que les plaintes syndicales présentent un grand intérêt par rapport aux plaintes individuelles. Elles sont le plus souvent fondées, non seulement en fait, mais en droit : c'est-à-dire qu'elles ne signalent point de faits qui ne tombent pas sous le coup de la loi, tandis que les plaintes individuelles sont souvent adressées par des ouvriers ignorants et portent ainsi à faux. Les plaintes syndicales peuvent donc avoir une suite efficace » (1).

Mais il nous semble que les syndicats peuvent jouer un rôle autrement important en usant du droit de citation directe, qu'ils ont dès maintenant comme partie lésée (2).

Il est vrai que ce droit est sérieusement contesté en jurisprudence et que les syndicats voudraient pouvoir être sûrs de l'issue avant de s'engager dans une instance. Le besoin d'une intervention législative se fait sentir, qui définisse clairement le droit d'action. Seules des lois spéciales sur la médecine et sur les fraudes alimentaires sont intervenues, et malgré que leur caractère purement interprétatif ait été certifié à maintes reprises, les tribunaux n'osent pas en élargir le domaine. Mais on hésite à refaire la charte des syndicats professionnels. On a peur de leur intervention. On craint de voir se créer de faux syndicats, des

(1) V. Lorin, p. 78.

(2) V. dans ce sens, Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 296 et suiv.

« syndicats de maîtres chanteurs » ; on a peur de les voir disparaître, s'évanouir, au moment de l'échec de leur action (1). On craint aussi que plusieurs syndicats intervenant, on n'inflige au délinquant, sous forme de dommages-intérêts, une peine hors de proportion avec la faute commise.

Mais il n'est pas bien sûr que les sanctions pénales édictées soient toujours suffisantes. M. Raoul Jay estime que l'action des syndicats remédierait à l'insuffisance des peines : « Est-il admissible, dit-il, que le fait de compromettre la croissance, peut-être la vie, d'un enfant ne soit puni que d'une amende de 5 à 15 francs, alors que d'après l'article 445 du Code Pénal « quiconque aura abattu un ou plusieurs arbres qu'il savait appartenir à autrui sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de six jours, ni au-dessus de six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder cinq ans » (1).

Et, au surplus, rien n'empêche les tribunaux de diminuer la part d'indemnité allouée à chaque syndicat s'ils sont plus nombreux et de porportionner effectivement la peine au délit.

D'ailleurs, si le législateur hésite, avant de refondre la loi de 1884, qu'est-ce qui l'empêche, en attendant, de préciser son intention et son idée à propos

(1) Toutes ces craintes ont été exprimées à la tribune du Sénat lors de la discussion de la loi du 5 août 1908.

(2) V. Raoul Jay. La protection légale des travailleurs. Paris, Larose, 1904 p. 111.

de chaque loi ouvrière nouvelle ? Il serait bien facile d'y adjoindre une clause dans le genre de celle qui charge les inspecteurs du travail de veiller à leur application et qui dirait, comme dans les lois sur la fraude, que les syndicats ouvriers pourront, relativement à ces infractions, exercer les droits de la partie civile. Une telle disposition « interprétative » rendrait certainement les tribunaux plus favorables. Et il serait peut-être juste, comme le fait remarquer M. Raoul Jay, de protéger la vie humaine autant que les conserves de pruneaux et de sardines (1).

Enfin, si l'on veut empêcher que de nombreux syndicats se portent partie civile dans le même procès, et donnent ainsi lieu à la prononciation de peines multiples, il existe un moyen pratique : il faut donner le droit d'ester aux unions de syndicats. Il est manifeste que ce seront elles qui, la plupart du temps, agiront en justice, parce que la plupart des délits atteignent un grand nombre de personnes.

Un fait semble le démontrer, c'est la constitution du Syndicat national de défense de la viticulture française. Ce syndicat qui a pour but de poursuivre les fraits de fraude sur les vins, a été créé pour tourner la loi qui défend aux unions d'ester en justice : on a alors songé à créer un syndicat *national* qui groupe la majorité des viticulteurs français. Ceci montre combien il est puéril et inutile de maintenir les unions en incapacité.

(1) V. Lorin, op. cit., p. 237.

Nous avons vu que la disposition de la loi de 1884 fut un compromis entre les partisans de l'idée syndicale et ceux qui la redoutaient. C'était assez maladroît, car si l'on craignait leur puissance et leur influence, il ne fallait pas leur permettre de se former.

C'est les condamner à une action révolutionnaire, émeutière, que de leur ôter le moyen d'user des voies légales (1). Et il semble bien que les organisations ouvrières n'aient que trop confiance dans la violence.

Les fédérations professionnelles et les bourses du travail locales peuvent disposer de fonds plus considérables, avoir des services de contentieux, payer des agents et jouer ainsi un rôle considérable sur la scène juridique.

Comme elles représentent une collectivité plus vaste, elles incarnent mieux, si c'est possible, la profession.

Aujourd'hui, l'expérience montre qu'elles sont aptes à jouer un rôle fécond. De plus, la loi de 1901 est intervenue, qui donne aux unions d'associations conquises le droit d'ester en justice.

En 1907 et 1908, on respecta, sans bien savoir pourquoi, les dispositions de la loi de 1884. On ne voulait pas, à propos de lois spéciales, de modifications aussi importantes. Or, nous savons qu'on ne peut voir dans la restriction boiteuse qui fut faite, l'expression de la pensée des principaux auteurs de la loi.

Aujourd'hui, tous ceux qui s'occupent de questions

(1) V. Lorin, *op. cit.*, p. 132, ce que dit à ce sujet M. Raoul Jay.

sociales souhaitent la suppression de cette défense. Il est particulièrement intéressant de consulter, à ce sujet, les vœux formés par l'Association pour la protection légale des travailleurs (1) et par la Société d'Etudes législatives (2).

Il reste à signaler une dernière réforme qui, celle-là, toucherait au Code d'Instruction criminelle.

Nous avons vu que c'est la question du préjudice qui a toujours arrêté les tribunaux. Ils ont assez vite reconnu la capacité du syndicat. Mais ils se sont montrés bien plus hésitants quand il s'est agi de savoir s'ils avaient subi une lésion du fait de l'infraction.

Nous avons vu, d'autre part, que les lois nouvelles sur la fraude ne peuvent signifier qu'une chose, c'est que la fraude préjudicie aux intérêts généraux de la profession intéressée, et au syndicat qui la représente. Cela équivaut à rendre obligatoire pour les tribunaux l'admission de l'action, si le syndicat représente bien la profession dont il s'agit. Cela aboutit à créer pour ces délits une sorte d'amende supplémentaire.

C'est donc un signe qu'ici les dommages-intérêts tendent à se transformer en une peine. C'est la reconnaissance involontaire du caractère public du syndicat. Le droit des collectivités se crée ainsi de lui-même et l'on aboutit sans le vouloir, à le distinguer, comme on l'a fait ici, du droit individuel.

(1) V. Lorin, op. cit., Vœux adoptés, p. 167 et la discussion.

(2) V. Bulletin de la Société, 1909, p. 365. Rapport de M. Cahen.

Si la jurisprudence adopte cette conception, ce sera la preuve qu'il faut laisser au droit individuel la règle qui lie la répression à l'indemnité.

N'y aurait-il pas avantage à briser résolument cette barrière et à reconnaître aux syndicats une sorte d'action publique subsidiaire (1) ? à leur donner l'action pénale proprement dite aboutissant à une condamnation pénale ? Comme le fait remarquer M. Escarra : « La répression pénale par de semblables collectivités s'appuierait très logiquement sur l'intérêt qu'ont ces dernières à faire respecter la loi ».

En somme, c'est tout un ordre de réformes qui semble s'imposer, c'est l'adaptation de notre droit à la société moderne transformée par l'«associationnisme».

Les individus tendent de plus en plus à se grouper pour agir collectivement, sans doute, parce qu'ils ont observé que c'était avantageux. Ils tendent surtout à s'organiser par professions.

L'association corporative est d'ordre naturel; elle a surgi partout où le nombre des individus exerçant la même profession la rendait possible; elle a résisté à la guerre, tantôt sournoise, tantôt déclarée, que, de tous temps, l'Etat lui a livrée.

Il faut se placer résolument en face du fait professionnel et ne pas s'attarder à vouloir le faire rentrer

(1) V. Lettre de M. Vaunois. Bulletin de la Société d'Etudes législatives, 1909, p. 441. V. aussi, Thèse Escarra, p. 128.

dans des classifications périmées (1). Il serait sans doute inutile de vouloir l'y enfermer. Il est préférable de ne pas s'opposer à son épanouissement et de veiller à ce qu'il soit régulier.

Mais ce n'est pas toujours facile, car il faut faire « du logique avec de l'illogique ». « Pour un corps de droit, dit M. Tarde (2), le problème de l'évolution consiste à s'adapter avec soi-même autant que faire se peut, en s'adaptant à une société qui jamais ne s'adapte très bien avec elle-même ».

Mais il est certainement plus important d'adapter les lois à la Société qu'à la législation antérieure.

« Il vaut mieux sacrifier l'harmonie scientifique que le bien public.

(1) On a souvent fait l'éloge de ce système qui consiste à rajeunir le droit en se servant de formules anciennes dont on modifie l'esprit. On a dit qu'il était suffisamment progressif. On en prenait pour preuve l'œuvre du prêteur romain. On a dit que la difficulté qu'il y avait à s'astreindre à certaines règles forçait à étudier davantage et à produire une œuvre plus parfaite.

Mais il faut bien dire que nous n'avons pas les mêmes raisons que le prêteur de considérer le droit écrit comme sacro-saint.

De plus, la jurisprudence continue bien à chercher dans les textes anciens, en les faisant plus ou moins plier, la règle des coutumes nouvelles ; mais ce n'est pas une raison pour que le législateur reste inactif.

Ce serait donner aux juristes un rôle considérable et ingrat que de faire dépendre les réformes nécessaires de la subtilité de leur esprit.

(2) V. G. Tarde. *Les Transformations du droit*. Paris, Alcan, 1909, p. 200.

Or, le développement de l'industrie, qui avait d'abord développé l'individualisme, a, par un contre-coup singulièrement illogique, suscité l'associationnisme; ce qui vit et demeure n'est jamais complètement logique. Aussi nous n'entrevoions pas que le droit collectif doive absorber le droit individuel. Il doit lui rester juxtaposé.

Les institutions animées d'esprit différent ont une tendance à s'exclure.

Le rôle du législateur doit consister à chercher l'équilibre. Il a, malheureusement, surtout en France, une fâcheuse propension à centraliser dans les mains de l'Etat, et par suite, à briser les organisations qui n'en dépendent pas.

Or, le mouvement que nous étudions, cherchant à donner aux organisations ouvrières l'exercice de l'action publique, est nettement décentralisateur.

Il est à désirer que, malgré les luttes qu'il aura à soutenir contre tout un ordre, tout un système d'idées anciennes et solidement établies, il vienne à bout de son œuvre. Ce serait une solution, passagère peut-être, mais utile, à l'un des problèmes les plus urgents de notre époque.

Vu :

Lyon, le 17 Novembre 1910.
Le Président de la Thèse,
GARRAUD.

Vu :

Lyon, le 17 Novembre 1910.
Le Doyen,
FLURER.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 18 Novembre 1910.
Le Recteur de l'Académie de Lyon,
JOUBIN,

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER. — La loi du 21 Mars 1884.....	17
CHAPITRE II. — Etude de la jurisprudence.....	22
<i>Section I.</i> — Syndicats de patrons et Syndi- cats agricoles	25
§ I. — Professions réglementées.....	27
§ II. — Professions libres.....	34
<i>Section II.</i> — Syndicats ouvriers.....	65
CHAPITRE III. — Législation postérieure à la loi de 1884	73
<i>Section A.</i> — Loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine.....	74
<i>Section B.</i> — Loi du 11 juillet 1906 relative à la protection de certains produits con- tre la concurrence déloyale venant de l'étranger	76
<i>Section C.</i> — Loi du 29 juin 1907 sur le mouil- lage et le sucrage des vins.....	78
<i>Section D.</i> — Loi du 5 août 1908 sur la répres- sion des fraudes dans la vente des marchandises	87

Section E. — Les Associations selon la loi de 1901	104
La question des agents commissionnés	106
CHAPITRE IV. — Jurisprudence postérieure aux lois de 1907 et 1908.....	112
CHAPITRE V. — Etude de la doctrine.....	121
CHAPITRE VI. — Essai sur la recevabilité de l'action syndicale	149
I. — La personnalité morale du syndicat.....	149
II. — La capacité du syndicat, limites du droit d'action en justice	155
III. — Conditions de recevabilité :	
a) Le préjudice	159
b) Le droit actuel ou le droit né.....	166
IV. — Modes d'action.....	167
CONCLUSION	169

